

41176

PS 2571

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

FACULTE DE DROIT

UNIVERSITÉ CATH. DE LOUVAIN
FACULTÉ DE DROIT
BIBLIOTHÈQUE

LES FONCTIONS DE LA
BANQUE CENTRALE

T H E S E
POUR OBTENIR LE DEGRE DE DOCTEUR EN DROIT
PRESENTE PAR
AMELIA CRISTINA GUIZAR

LOUVAIN , BELGIQUE

85110800.626

1978-1979

T A B L E D E S M A T I E R E S

REMERCIEMENTS	2
DEDICACE	4
CHAPITRE I	
Cadre Economique Général de la Banque Centrale	6
1.1 Introduction	7
1.2 La théorie monétaire et la théorie économique	19
1.3 La politique monétaire	79
1.4 Les fonctions de la banque centrale	98
CHAPITRE II	
La Banque Centrale à Mexi- que	157
2.1 Antécédents	158
2.2 La législation en vigueur	255
CHAPITRE III	
Linéaments de la Banque Cen- trale en Droit Comparé et du Fonds Monétaire International	288
3.1 Panorama général mondial	289
3.2 La banque centrale dans les pays de la Communauté Econo- mique Européenne	296
3.3 La banque centrale en Fran- ce	303
3.4 La banque centrale de la Ré- publique Fédérale Allemande	315

3.2	La banque centrale en Ita-	
	lie -----	325
3.6	La banque centrale en Bel-	
	gique -----	333
3.7	La banque centrale aux	
	Pays-Bas -----	344
3.8	La banque au Luxembourg -----	350
3.9	La banque dans l'Europe	
	Orientale-----	353
3.10	Le Fonds Monétaire Interna-	
	tional -----	362
CHAPITRE IV	Conclusions et Recommandations -----	381
4.1	Conclusions -----	382
4.2	Recommandations -----	399
EPILOGUE	-----	402
BIBLIOGRAPHIE	-----	403

R E M E R C I E M E N T S

La réalisation de cette recherche ainsi que des études supérieures pour obtenir le degré académique de Docteur en Droit , a été possible grâce à l'orientation patiente , à l'exemple de discipline académique et aux enseignements de M. Jean Le Brun , qui généreusement a accepté la direction et surveillance de mes études et de ma recherche .

Je veux témoigner ma reconnaissance au Professeur Le Brun , ainsi qu'aux Professeurs Verhoeven et Horsmans et à M. R. Maury , Secrétaire de la Faculté de Droit .

Ma grande appréciation pour la stimulation reçue de M. Gustavo Romero Kolbeck et de M. Francisco Borja Martinez de la Banque du México .

Mes sentiments affectueux vont aussi
pour Mme. Yvette et M. Marc Vermeiren , Fabienne et
Serge Vermeiren Jordens , Mme. Christine , M. Freddy et
Lara Van Riethvelde , Mme. Tita Humblet-Capart , Famille
Jordens , Mlle. Linda Voorhelst et M. Jean Louis Lodomez ,
Mme. G. Dewaelheyne et M. Antoine Dewaelheyne , Mme Mari-
nella Piotti et Kemys , qui m'ont donné une très sincère
amitié , un appui et une atmosphère de famille , pendant
mon séjour en Belgique .

Je fait mention spéciale de ma gratitude
pour Mme. Elisabeth Casaubon de Pascault , qui m'a aidé
d'une façon inestimable à achever ma communication orale
et écrite dans la Langue Française .

D E D I C A C E

A mes parents

Clemente Guizar et Amelia de Guizar
avec immense gratitude et affection .

A mes frères

Clemente et Nury
José Gerardo
Marcos Martin et
Maru Moreno Tagle.

A mes Oncles

José Baviera et
Concepcion Bermudez de Baviera .

A Amelita ,

ma fille, pour tout son effort , sa
compréhension et sa chère présence
auprès de moi .

A ma très belle mère

Carmen Vazquez Gomez

A Alvaro Molina Enriquez Vazquez G.
pour toute son aide incomparable avec
reconnaissance et affection infinies .

"Je veux que la Banque soit assez dans
la main du Gouvernement , mais qu'elle ne le soit pas trop"

Napoleon

C H A P I T R E I

C A D R E E C O N O M I Q U E G E N E R A L

E T

F O N C T I O N S D E L A B A N Q U E C E N T R A L E

1.1 I N T R O D U C T I O N

L'expérience historique et philosophique du genre humain montre que la liberté , l'autodétermination individuelle et socialement considérées , sont des formalités d'authenticité irremplaçable et auxquelles on ne peut pas renoncer .

Mais cette même expérience indique que l'autodétermination a besoin de la sélection ascendante entre divers alternatives à travers un jugement de valeur et une conduite agissante dans le sens de ce jugement , car la simple indétermination , l'abandon au hasard ou à l'absurde est l'antithèse de la liberté .

. L'homme agit , disait Nicolas Hartmann , comme intermédiaire entre l'idéal et la réalité , en fai-

sant des réalités agissantes à partir des valeurs que l'homme lui-même construit. (1)

Cependant , la vie humaine , individuelle et collective , est exposé à plusieurs déviations à cause de circonstances adverses , qui font quelquefois surgir des situations de détérioration et d'absurde ; et souvent on trouve que malgré l'existence d'institutions de structure démocratique et d'instruments d'intervention du pouvoir public dans la vie économique , les fonctions pour favoriser le bien-être général ne marchent pas conformément aux objectifs démocratiques institutionnels .

L'expérience contemporaine montre une répétition de ces situations absurdes mais elle montre aussi des exemples positifs ; aussi bien dans le milieu doctrinal qu'au niveau des institutions publiques , où on trouve plusieurs principes à suivre pour éviter "l'histoire sans fin de l'île des pingouins ."

Spécifiquement dans le domaine de la politique économique et des fonctions de la banque centrale , il est évident que les "instituts d'émission" sont chargés de responsabilités très importantes et très lourdes ; et leurs fonctions sont souvent sujettes à des limitations , à des pressions politiques , ou bien à des décisions du pouvoir public qui ignorent les points de vue techniques des banques centrales et leur imposent des mesures contraires aux principes fondamentaux de la science de la banque centrale .

Les résultats sont désastreux pour tout le monde , particulièrement pour les degrés sociaux moins favorisés .

Le Mexique a souffert récemment un grand bouleversement économique qui a conduit sa monnaie à une dévaluation de 50% environ .

Maintenant on explique toutes les causes

qui ont produit ce malheureux dénouement, mais au moment du développement des événements préalables à la dévaluation , personne ne disait rien et il semblait que le taux fix de 25 ans serait éternel .

Précisément dans ces 25 ans , en Europe on a essayé de reconstruire l'appareil économique détruit par la II^e Guerre Mondiale et on a cherché la façon la plus raisonnable d'exercer toutes les activités , publiques notamment .

Dans le cadre économique et social , la planification est le mécanisme unique pour l'autodétermination informée et de valeur , avec une participation entière des intégrants de l'ensemble social ; et même des auteurs aux pensées traditionnelles , attribuent au pouvoir public , à l'Etat , des fonctions de grand relief dans le fonctionnement optimal de l'appareil économique ,

spécialement dans le domaine de ce travail , c'est à dire , dans les fonctions de la banque centrale .

Mais quelquefois nous trouvons cette tâche rationalisante pleine de problèmes grands et petits dont les solutions échappent , ont du retard ; alors les situations difficiles se présentent à nouveau .

Nous pensons qu'il y a un certain degré d'improvisation et d'ignorance dans les échelons directifs et exécutifs et que les éléments techniques manquent souvent d'attributions explicites pour remplir leurs buts .

Nous pensons aussi que les normes juridiques sont parfois trop formelles et s'éloignent des contenus réels en essayant d'être générales et abstraites . En outre , les régimes dans lesquels le pouvoir exécutif tend à absorber un grand nombre de fonctions et le poids total de l'autorité , ceux-ci risquent de manquer d'esprit autocritique , d'éliminer les freins et les contrepoids

traditionnels et d'oublier les nécessités de coordination entre les différents instruments de l'action .

Par rapport au formalisme juridique , nous rappelons les commentaires de Louis Le Fur à ce sujet:

"Celui qui pretend élaborer un droit pur , abstraction faite de l'histoire et de l'éthique , se désintéressant de la sociologie et de la politique , finit par un manque total de tout contact avec la vie ." (1a)

Dans le domaine de cette recherche , c'est à dire des fonctions de la banque centrale , il faut avoir une connaissance minimale du cadre économique qui entrouve lesdites fonctions , tant au point de vue doctrinal , qu'à celui de l'expérience dans l'application des différentes politiques économiques , de façon à pouvoir juger l'adéquation des normes juridiques ainsi que de pouvoir recommander les modifications pertinentes .

M.J.Le Brun (1b) dit à ce sujet:

"L'importance de la politique monétaire et du crédit est devenue évidente pour beaucoup de nos concitoyens qui ont été frappés par l'ampleur et le caractère spectaculaire des mesures de ce type motivées par les nécessités de la lutte contre l'inflation . C'est au point que , rejoignant certains économistes qui privilégient le rôle de la création et de la circulation monétaire dans la formation , l'évolution et la maîtrise des processus inflatoires , ils s'interrogent si la politique monétaire n'a pas la solution du mal . Le juriste n'a pas qualité pour mesurer le bien-fondé de ces analyses et de ces espoirs. Deux faits s'imposent cependant à lui . C'est d'abord la fréquence et l'extension accrues de l'action des autorités monétaires au cours des dernières années . Le problème du développement de l'intervention des pouvoirs publics dans ce domaine se pose dès lors .

C'est ensuite que , concomitamment à ce

développement de l'action des autorités monétaires , tous les Etats occidentaux -et le nôtre très spécialement- ont , depuis peu , considérablement complété et affiné leur appareil juridique de politique monétaire . Spontanément ou à l'instigation des communautés européennes , des instruments juridiques nouveaux de politique monétaire ont été créés et ceux qui existaient ont été adaptés , voire profondément transformés ."

"Ces deux faits sont évidemment liés , mais pas aussi absolument qu'on peut le penser . Pour une part , en effet , le développement de l'appareil juridique n'a fait que consolider des modes d'action préexistants , mais recourant à des procédés moins formalisés par le droit . Il faut donc se garder, du point de vue juridique , de mesurer l'interventionnisme en la matière à l'ampleur des pouvoirs juridiques d'intervention découlant de la loi . Il faut , par ailleurs , pour apprécier l'eten

due du système juridique , faire leur place aux mécanismes d'organisation et de son normalisation de l'action qui ne dépendent pas de la loi elle-même , mais qui sont construits dans le secteur lui-même et servent à la réalisation de la politique monétaire des pouvoirs publics ."

"... Il faudra , en outre , garder à l'esprit que , bien que le système monétaire et financier innerve l'ensemble de la vie économique et sociale , l'action de politique monétaire n'est pas autonome . D'une part , elle s'inscrit dans le dispositif complexe de la politique économique . D'autre part , elle s'articule plus spécialement sur l'organisation par le droit de l'appareil monétaire et financier , qui lui sert ainsi en partie de support . Il en découle des interrélations non seulement économiques mais également d'ordre institutionnel et fonctionnel , c'est-à-dire juridiques ."

M. Le Brun conclut son étude en disant:

"Lorsqu'on parle de "politique monétaire" des pouvoirs publics , on doit évoquer non seulement l'unité nécessaire de sa conception et la coordination de sa mise en oeuvre mais aussi son articulation avec les autres volets de la politique économique . Peut-on dire que cette articulation trouve un appui suffisant dans l'appareil juridique actuel de décision , de réglementation et de consultation ? . Poser la question , c'est évoquer la coordination des appareils et instruments de politique monétaire , d'une part , de politique économique , d'autre part . Ce n'est pas un problème simple compte tenu des traditions institutionnelles de notre pays ."

Nous ajoutons que ce n'est pas un problème simple pour le monde entier , toutefois , il faut essayer de résoudre ou , tout ou moins de mieux le comprendre .

C'est pour ça que nous avons entrepris la tâche de faire une révision succincte de certaines notions

élémentaires sur la théorie monétaire et les politiques monétaire et économique , étroitement liées aux fonctions de la banque centrale ; ensuite nous faisons le commentaire des événements récents expérimentés au Mexique ; et nous faisons aussi une exposition synthétique du cadre juridique de la banque centrale mexicaine : Puis sous examinons , d'une façon également synthétique , bien entendu , la législation de plusieurs pays et les fonctions du Fonds Monétaire International , avec quelques conclusions et recommandations fondamentales dans le domaine passionnant des fonctions de la banque centrale , sans tomber en détail ler toutes les projections de la recherche entreprise , avec la conscience pleine de l'échelle de grain de sable de ce modeste apport .

"La philosophie est une ontologie phénoménologique universelle , qui , à partir de l'herménéutique de l'existence et comme analyse de celle-ci , nous fermement le bout final du cordage de toutes les questions philosophiques là où elle surgit et là où elle va s'arrêter."

Martin Heidegger

1.2 LA THEORIE MONETAIRE ET LA THEORIE ECONOMIQUE

L'auteur américain Lester V.Chandler (2)

dit que l'argent a comme fonctions principales celles de servir comme unité de compte ou mesure , comme moyen d'échange , comme unité de paiements différés et comme porteur de valeur . Il faut donc qu'il ait une valeur constante ou presque constante . Ces fonctions, nous ajoutons , sont de grande importance , d'ordre et d'intérêt public et demandent une norme et un contrôle juridique de l'état , à travers la banque centrale .

Chandler continue en affirmant que les théoriciens modernes sont arrivés à la conclusion que l'argent est presque toujours "derangé" de différentes

façons et à un degré qui varie ; et ce mauvais fonctionnement de l'argent produit des effets significatifs sur le volume global d'emploi et de la production , sur les quantités relatives et les valeurs en échange des marchandises manufacturées et vendues ; et sur la distribution de la richesse réelle et des rentrées des membres de la communauté . Ces effets sont essentiellement importants à court terme et sont capables d'altérer de façon significative la conduite à long terme de l'économie .

Chandler commente que les prix ne s'altèrent pas de façon uniforme . Les uns sont très susceptibles et changent rapidement , tandis que les autres réagissent lentement et même alors , ils varient d'une façon lente . Précisément à cause de ce manque d'uniformité dans le comportement des prix individuels , les changes de valeur de l'argent peuvent exercer des effets si transcendants sur :

1) La distribution de la richesse réelle et des rentrées ; 2) Le volume d'emploi et de production.

L'auteur dont on parle , quand il fait l'énonciation des variantes théoriques quantitatives , mentionne que dans celles-ci on attribue une grande importance à la quantité moyenne de l'argent de toutes sortes qu'il y a en circulation dans un endroit ou une région déterminés pendant un certain temps , qui dépend de l'offre de fonds qu'on peut utiliser comme effectif ou comme réserves , du volume des crédits octroyés par la banque centrale , des élections de la communauté par rapport aux quantités relatives d'effectif et de dépôts contre les chèques qu'on désire maintenir , ainsi que de la proportion entre les réserves bancaires et les dépôts en compte de chèques .

Les théories quantitatives soulignent l'importance de la vitesse de circulation de l'argent ,

qui dépend de l'état de développement du système financier et du crédit et aussi du degré d'utilisation de la communauté ; ainsi que des habitudes de la communauté par rapport à l'épargne et à la consommation , de ses systèmes de paiements et de sa prévision sur le volume futur de rentrées et du niveau de prix dans l'avenir .

Comme troisième élément , les théories quantitatives déjà mentionnées considèrent le volume physique total des marchandises , les services et valeurs qui se vendent pour de l'argent , dans une certaine région pendant une période déterminée , qui reçoit une influence de la dimension de la population , de son énergie et de son attitude en face de la vie , de l'extension et de la richesse naturelle du territoire, des existences des biens d'équipement , du capital , du techniques de production et d'administration , du degré d'utilisation de facteurs productifs , du nombre de fois que les marchandises et les

services sont changés pour de l'argent , le volume de nouvelles émissions de valeurs et leur fréquence de vente , ainsi que le volume accumulé des marchandises, des valeurs et le degré d'usage du système de troc .

Ces trois éléments , dans la théorie quantitative , déterminent , le niveau général des prix , sous forme d'équations de change que cette théorie utilise à profusion pour appuyer des mesures d'augmentation ou de diminution de la disponibilité de l'offre de l'argent à travers la banque centrale.

Néanmoins , il est évident , que la seule manipulation quantitative de l'offre d'argent , est une solution simpliste et utopique à cause de la diversité et de la multiplicité des variables dont dépendent ces éléments .

Comme l'affirme justement Chandler (3) ,
 "Les déterminantes fondamentales de la valeur de l'argent se trouvent dans les éléments conduisant à l'équation de

change et pas en elle-même" "Il faut se rappeler que ,
 malgré que M(offre d'argent) , V(vitesse de circulation)
 et T(offre total des marchandises) , ont reçu générale-
 ment la catégorie de déterminantes directes ou immédiates ,
 elles ne sont en aucune façon les déterminantes fondamen-
 tales du niveau des prix , mais au contraire , elles sont
 à leur tour déterminées par une multitude de faits et dé-
 cisions humaines ."

Ces réflexions confirment le besoin de
 réglementation juridique des fonctions de la banque cen-
 trale , étant donnée la transcendance , bien évidente aus-
 si , de son intervention dans le flux de l'argent et le
 crédit au système économique ; et le fait qu'une hypothèse
 quantitative simple ne soit pas la réponse unique et tota-
 le , elle va en faveur de la banque centrale pour que celle-
 ci examine et participe aux aspects non-monétaires des
 grands problèmes du système économique .

Chandler , précisément , conclut son

"Introduction à la Théorie Monétaire" avec une affirmation

qui synthétise la nature de cette problématique et il con-

court dans la nécessité d'une planification et action

cohérentes dans le domaine économique : "Nous ne savons

même pas encore avec quelles possibilités de réussite peu-

vent être utilisées des mesures purement monétaires pour

contrôler la demande nominale des articles élaborés. Les

autorités correspondantes n'ont pas utilisé les différents

moyens qu'elles possèdent maintenant avec suffisamment de

courage et d'énergie pour indiquer combien elles peuvent

être effectives , et nous ne pouvons que faire des conjec-

tures sur l'efficacité probable des nouveaux instruments

de contrôle qui peuvent s'ajouter à son équipe . Cependant ,

il est presque sûr que les autorités monétaires , pourvues

seulement de leurs armes actuelles , n'obtiendront pas le

degré de contrôle , s'il faut qu'elles se battent contre

les politiques économiques ennemies , de caractère non -
monétaire. Il n'est pas logiquement possible d'attendre
qu'elles contrôlent le total de consommation et d'investiss
sement , si l'administration publique accélère ses investiss
sements dans les périodes de prospérité et elle réduit sa
demande d'épargne pendant les dépressions ; si la politi-
que actuelle stimule ou même appuie la spéculation excessive
dans les marchés de valeurs , avec ses effets sur des pré-
visions , des habitudes de consommation et des émissions de
valeurs ; si le pouvoir de monopole existe et les prix de
vente se maintiennent aussi inflexibles , que les altérations
dans la demande exercent la plupart de leurs effets sur
le volume de la production et de l'emploi ; si les salaires
et autres coûts se déterminent sans l'attention due à
leurs effets sur les utilités de le chef d'entreprise et
sur le chiffre d'emploi ; si les impôts grevent plus sur
les entreprises pendant les périodes de dépression ; et
si les politiques commerciales internationales ferment

les marchés quand on en a le plus besoin".

"Il n'est pas possible d'attendre raisonnablement que les mesures purement monétaires atteignent leurs objectifs si elles doivent se battre tout le temps avec des politiques économiques ennemies. Les économistes sont arrivés à croire chaque fois davantage que les problèmes économiques créés par l'instabilité et par l'emploi déficient des ressources, ne peuvent être résolus de s'ils sont attaqués de front, simultanément par un nombre de mesures coordonnées et qui se prêtent un mutuel appui".

"Une politique monétaire adéquate doit être insérée comme partie essentielle de ce programme." (4)

Dans les paragraphes suivants nous examinerons succinctement les thèmes principaux qui intègrent l'étude de la théorie monétaire et les fonctions théoriques de la banque centrale, pour arriver à former la contenu

minimum d'une théorie juridique monétaire possible et de la normation conséquente des fonctions de la banque centrale .

L'objet et le domaine d'action de la théorie économique monétaire se précise comme la définition et l'explication de la conduite de l'argent et de son influence sur le fonctionnement du système économique. (5)

Nous avons fait une esquisse des théories appelées quantitatives , dans les grandes lignes que la nature de ce travail permet.

Chandler cite quelques applications des théories en question , dans l'analyse des effets à long et court terme , produits par les cours du changes dans l'offre d'argent.

La plupart des partisans de la théorie quantitative ont maintenu qu'une augmentation ou une diminution dans l'offre doit donner lieu à un niveau de prix

proportionnellement plus haut ou plus bas de ce qu'il aurait été si le volume de l'argent n'avait pas souffert d'altération .

A bref terme , les effets ne sont pas proportionnels . Pendant des périodes de transition les cours de change dans l'offre de l'argent parfois excèdent et parfois n'arrivent pas à la proportion voulue .

En périodes d'optimisme général si les autorités monétaires fournissent aux banques des réserves additionnelles , les banques augmentent leurs prêts , leurs investissements et leurs dépôts ; mais dans les périodes de dépression et de rétrocession , une augmentation dans les réserves bancaires ne conduit pas nécessairement à une augmentation de prêts , d'investissements et de dépôts , parce que les banques ont l'habitude d'être moins disposées à encourir les risques qu'impliquent les prêts et les investissements ; les hommes d'affaires ont moins envie

de demander prêts. Mais si les autorités monétaires suivent une politique plus libérale , on combat au moins une plus grande contraction ; avec tendance à baisser le taux d'intérêt et d'offrir ainsi , de meilleures perspectives , pour accélérer l'expansion de l'argent.

L'augmentation des soldes monétaires de la communauté , favorise les circonstances pour augmenter les frais en biens de consommation ou en valeurs ; et tôt ou tard , quand l'opinion se répandra dans le sens qu'il y aura une accélération de l'activité économique , la vitesse de la circulation d'argent augmentera sous la prévision que le niveau d'emploi et que les prix monteront . Les consommateurs se décident à prévoir leurs nécessités futures dans la mesure où celà est possible , les entrepreneurs essaient d'augmenter leur capital fixe et leurs inventaires en matières premières et en articles terminés ; et les possesseurs de fonds d'investissement considèrent

lucratif de changer leur argent pour des valeurs de différents sorts .

Si on pense que la hausse des prix va être rapide , la vitesse peut augmenter jusqu'à plusieurs fois le normal .

De cette façon , une fois que l'expansion s'initie , le frais tendent à augmenter plus rapidement que la disponibilité de l'argent . L'augmentation du commerce varie sous la très grande influence due au degré de l'usage des facteurs productifs au moment où est initié l'expansion de l'argent .

Si le système économique opère à un niveau inférieur à sa capacité , avec de la machinerie , de la terre et de la force de travail non utilisées ou partiellement utilisées , il y a une ample marge pour l'augmentation de la production et du commerce .

Si l'industrie opère à sa capacité proche

de la maximale au moment d'augmenter l'offre d'argent , la probabilité est que l'augmentation des transactions soit relativement petite et qu'une plus grande disponibilité monétaire se manifeste dans les prix hauts , à cause des coûts marginaux augmentés .

Il est probable que le commerce spéculatif augmente considérablement avec des valeurs , des marchandises qui figurent dans les marchés organisés et de biens-fonds.

En périodes de transition une augmentation provoquée dans l'offre de l'argent , accroît sa vitesse , le volume de transactions et les prix .

Si la vitesse et la disponibilité des marchandises augmentent au même rythme , le niveau des prix et l'offre de l'argent réagiront de façon semblable .

Si la vitesse de circulation est plus grande que la disponibilité des marchandises , les prix augmentent à un rythme

plus grand que l'offre de l'argent et vice versa .

Les théoriciens monétaires signalent (6)

que de même qu'une augmentation dans l'offre d'argent peut , dans les périodes de transition , augmenter la vitesse , les frais et le volume de transactions et conduire à conditions de grande prospérité ; une diminution dans l'offre d'argent peut réduire la vitesse , les frais, le volume des transactions et occasionner une rétrocession et une dépression dans les affaires , sans que , les augmentations et diminutions dans l'offre d'argent soient les seuls facteurs des conditions d'expansion ou de dépression .

Chandler (7) signale que l'événement le plus important dans la théorie monétaire depuis la guerre de 1914 , a été le rapide développement et la plus grande popularité du point de vue des rentrées et des frais , pour expliquer les relations qui existent entre l'argent ,

les prix et les activités des affaires , auparavant expliquées , surtout à travers la théorie quantitative .

Dans cette nouvelle façon d'envisager ce problème , il mentionne les travaux de Micksell , Oftalion , Schumpeter , Hawtrey , Robertson et Keynes , principalement .

Les économistes classiques ont nié l'existence et parfois même la possibilité d'une déficience acquisitive du système économique pour retirer du marché , à des prix rémunérateurs , tous les articles qu'il est capable de produire .

Les économistes dissidents du point de vue classique exposent , avec des variantes petites , que dans le système capitaliste les frais peuvent être si déficients , qu'ils occasionnent le chômage et empêchent que le système économique agisse à pleine capacité , comme le montrent les périodes de contraction et de dépression .

Le courant de pensée économique qui uti-

lise l'examen des recettes et des frais , analyse la nature et origine de la rentrée , comment elle peut être utilisée et les effets de chaque méthode de son utilisation , la nature de la demande, de la production , et la relation entre l'importance de cette demande et celle de la rentrée sociale.

Dans le régime capitaliste chaque chef d'entreprise porte la production au niveau qu'il estime devra originer les meilleurs bénéfices mesurés en excédent de la valeur de la production sur les coûts , ou bien , s'il n'a pas de perspective immédiate de bénéfice , il fait arriver la production seulement au niveau qui lui cause le minimum de pertes .

Les chefs d'entreprises donnent un emploi total aux facteurs disponibles de la production seulement si leur prévision d'utilités atteint le niveau maximum avec la production porté à cet extrême , chose qui n'arrive pas

si les coûts et les valeurs prévus de la production maintien nent une relation de bénéfices maximums avec une production de bas niveau . Pour leurs analyses les économistes de ce courant prennent comme recette monétaire , à la valeur de la production dans une période , qu'équivaut à la valeur monétaire totale des participations qui affluent aux divers groupes qui peuvent participer aux fruits de la production , et qui se groupent comme coûts des chefs d'entreprises payés aux facteurs de la production dans les industries des articles de consommation et investissements, et comme bénéfices des chefs d'entreprises ou excès de la valeur de la production sur les coûts .

La communauté dispose de ses rentrées de deux façons : pour acheter des articles de consommation et pour l'épargne . La grandeur de la rentrée monétaire dépend du fonctionnement du courant circulaire des frais-frais , des consommateurs et des bailleurs de fonds , pour une

nouvelle consommation et investissement , et frais de chefs d'entreprises dans les facteurs de la production . Une expansion de ce courant de frais signifie une expansion de la rentrée monétaire ; une contraction de ces frais signifie une contraction des rentrées .

Les rentrées monétaires demeureront stables aussi longtemps que l'investissement pendant une période sera égal à la quantité qui s'épargne des rentrées de la période précédente ; et ils diminueront tandis que l'investissement sera moindre que les épargnes provenant de la période antérieure. L'expansion se présente quand l'investissement excède les épargnes provenant des investissements de la période antérieure . Cela arrive quand les membres de la communauté , et même les chefs d'entreprises prennent des soldes monétaires qu'ils avaient au début de la période , pour dépenser en consommation et en investissement , une somme plus grande que leurs rentrées monétaires .

res de la période précédente .

Les économistes modernes ont insisté , con
tre l'emphase mercantiliste sur l'importance d'augmenter
l'existence d'argent en disant que la richesse nationale
consiste , pas de l'argent , sinon des articles réels ; et
le niveau de vie de chaque pays dépend pas de la grandeur
des courants d'argent , sinon du volume des articles réels
et des services produits chaque année par le système éco-
nomique ; par conséquence , l'amélioration des niveaux
économiques peut être atteinte par une plus grande produc-
tivité du système économique ; il ne peut pas s'obtenir
avec une simple multiplication des titres monétaires .

Quand le système économique est déjà en
train d'opérer aussi près qu'il le peut de sa capacité
maximum d'employer virtuellement tout le travail et autres
facilités de production disponibles , pas même une augmen-
tation des frais très grande -que l'on peut attribuer à

une augmentation de l'offre d'argent ou bien à la recirculation d'argent qui était gardée ou "thésaurisée" - peut augmenter la production réelle de façon considérable ; cela occasionnerait simplement une hausse dans les prix .

Dans de telles circonstances , les augmentations considérables dans la production réelle s'obtiendraient , grâce aux avancements techniques ou aux meilleures méthodes d'organisation et d'administration , quand l'offre des facteurs productifs augmenterait (travail , capital ou ressources naturelles) , sans que l'augmentation des frais puisse par elle-même avoir de telles réussites . (8)

Chandler dit "On ne doit pas dire , néanmoins , qu'une expansion des courants de l'argent ne puisse jamais augmenter la production réelle ou la richesse effective d'une nation . Si les frais de consommation et d'investissement augmentent pendant un moment de chômage considérable , il est presque sûr que le résultat sera une

augmentation d'emploi et une expansion de recette réelle de la communauté . En de telles occasions le problème économique le plus urgent n'est pas celui d'amplifier le pouvoir de production , sinon plutôt celui d'utiliser le plus possible les facilités productives déjà disponibles . L'augmentation des courants de l'argent , si elle peut se provoquer , est capable de réaliser ce but ."

Dans cette ligne il faut mentionner l'élaboration de John Maynard Keynes au sujet de l'effet multiplicateur de l'investissement . (9)

D'après cet auteur on peut établir une relation définie entre les rentrées et l'investissement et entre l'occupation totale et l'occupation directe dédiée aux investissements ; et donné le penchant pour consommer , il résulte une relation précise entre l'occupation et la rentrée totales et le taux d'investissement , de façon que , Keynes dit , quand il existe un accroissement dans

l'investissement total , la rentrée augmentera en une quantité qui représente plusieurs fois l'accroissement de l'investissement , selon le dit penchant à la consommation .

Les analyses des économistes modernes sont liées aux oscillations ou aux "cycles" entre la contraction et l'expansion et aux périodes de crise .(10)

Une déficience originale de l'investissement en relation avec les épargnes marque le début du procès de contraction et fait diminuer les rentrées d'argent , la consommation , l'emploi et les rentrées monétaires dans les industries d'articles de consommation et d'investissement , en une chaîne qui continue toujours que l'investissement dans chaque période soit plus petite que les épargnes procédentes aux rentrées de la période antérieure ; et la contraction reste détenue et l'expansion s'initie de nouveau à cause d'une circonstance quelconque qui pousse l'investissement à surpasser de nouveau les

épargnes de la période précédente avec l'augmentation dans la rentrée monétaire de la communauté , dans la consommation , dans la demande de production , dans un plus grand emploi et ainsi successivement .

L'accroissement de l'investissement n'explique pas seulement le plus grande rentrée monétaire originée par les industries des articles d'investissement , sinon qu'à travers son effet multiplicateur rend possible une grande partie de l'augmentation de la consommation et des rentrées monétaires originées par les industries d'articles de consommation .

Keynes , en examinant l'intérêt , dit que l'épargne et l'investissement sont déterminés par le penchant à consommer , l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt (11) qu'il considère variables indépendants en une certaine mesure , puisque chacune peut être influencée par les changements probables dans les autres ; et ils

font varier le volume d'emploi et la rentrée nationale .

Il dit textuellement : "La courbe de l'efficiance marginale du capital dépend en partie de la quantité d'équipement existant , qu'il est un des facteurs donnés , mais aussi en partie de l'état des expectatives à long terme , lequel ne peut pas être dérivé de tels facteurs".

"Néanmoins , il y a quelques autres éléments que les facteurs déjà donnés déterminent d'une façon si joute que nous pouvons traiter ses dérivés comme si on les connaissait déjà . Par exemple , les facteurs indiqués nous permettent déduire que le niveau de rentrée nationale , mesuré en unités de salaire , correspondra à une grandeur quelconque d'occupation , de façon que , dans la charpente économique que nous pensons être connue , l'investissement national dépend du volume d'occupation. En plus , ils nous permettent d'inférer la forme des fonctions

totales de l'offre qui comprennent les conditions physiques de celle-ci , pour différentes classes de produits -c'est à dire , la quantité d'emploi qui se dédiera à la production correspondant à un niveau donné de demande effective , mesurée en unités de salaire..."-

"La courbe de l'efficience marginale dépend , cependant , en partie des facteurs donnés (habilité existente , quantité de main d'oeuvre , de main disponible, qualité et quantité de l'équipement dont on peut se servir , l'état de la technique , le degré de compétence , les goûts et les habitudes des consommateurs , l'inutilité des différentes intensités du travail et des activités de surveillance et d'organisation , ainsi que la structure sociale; et en autre partie du rendement probable des biens de capital de différentes classes ; tandis que le taux d'intérêt est régi partiellement par l'état , de préférence par la liquidité et en partie par la quantité d'argent , mesurée

en unités de salaires . De cette façon nous pouvons quelque fois considérer que nos variables indépendantes finales consistent en : 1) Les trois facteurs psychologiques fondamentaux , c'est à dire , le penchant psychologique à consommer , l'attitude psychologique par rapport à la liquidité et l'expectative psychologique de rendement futur des biens de capital ; 2) L'unité de salaires , telle qu'elle se détermine par les accords célébrés entre patrons et ouvriers ; 3) La quantité d'argent , fixée selon l'action de la banque centrale ; de façon que , si nous pensons que les éléments spécifiés plus haut sont connus , ces variables déterminent la rentrée nationale et le volume d'occupation ."

"Il y aura un stimulant pour encourager le taux de nouveaux investissements jusqu'au point où il forcera le prix de l'offre de chaque classe de bien de capital à un chiffre qui , uni à son rendement probable ,

égalera plus ou moins l'efficacité marginale du capital en général avec le taux d'intérêt . C'est à dire , que les conditions physiques de l'offre dans les industries de biens de capital , la situation de confiance par rapport au rendement probable , l'attitude psychologique par rapport à la liquidité et à la quantité d'argent (de préférence calculée en unités de salaires) déterminent , ensemble , le taux d'un nouvel investissement ."

"Mais une augmentation (ou diminution) dans le taux d'investissement devra être accompagnée d'une augmentation (ou diminution) dans le taux de consommation ; parce que la conduite du public est , en général d'un tel caractère qu'elle veut seulement amplifier (ou réduire) la brèche que sépare sa rentrée et sa consommation si la première va en augmentation (ou diminution) . Cela veut dire que les changements dans le taux de consommation sont , en général , dans la même direction (quoique plus

petits en grandeur) que les changements dans le taux de la rentrée ."

" La proportion d'augmentation de consommation qui nécessairement accompagne une hausse dans les épargnes , est déterminée par le penchant marginal à consommer . La proportion , ainsi déterminée , entre un accroissement dans l'investissement et le même dans la rentrée globale , tous deux mesurés en unités de salaires , est donné par le multiplicateur d'investissement ."

"A la fin , si nous supposons (comme une première approximation) que le multiplicateur de l'occupation est égal à l'investissement , en appliquant le multiplicateur à l'augmentation (ou à la descente) dans le taux d'investissement occasionné par les éléments dont on a déjà parlé , nous pouvons inférer le croisement de l'occupation .

Une augmentation (ou une diminution) de l'occupation peut , cependant , faire monter , (ou descen-

dre) la courbe de préférence par la liquidité et visera à augmenter la demande d'argent de trois façons , car la valeur de la production monte donc quand l'occupation croît , même au cas où l'unité des salaires et les prix (en unités de salaires) restent invariables ; mais par surcroît , l'unité de salaires même visera à monter à mesure que l'occupation s'améliorera ; et l'accroissement dans la production ira accompagné par une hausse des prix (termes d'unité des salaires) due à l'augmentation du coût dans les périodes courtes ."

En ce qui concerne les cycles économiques

Keynes dit (12): "C'est une caractéristique proéminente du système économique dans lequel nous vivons qui , même quand il est lié à de sévères fluctuations dans la production et l'occupation , son instabilité n'est pas violente .

Il semble vraiment pouvoir rester en conditions chroniques d'activité sousnormale pendant une pé-

riode considérable , sans tendance marquée vers la récupération ou vers l'écroulement total... La théorie des cycles économiques à étapes régulières s'est fondée dans le fait que les fluctuations tendent à s'épuiser par elles mêmes avant d'arriver à des résultats extrêmes et que tôt ou tard elles s'investissent . Il arrive de même avec les prix , qui , répondant à une cause initiale de troubles , semblent pouvoir trouver un niveau où ils paraissent modérément stables pour le moment ."

Par rapport aux idées de Keynes concernant la demande d'argent , il est intéressant de noter les observations de l'investigateur Antonio Gomez Olivier , du Centre d'Etudes Latinoaméricaines (13) qui dit :

"On attribue à Keynes un changement important dans la mise au point de la demande d'argent appelée , par lui, préférence par la liquidité . Il semble , qu'il a été un des premiers à considérer l'argent pas seulement

comme un instrument pour faciliter les transactions domestiques , et extérieures , sinon aussi comme un actif demandé effectivement pour sa liquidité . Dans ses écrits , Keynes affirme que le public demande l'argent pour trois motifs essentiels : la transaction , la précaution et la spéculation . Dans l'analyse empirique de cette théorie la demande d'argent dépend des deux premiers motifs , fondamentalement de la rentrée nationale , et de la demande spéculative d'argent , du taux d'intérêt du moment , ainsi que des perspectives au sujet du taux d'intérêt futur . Comme ces perspectives ne peuvent pas être observées et , d'ailleurs , peuvent varier à cause d'un grand nombre de facteurs , il supposait , dans cette théorie , que la fonction de la demande d'argent obtenue empiriquement à travers les variables observables (la rentrée nationale et le taux d'intérêt) elle tendrait à être instable , puisqu'elle changerait constamment , au moment où les expectatives se modi-

fiaient sur le taux d'intérêt futur . La croyance de Keynes dans la stabilité de cette fonction a été un des facteurs qui l'ont conduit à recommander la politique fiscale comme un instrument de plus de confiance que la politique monétaire pour affecter l'activité économique ."

Sur ce point , il nous semble bon d'introduire quelques notes sur le phénomène nommé "inflation" qui est une réalité expérimentée sous toutes les latitudes dans les pays d'économie de marché et qui peut se définir comme l'économiste Ariel Buira Seira , de la Direction Générale de la Banque du México , S.A. (14) le fait comme un procès d'augmentation du niveau des prix , que se traduit par la perte du pouvoir adquisitif de l'argent .

Cet auteur fait allusion à diverses théories , d'abord à celle qui explique l'inflation par la demande excessive qui consiste dans un accroissement de la demande monétaire agrégée , de telle importance qu'il ne

peut pas se satisfaire par l'offre interne à des prix courants , sans engendrer des pressions sur les prix et la balance de paiements . Cela arrive parce que la capacité productive n'a pas de marges pour satisfaire cet excès ou accroissement de la demande , l'offre devient non-élastique , avec des goulots de bouteille et des étranglements dans le procès productif qui provoquent la hausse des prix et la demande progressive d'importations .L'excès de la demande a de l'influence sur les augmentations du crédit et sur le volume de la circulation , plus grands que ceux qui correspondent aux biens et services produits . Mais il est évident , que l'origine est dans l'accroissement de la demande et dans l'incapacité du système pour la satisfaire , et non pas simplement dans une augmentation monétaire.

Une autre mise au point est celle de l'inflation des coûts , avec laquelle il énonce que les éléments monopoliques de l'économie (sindicaux ou patronaux)

établissent des augmentations ou soutiennent des niveaux de coûts de facteurs productifs plus grands que ceux qui résulteraient du libre jeu des forces de marché et analogiquement , il considère à ce point de vue l'élévation des prix internationaux des biens importés .

Buira Seira (15) continue son examen de l'inflation en disant que les augmentations salariales négociées ou déterminées par le Gouvernement , quand elles sont supérieures à l'accroissement dans la productivité du travail et ne sont pas le résultat d'expectatives inflationnistes , se traduisent en pression inflationniste , quand elles ne sont pas absorbées par une réduction dans les utilités des chefs d'entreprise ou dans les coûts d'autres facteurs de la production et ont pour effet une augmentation générale des prix .

La position monopolique des chefs d'entreprise et leur désir d'élever leurs marges d'utilités dans

le court terme , peuvent contribuer à la hausse du niveau des prix . En fait , ce pouvoir monopolique fait que les prix soient flexibles à la hausse en réponse aux augmentations des coûts et de la demande , mais ils répondent avec rigidité à la baisse ; l'effet de cette asymétrie fait que les augmentations dans les prix des biens et services dont le coût ou la demande augmente , ne soient pas compensée par les prix dans les biens ou services dont le coût ou la demande diminue .

La multiplicité des intermédiaires peut contribuer au procès inflationniste quand ceux-ci agissent comme transmetteurs et amplificateurs des augmentations dans les prix .

Il existe une explication structuraliste (16) de l'inflation selon laquelle des pressions inflationnistes se présentent quand dans le procès de développement la demande et la production domestique de différents biens

tendent à croître à des taux différents ; et quand ces différences ne peuvent pas être compensées au moyen d'importations , elles donnent lieu à la pénurie et aux pressions sur les prix .

L'examen structuraliste a trait fréquemment au déséquilibre qui a lieu , par exemple , dans le cas de la production agricole et alimentaire qui croît plus lentement que celle de la population dans les pays en voies de développement et il faudrait un rythme accéléré de croissance des exportations et de la substitution des importations , ou de l'endettement externe , pour financer les importations des aliments indispensables pour la consommation interne . La production insuffisante des aliments représente sur les prix de ceux-ci et sur une augmentation générale dans le niveau de tous les prix .

Le structuralisme mentionne de la même manière la descente dans les prix internationaux de pro-

duits d'exportation ou la croissance insuffisante de la production exportable comme source potentielle de déséquilibres et d'étranglements , puisque la croissance de la demande des importations sera plus forte que l'augmentation dans la capacité d'importer et entraînera des hausses dans les articles d'importation et leurs similaires domestiques , car le déséquilibre dans la balance de paiements origine des restrictions dans les importations .

A cause de l'importance par rapport au thème de ce travail , nous allons nous permettre d'inclure textuellement des paragraphes de l'étude de Buira Seira (17) :

"Les augmentations dans les niveaux des prix internationaux peuvent se refléter dans les prix internes à travers des hausses dans les prix des exportations , des importations , de produits exportables et de biens produits intérieurement qui concurrencent avec ceux d'importation . Quand le prix international des exportations aug-

mente, ses prix s'élèvent aussi , à moins qu'on introduisent des contrôles ou impôts à l'exportation . A leur tour , les augmentations dans les prix internes seront la cause de la croissance de la demande pour facteurs utilisés dans sa production et si l'offre de ceux-ci n'est pas parfaitement élastique , leurs prix s'élèveront . De même , les hausses dans les prix de produits d'importation peuvent se refléter dans les prix domestiques directement ou indirectement à travers de hausses dans les prix des substituts et des facteurs nécessaires pour la production de ceux-ci . Un exemple remarquable de l'effet d'une hausse dans les prix internationaux sur les prix internes nous est donné par les augmentations récentes dans le prix du pétrole . L'effet direct sur le coût de la vie à cause des augmentations dans les prix internationaux des céréales ou du pétrole est naturellement très considérable en vue de l'importance de ces biens et leurs limitations de substitution ."

"L'inflation mexicaine des dernières années est attribuable , en partie , à l'extraordinaire hausse que les prix internationaux des matières premières et des produits manufacturés dans la période 1972-1975 ont soufferts . Les causes essentielles qui ont provoqué cette hausse ont été le haut niveau de la demande dans les pays industriels en 1973 , qui a coïncidé avec des conditions climatologiques adverses, qui ont réduit la production mondiale des graines ; l'accroissement du prix international du pétrole , les hausses dans les taux d'intérêt dans les marchés internationaux ; l'instabilité financière provoquée par la crise monétaire internationale et la spéculation qui a apporté avec elle la crise de la confiance dans les actifs monétaires ."

Les observations sur l'inflation comme instrument de développement (18) , de Buirá Seira sont aussi remarquables . On a tâché quelque fois de guérir le

manque de financement dû à une capacité d'investissement limitée , dans les pays en voie de développement , au moyen de la promotion de l'investissement étranger et de l'endettement externe et de même au moyen de l'expansion monétaire sur l'hypothèse qu'une politique monétaire expansionniste permettrait de financer des niveaux d'investissement plus hauts pour accélérer le procès de développement.

Comme de juste l'auteur précise qu'il faut distinguer entre la situation d'un pays développé avec une capacité installée oisive ou excédente , dans laquelle , en cas de récession l'expansion des frais peut élever la demande pour l'équilibrer avec l'offre à des niveaux supérieurs d'activité économique ; et les circonstances d'un pays en voie de développement dans lequel une élévation des frais devrait se justifier par la contribution à la croissance du produit par des augmentations dans la capacité productive et des améliorations dans les méthodes de production.

Le peu de flexibilité dans la structure productive des pays en voie de développement fait que au delà d'un certain niveau , le financement déficitaire de l'investissement génère des accroissements de la demande , que l'offre interne ne peut pas satisfaire et qui se traduisent en élévation des prix , des importations et de la consommation des biens exportables .

On dit aussi que l'inflation produit un transférement des rentrées et de la richesse , des salariés et autres personnes aux rentrées fixes , de haut penchant à la consommation , aux groupes patronaux , commerciaux et industriels de plus grand penchant à l'épargne , ce qui se traduit par une augmentation dans l'investissement .

Cette hypothèse n'a aucune valeur réelle , en premier lieu parce que les pays souffrants d'inflation montrent une réduction des bilans monétaires et quasimonétaires et sa substitution par des investissements en biens-

fonds ou à l'étranger avec une trop petite croissance des épargnes ; mais , en outre , elle manifeste une grande injustice au point de vue social .

D'ailleurs , dans de telles situations d'inflation , l'épargne du secteur public généralement ne peut pas compenser la réduction dans l'épargne privée tandis qu'elle peut aussi diminuer par suite de l'inflation , car les frais publics augmentent par des pressions de hausses de salaires et autres prestations aux employés publics , par une élévation dans les prix des biens et services que le gouvernement acquiert et par les accroissements dans les subsides des consommations populaires nécessaires , en outre que les prix des produits et services fournis par le Secteur Public tendent à se maintenir en dessous de leur coût .

Buira Seira exprime qu'en plusieurs occasions , on enregistre dans les pays en voie de dévelop-

pement une diminution de l'investissement réel comme résultat de l'inflation amenée par le secteur public dans son désir véhément d'élever l'investissement au dessous de ce que le permettre l'épargne domestique et externe .

L'économiste en question fait la synthèse de les effets redistributifs de l'inflation de la façon suivante :

1.- L'inflation déplace le pouvoir acqui
sitif des groupes de rentrées relativement fixes aux grou
pes de rentrées qui s'élèvent rapidement ;

2.- Elle déplace aussi le pouvoir d'acqui
sition des groupes dont les actifs augmentent lentement de
valeur à d'autres groupes dont les actifs ont des augmen-
tations de valeur considérables ;

3.- Elle transfère la richesse des crédi
teurs aux débiteurs quand les obligations ont une valeur
nominale fixe ou quand le contrat a été fait à un taux

prévit pas l'inflation avec exactitude ;

4.- Ces effets redistributifs tendent à être éliminés s'il y a une prévision correcte des augmentations futures , mais non pas si le reajustement est empêché par l'intervention du gouvernement , par des différences dans le pouvoir des négociations , ou par l'existence des contrats à long terme .

Pour finir , Buira Seira affirme :

"L'analyse empirique présentée indique clairement qu'en périodes inflationnistes les rentrées réelles d'importants secteurs se paralysent ou se réduisent , ce qui contraste avec les augmentations substantielles observées dans les salaires minimums dans la période antérieure de stabilité relative des prix . Cela suggère que l'inflation favorise une distribution plus régressive de la rentrée dans la société . De ce qui a été exposé dans cet essai , on peut déduire , aussi , que l'inflation provoque la perte de

confiance dans la valeur de l'argent et dans les actifs financiers , avec par conséquent l'affaiblissement du système financier et la perte d'efficacité avec laquelle s'engendre et s'utilise l'épargne nationale . Ce phénomène donne comme résultat un grand accroissement dans les nécessités de financement externe pour atteindre des buts de développement déterminés . Par conséquent , une politique économique dont l'objectif est le développement économique dans une justice sociale ne peut pas éviter le besoin d'atteindre des conditions stables dans les prix internes ."

Dans l'examen des thèmes importants pour la théorie monétaire et pour la politique monétaire centrale , il est inévitable de considérer les facteurs externes , c'est à dire les dépendances par rapport aux éléments dérivés des relations internationales .

L'économiste Francisco Gil Diaz (19)dit

que : "L'importance qui a acquis le besoin de faire des recherches sur la dépendence internationale des économies se doit , en partie , à la façon comment certains pays qui fonctionnaient antérieurement avec une certaine indépendance de l'extérieur , s'intègrent chaque fois plus à l'économie internationale . Le développement du commerce et des finances internationales pendant les trente dernières années a été extraordinaire , mais il a aussi compliqué les relations de caractère monétaire international ."

"Pour une économie aussi ouverte que la mexicaine , il est spécialement nécessaire que les variables d'origine internationale s'incorporent à l'analyse d'effectivité des politiques monétaire et fiscale ."

L'auteur lui-même explique le mécanisme de la transmission des forces du cadrage international au national de différentes envergures ; en premier lieu , parce que les prix des marchandises et services suscepti-

bles d'être commercialisés internationalement sont affectés par les prix internationaux de ceux-ci et pas seulement dans la portion par rapport à l'importation ou à l'exportation , sinon dans la totalité des dits biens commercçables internationalement ; dans la production de substituts équivalents ; et même dans les prix des marchandises pas commercçables internationalement , qui s'endommagent quand la disponibilité monétaire totale par les variations dans les prix de celles qui sont vraiment susceptibles d'exportation et d'importation sont affectés , celles-ci génèrent des variations dans leur demande et dans la portion de la masse monétaire destinée à leur acquisition , qui réduisent ou augmentent le reste disponible pour les marchandises pas exportables ni importables et modifient leur prix .

Gil Diaz explique que le marché de l'offre des biens et des services finals , produits intérieurement

et importés et vendus dans l'intérieur du pays ou exportés ,
a une demande endogène , qui fait fonction du taux d'inté-
rêt et la rentrée ; et une demande exogène dépendante des
frais du secteur public .

Le marché des devises , à son tour , est
détermine par les résultats du compte courant (balance des
marchandises et services) et du capital de la balance de paie-
ments , y compris dans cette dernière tous les éléments que
ne sont pas des biens ni des services , essentiellement
des mouvements de capital à court et long terme .

L'offre des devises , en compte courant ,
provient des exportations des marchandises et des services ;
et si on accroît la demande interne des exportables , en
question , leur offre sera absorbé au lieu d'avoir pu être
exportés .

La variation de la demande et de l'offre
des devises résultantes du compte courant se modifie puis

que le taux d'intérêt varie. Si celui-ci baisse en maintenant constants la rentrée et les frais publics , augmente les frais endogènes, les exportations se réduisent et les importations augmentent , ce qui diminue l'excédent ou augmente le déficit en compte courant et ce même résultat se produit avec un accroissement dans la rentrée si le taux d'intérêt et le niveau du déficit du gouvernement se maintiennent constants . Si le pays n'a pas accès aux marchés internationaux le taux d'intérêt devra augmenter pour abattre les frais et équilibrer le compte courant . S'il y a un accès à ces marchés de devises étrangères , l'augmentation du taux d'intérêt sera plus petite, puisque l'équilibre de la balance de paiements se fait en combinaison des capitaux de l'extérieur et la réduction des frais internes .

Les mouvements et mesures sont analogues quand l'élément variant représente les frais du gouvernement , en maintenant constant le niveau de rentrée .

En ce qui a trait au compte de capital de la balance de paiements , Gil Diaz expose que dans les cas des petits pays , sans influence dans le taux d'intérêt mondiale , un changement dans le taux interne d'intérêt implique un flux fini des capitaux qui dépend de la position financière nette de l'économie , avec une différence entre le taux interne et le taux d'intérêt des devises en monnaie étrangère en fonction des risques qu'on attribue au centre financier national ; et ce différentiel augmentera de plus en plus si l'endettement net externe de l'économie , s'amplifie plus loin des niveaux que les crédateurs internationaux considèrent prudent et il est probable qu'à partir d'un certain point les crédateurs internationaux considèrent inacceptable le niveau de la dette extérieure , c'est à dire que l'offre des capitaux externes perd son élasticité ; autrement dit , qu'on arrive à une limite où on ne dispose plus des crédits externes

quoiqu'on augmente le taux d'intérêt . Ces énoncés , dit Gil Diaz , sont à court terme , puis à long terme , l'économie peut améliorer sa capacité exportatrice et réduire le facteur risque et la différence dans les taux d'intérêt .

Si les frais du gouvernement augmentent et ont un contenu d'importation et déplacent en plus les exportations moyennant l'absorption de l'offre ajoutée , un effet partiel sera une diminution en excédent ou une augmentation du déficit dans le compte courant . L'offre d'argent sera déterminée par la base monétaire , avec la particularité que les changements provenant des variations dans le niveau des réserves monétaires , qui est une ligne de la base monétaire , joueront un rôle d'agent très important .

Gil Diaz commente (20) qu'il peut y avoir un équilibre entre les marchés des devises et des biens et des services , mais l'offre d'argent peut être à un niveau

de taux d'intérêt plus haut que le nécessaire pour cet équilibre et générer un excédent dans la balance de paiements qui augmente les réserves de devises et la base monétaire , puisque en recevant les devises la banque centrale donne en échange des billets et de la monnaie , en convertissant ainsi l'achat des devises en offre monétaire .

La banque centrale peut stériliser la base monétaire par une quantité égale à l'accroissement résultant de l'excédent , pendant un certain temps , puis les réserves arriveront à un niveau qui limitera la capacité de la banque pour continuer à stériliser . S'il n'a pas de stérilisation l'offre se déplace jusqu'à un point de la balance de paiements , où s'équilibrent les trois marchés (biens et services , devises et argent). Il est possible aussi de maintenir le taux d'intérêt a un niveau qui produise le déficit dans la balance des paiements qui peut être soulagé en augmentant l'offre d'argent , mais ils existent les limites

du montant des réserves internationales et l'endettement externe . Dans une économie ouverte avec un taux de change fixe on ne se peut pas contracter ou étendre la demande ajouté moyennant la politique monétaire pendant une période indéfinie . On peut obtenir provisoirement un certain effet moyennant des politiques de stérilisation ou d'expansion .

Gil Diaz finit en disant que dans une économie ouverte avec un taux de change fixe , les changements dans la quantité d'argent affectent le niveau des réserves internationales , mais pas celui de la demande ajouté ou de la rentrée.

Il continue en disant , que quant aux frais publics , si l'élasticité d'intérêt de l'offre extérieure des capitaux n'est pas infiniment élastique , les paramètres qui déterminent le multiplicateur font supposer que celui-ci est probablement bas .

Comme résumé synthétique final , affirme Gil Diaz, les politiques monétaires et de changes au Mexique doivent être d'accord avec les paramètres ou limitations provenant de l'interdépendence internationale de l'économie , avec l'avantage résultant , de maintenir le taux de change fixe . Il pense que dans un système de change fixe , le niveau interne des prix est une variation qui à la longue se détermine à l'extérieur et que la programmation monétaire doit se limiter à adapter la demande ajouté au taux prévu d'expansion du produit . Il parle de positions académiques dans lesquelles on prétend que la politique monétaire foment l'emploi , que redistribue la rentrée , stabilise les prix , contrôle le déficit dans le compte courant de la balance de paiements et qu'elle maintient les taux d'intérêt pour foment la production .

A la fin de son étude l'auteur déjà mentionné fait les suivantes importantes réflexions :

"Il semble que la politique monétaire est plus effective et obtient davantage des objectifs indiqués tant qu'on évite que ses effets soient destabilisateurs .

C'est à dire que l'aspect positif de la politique monétaire est d'éviter que ses effets soient négatifs , il ne s'agit pas d'instrumenter avec elle toute une série de buts économiques . Le principe de manque dans l'économie indique que , quand les objectifs sont indépendants entre eux , un instrument doit être assigné à un seul objectif ." "Une politique monétaire qui cherche fondamentalement à éviter de grands changements dans l'offre monétaire , dans le taux d'intérêt , dans les niveaux des prix et une plus petite variabilité dans la production , obtiendra avec cela un horizon plus net et plus long pour la planification des décisions économiques . Le plus mieux que les entreprises et les institutions publiques et privées (ainsi que les individus qui sélectionnent des occupations et des investissements pour

eux mêmes au moyen de la scolarité ou de l'entraînement dans le travail) connaissent que les tendances économiques fondamentales ont une certaine harmonie ; le plus certaines qu'elles soient de que le devenir économique ne présentera pas de changements abrupts et surprennants ; avec une plus grande efficacité et une plus grande tranquillité ils compromettront ses ressources dans le futur ."

"La conclusion par rapport aux possibilités de la politique fiscale et monétaire , ne veut pas dire qu'on ne doive pas ou qu'on ne puisse pas augmenter les niveaux des frais publics de la masse monétaire . Dans une économie en croissance , de plus grandes quantités d'argent et de services publics seront demandés , et l'économie ira en pourvoyant de plus grands montants d'impôts . Ce travail suggère plutôt qu'il faut programmer une croissance relativement harmonieuse des quantités monétaires et fiscales autour de la tendance de croissance

de l'économie : En orchestrant une politique de stimulations à la demande ajouté moyennant des instruments monétaires et fiscaux , on obtiendra surtout des effets sur les réserves internationales du pays (sur un modèle plus complet provisoirement aussi sur les prix) sans modifier pour cela le cours de l'économie a moyen et long terme".

L'économiste Antonio Gomez Oliver , du Centre d'Etudes Monétaires Latinoaméricaines , en faisant un étude sur la demande d'argent (21) dit qu'il existe quatre mécanismes concurrents à l'ajustage et à l'équilibre du marché de l'argent , qui sont : le taux d'intérêt , la rentrée réelle , le niveau des prix et la balance des paiements . Au Mexique , ajoute Gomez Olivier , les variables qui déterminent la quantité demandée d'argent réelle sont le niveau de rentrée réelle et le taux attendu d'inflation , donné que le taux d'intérêt est fixé directement par les autorités . Les procès d'ajustement sont relative

ment lents et les variations dans les réserves internationales nettes de la Banque du Mexique dépendent fondamentalement de la différence entre la demande d'argent et les actions de politique monétaire interne qui affectent le crédit interne octroyé par la banque centrale et le multiplicateur monétaire . "Par rapport au mécanisme d'ajustement qui on peut appliquer à un déséquilibre monétaire , à travers des changements dans le niveau des prix , l'analyse montre que le taux d'inflation interne , et donc le niveau des prix dans le pays , se trouve étroitement relationné avec les changements dans l'offre monétaire , en vue de la demande d'argent ." "Si en plus de l'adoption de une politique monétaire expansionniste qui tente à réduire les réserves , l'état a recours à l'endettement externe pour équilibrer sa balance de paiements , alors , les pressions inflationnistes ne diminueront pas en étant exportées par voies de balance de paiements , sinon qu'elles continueront dans le pays en ayant a voir avec le ni-

veau interne des prix . Dans ce cas , les augmentations dans les prix , unies au grand endettement , tenteront de provoquer des déficits plus grands dans la balance des comptes courants des années suivantes ." (22)

Après ce parcours panoramique sur quelques points importants de la problématique économique monétaire , nous revenons maintenant aux observations de Lester V. Chandler par rapport à ce qu'il considère comme objectifs de la politique monétaire . (23)

1.3 LA POLITIQUE MONETAIRE

Chandler pense que l'argent est une des grandes ressources d'économiseurs du travail , inventées et développées afin d'augmenter , quoique d'une façon indirecte , la rentrée réelle et le bien-être matériel de l'humanité . Mais il dit que les relations avec les prix , commerce et production jusqu'à cette date montrent qu'il n'accomplit pas toujours sa fonction avec efficacité , ...

"ne voulant pas rester dans son rôle de serf passif ...

il se rebelle souvent pour devenir un seigneur despotique ,

en imposant des redistributions arbitraires et souvent indésirables de la richesse et des rentrées entre les différentes classes de la société , jusqu'à ce qu'il fasse descendre le volume de la rentrée réelle produite , très

en dessous du niveau auquel il peut être maintenu par le système économique employé dans toute sa capacité . Quoique les gens aient montré des preuves d'une patience incroyable vis-à-vis des systèmes monétaires déficients à cause , ou tout au moins en partie , de pas avoir estimé assez l'influence perturbatrice, elles commencent à exiger et chaque fois en plus grand nombre que le pouvoir de l'argent soit employé à des fins légitimes et non pas utilisé à des fins indésirables . Mais comment agirait un argent idéal ? . Quel devrait être l'objectif essentiel de la politique monétaire ? . Ce doit être celui de faciliter , dans la mesure du possible , l'accomplissement des buts du système économique : produire et distribuer équitablement entre les membres de la société le plus grand volume des types les plus pratiques d'articles et de services au meilleur coût social possible . Ça ne veut pas dire que la politique monétaire soit capable , à elle seule , d'at

teindre ses objectifs ; il n'a pas de panacée pour tous les maux économiques .

Il est presque sûr que même dans les politiques monétaires les plus prospères, continueront de sérieux problèmes économiques à se poser ; problèmes qui comprendraient la distribution inégale des biens et des rentrées , l'inadéquate production totale , la disproportion entre les genres de choses qui se produisent , les habitudes maladroites de consommation , etc . Cependant , l'argent doit rendre expéditif le succès de nos objectifs économiques , au lieu de les entraver .

En dernier lieu , l'argent doit être neutre ; il ne doit pas jeter la perturbation ni réagir de façon telle qu'il aggrave et prolongue les perturbations créées par des phénomènes non-monétaires . Dans le meilleur des cas , il doit être dirigé de façon à améliorer en quelque sorte les désajustements provoqués dans n'importe quel

domaine du système économique. Cependant , jusqu'à maintenant il n' y a pas eu de système monétaire qui ait pu réunir une seule de ces conditions ."

Chandler estime que le succès d'un système monétaire doit être jugé par sa contribution au long terme , et au maintien de l'emploi total , efficace et stable et à une distribution équitative des rentrées , mais Chandler médiatise la possibilité de réalisation de ces buts et affirme qu'il faut chercher des critères plus immédiats conduisant à l'accomplissement des objectifs finals .

Nous pensons qu'aussi bien sur ce terrain que sur plusieurs autres de la vie sociale et même de la vie individuelle , la cause principale de la non consécution des fins recherchées réside précisément dans la médiatisation et dans l'ignorance des limitations temporelles très précise à laquelle la vie humaine est assujettie .

Il n'est plus possible de continuer avec des systèmes de tentative et d'erreur ou reductio ad absurdum qui impliqueraient une attente indéfinie et une solution jamais atteinte ; sinon qu'il faut recourir à l'exemple disponible des pays qui instaurent leurs problèmes et leurs solutions en termes d'immédiate réalisation , exécution et succès des résultats , par le chemin de la planification .

Dans le chapitre suivant nous parlerons concrètement de systèmes existants dans quelques pays et concrètement au modèle français .

Pour des raisons d'exposition systématique nous ferons un commentaire dans les paragraphes suivants sur les critères "immédiats" que Chandler examine .

Chandler commente en premier lieu le critère de stabilisation de l'unité monétaire par voie d'une marchandise ou dans certains cas de deux marchandises , qui en général ont été l'or , l'argent ou tous les deux ;

ce critère dit qu'il faut établir une limitation de la quantité émise d'argent pour éviter sa dépréciation dans les termes du métal de finnesse standard , qui s'emploie comme base du système , mais sans que la limitation conduise à élever la valeur de l'argent dans les termes du métal .

Les partisans du patron or ont pensé que celui-ci facilite les transactions économiques internationales en stabilisant les taux de change entre les diverses monnaies , ce qui stimule l'affluence internationale des marchandises et les fonds d'investissement , puis qu'ils éliminent les risques et incertitudes qui donneraient lieu à des fluctuations dans le taux de change .

En outre , il dit qu'il facilite le commerce international en combattant les politiques monétaires excessivement inflationnistes et déflationnistes .

Chandler lui-même pense que dans l'ordre international , la stabilité des taux de change s'assure

seulement tandis que toutes les unités monétaires sont fixées dans des termes de l'or .

Dans le prochain chapitre nous ferons un commentaire spécial du Fonds Monétaire International et de l'expérience obtenue depuis sa création par rapport à la stabilisation des taux de change .

Pour ce qui en est du point de vue national , interne , Chandler s'interroge (24) sur la possibilité de maintenir constante l'unité monétaire dans les termes de l'or et en même temps dirigée vers d'autres objectifs monétaires .

En examinant le critère de stabilisation du niveau des prix , cet auteur commente que l'expérience semble indiquer qu'une politique dirigée vers la stabilisation des prix a des probabilités d'être plus effective dans la poursuite des objectifs essentiels de l'argent , mais quand on définit une politique concrète on trouve de sérieuses difficultés en tâchant de préciser les indices

qui doivent être pris en compte et que les lignes qui doivent être l'objet de cette politique , d'autant plus que les fluctuations des niveaux des prix sont plutôt un symptôme qu'une cause de l'instabilité économique .

A cause de l'augmentation des dimensions de l'entreprise individuelle , des consortiums et cartels , l'emploi des politiques de contrôle des prix et autres facteurs qui éloignent les situations réelles des hypothèses de concurrence parfaite , on tend à une insensibilité ou à un manque de flexibilité plus grande des prix et une augmentation du degré dans lequel les fluctuations dans la demande monétaire se manifestent sur la production et sur l'emploi plutôt que sur les prix .

D'ailleurs , "les changements dans les prix parallèles aux changements dans les coûts réels de la production ne sont pas incompatibles avec le maintien des marges normales des utilités et de l'emploi total et

stable ; on doit plutôt permettre qu'ils aient lieu si cela doit éviter le déséquilibre . Ici nous nous occupons uniquement des augmentations dans l'efficacité de la production , parce que c'est ce qui a de l'importance dans une économie progressive . Les augmentations dans l'efficacité réelle de la production peuvent être atteints de plusieurs façons ; par exemple , nouvelles inventions , une utilisation plus ample des inventions qui existent déjà , de meilleures techniques d'organisation et de direction des affaires , plus de vigueur et d'intelligence de la part des ouvriers et des directeurs et une amélioration dans les relations des travailleurs qui réduise le ralentissement et le sabotage ." (25)

"...Puisque les prix ne sont que des symptômes et c'est la magnitude de la demande monétaire de production qui a une importance fondamentale , il sera souhaitable de ne pas employer les prix , sinon le fonctionnement de la demande monétaire de production comme critère

de la politique monétaire . Le critère devrait être d'établir et maintenir ce volume de demande monétaire de production qui s'approchera d'avantage pour assurer un emploi total et constant ."

"La politique monétaire adéquate n'exige pas une quantité constante d'argent , sinon une quantité d'argent qui varie de la façon qui conduise à atteindre le fonctionnement cherché de la demande monétaire de production .

L'auteur anglais W.T.Newling (26) estime que même quand la responsabilité de la politique monétaire correspond à la Banque Centrale , il existe une dépendance vis-à-vis des autorités gouvernementales qui formulent cette politique , qui est le reflet de l'impossibilité virtuelle de séparer la politique monétaire de la politique fiscale .

En théorie nous pouvons dire qu'il cor-

respond à la politique fiscale de décider comment gagner et comment dépenser et combien . Nous pouvons soutenir , en plus , que les effets qui ont dans la demande les déficits et les excédents sont questions de politique fiscale et qu'en réalité , ils constituent une des principales considérations pour élaborer le budget . En théorie nous faisons une distinction catégorique entre ces questions d'une part et le contrôle de la situation monétaire moyennant la variation des taux d'intérêt , le contrôle de l'offre monétaire et la conduction gouvernementale de la dette , de l'autre . Dans la pratique ceci n'est pas possible et au fur et à mesure que ce chapitre se développe il deviendra évident que dans l'actualité la politique monétaire est subordonnée à la politique fiscale .

En plus de cela , la politique monétaire forme seulement partie de la politique économique du gouvernement qui périodiquement comprend dans une mesure plus

ou moins grande , une capacité considérable pour diriger le contrôle .

En plus d'être responsable directement ou indirectement des frais d'investissement , qui s'élèvent à un montant supérieur de la moitié de la formation de capital total , le contrôle gouvernemental dans le secteur privé peut s'exercer directement de façons très diverses.

Le rôle de la politique monétaire est celui d'associé dans une unité ternaire qui comprend la politique économique totale dans une économie mixte ."

"Par conséquent , en partant des objectifs de politique nous devons considérer que la politique monétaire contribue à la politique économique globale et n'opère pas de façon isolée ; cela fait que la spécification des objectifs soit beaucoup moins technique et spécifique ."

"Si nous nous limitons plutôt à l'opération du système existant que , à sa transformation , comme (plus

ou moins) le font dans la politique les deux principales parties politiques , les objectifs de la politique économique générale qui seraient acceptables , peuvent se stipuler amplement de la façon suivante : 1. plein emploi , 2. éviter l'inflation , 3. équilibre externe , 4. un fort taux de croissance ."

Newling pense qu'avec l'expérience récente , ces objectifs peuvent ne pas paraître mutuellement compatibles et donc refléter une contradiction essentielle dans le système capitaliste ; il fait un résumé de les façons dont la politique monétaire peut affecter les décisions des frais comme condition nécessaire pour exercer une action dans la situation économique :

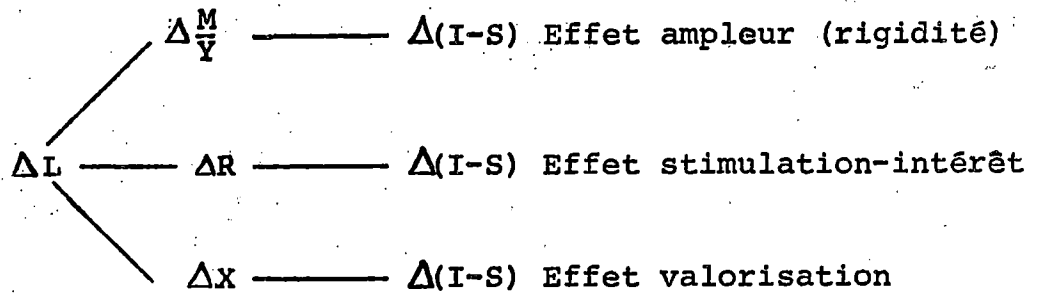
MESURES MONETAIRES ET LEURS EFFETS DANS LA DEPENSE

DE POLITIQUE

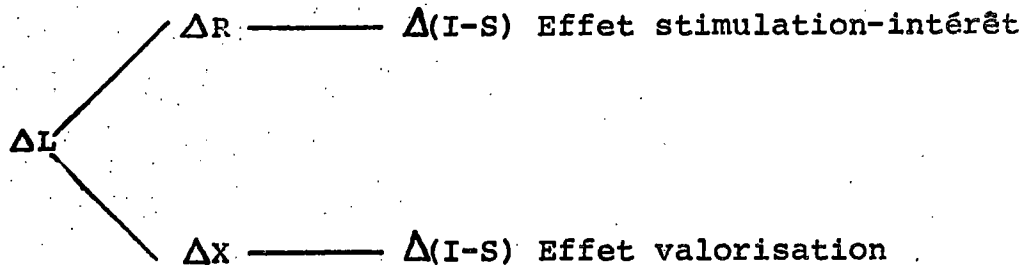
SEQUENCE DE CAUSES

EFFET SUR LA DEPENSE

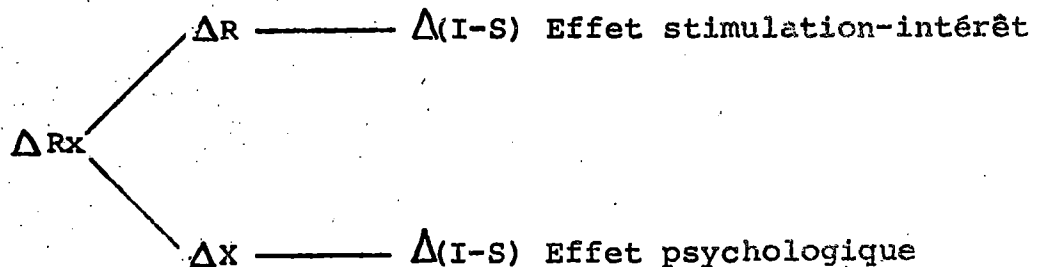
Opération de
Fre monétaire



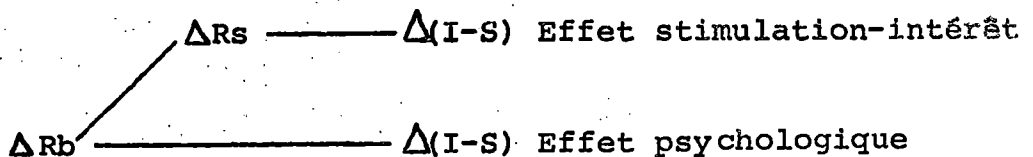
Opération de
structure des
ressources de la dette
gouvernement



Inversion des
spectatives
marché



Opération du
x bancaire



R = Niveau des taux d'intérêt .

R_b = Taux Bancaire .

R_s = Taux à court terme .

R_x = Niveau désiré des taux .

L = Liquidité dans le sens d'échéance .

M = Argent .

Y = Rentrée .

X = Valeur capital des droits financiers .

I = Frais-investissements .

S = Epargne Volontaire .

Newling conclue son chapitre de politique monétaire en faisant allusion aux questions concrètes de l'économie britannique la postguerre jusqu'à 1970 , qui renferment quelques observations intéressantes : (27)

"Dans la pratique , deux questions importants se dégagent de notre étude de la politique monétaire . La première est que l'importance apparente des autorités monétaires peut s'attribuer au deséquilibre massif dans les portefeuilles résultat de la politique fiscale pendant la guerre et qui jusqu'à aujourd'hui n'a pas été corrigé ... La deuxième question d'importance qui doit être signalée comme conclusion de ce livre est le status comme quoi il faut faire de l'argent dans le sens technique de proportionner les moyens de paiement "

"Historiquement cela a été la fonction et la responsabilité du monarque ; dans l'actualité , ce sont les institutions privées de type lucratif non disposées à

accepter des directrices (contraires à leur intérêt) d'une institution nationale qui sent une aversion à prendre les décisions pour les banques , mais qui y est poussée par abstinence et stratagème à imposer des restrictions plus amples , quoique d'un autre côté elle ne peut pas contrôler la base du système :

"Cela voudrait tout a moins la peine de considérer s'il ne serait pas plus rationnel , économique et efficace , de nationaliser le secteur bancaire si le mécanisme du marché continue à être infructueux ."

"Au niveau de la politique nationale , il y a aussi une anomalie : il existe un contrôle parlementaire sur la dépense de l'argent jusqu'au dernier penique ; sur sa fabrication il n'en existe aucun à l'exception de l'endossement archaïque formel d'un accroissement dans l'émission des billets , après que celui-ci a été enregistré . Les décisions qui déterminent combien d'argent va être mis

en circulation se prennent administrativement , quoique pas précisément par les ministres , les fonctionnaires ou les banques ; mais on ne consulte jamais le Parlement .

On le consulte sur chaque penique d'impôts ; on le consulte sur chaque penique d'endettement authentique (excepté l'endettement externe dans une crise de changement) ; en réalité , la Chambre des Communes doit autoriser cela .

Mais pas même en relation avec la création d'argent par le Secteur Public , pas même en relation avec l'émission d'argent par le secteur privé , il n'arrive jamais aucune proposition face aux représentants du peuple qui l'utilisent et en souffrent à cause de leurs mauvaises manigances ."

"Finalement , il serait malhonnête dans ce chapitre où des jugements et des opinions se mêlent à une analyse objective , de s'abstenir de signaler un problème plus fondamental . La manipulation de l'argent avec

les objectifs antérieurement stipulés est assez difficile dans le contexte de l'équilibre keynesian , de la demande globale , mais dans le cadrage de la bataille permanente et chaque fois plus perturbatrice , dans le marché de la force du travail et dans le comportement style casino du marché des devises , qui n'a pas d'importance , à moins qu'on trouve des solutions . La dernière question qu'on doit se planter c'est s'il est possible de trouver des solutions dans un système de prédominance capitaliste ."

Sous réserve de faire un résumé général des questions examinées brièvement depuis le debut de ce chapitre , nous allons maintenant exposer , d'une façon panoramique , les fonctions que l'on attribue à la banque centrale dans le domaine de la doctrine économique générale .

1.4 LES FONCTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

R.S. Sayers (28) définit la banque centrale comme "l'organisme du gouvernement qui réalise les principales opérations financières de le gouvernement il-même et moyennant l'exécution de ces opérations et par d'autres moyens , influe sur le comportement des institutions financières pour maintenir la politique économique du gouvernement ."

M.H. de Kock (29) , pour sa part explique que "la banque centrale est complètement différente , avec des fonctions et des opérations diverses de celles de la banque commerciale , d'investissement , industrielle , d'épargne et agricole , a créé son propre code de lois et de pratiques , qui peut se décrire comme l'art de la

banque centrale ; mais qui , dans un monde changeant , est encore en procès d'évolution et sujet à des ajustements périodiques . Aujourd'hui il est bon de parler de la science de la banque centrale ."

De Kock pense qu'en plus des différences historiques et circonstancielles de chaque pays , il existe une remarquable uniformité de la pratique qui fait que les banques centrales du monde entier ont une vision semblable sur les questions bancaires et monétaires et observent certaines conventions traditionnelles .

De Kock ajoute qu'un concept clairement défini est arrivé à se former: celui de considérer généralement une banque centrale comme le sommet du système monétaire et bancaire du pays et qui accomplit , de la façon la meilleure et au profit de l'intérêt économique national , les fonctions suivantes :

1. Régler la circulation monétaire en ac-

cord avec les nécessités économiques et avec celles du pu
blic en général , propos pour lequel on lui concède le
droit d'émettre des billets ou , au moins , son monopole
partiel .

2. Réaliser des services de banque générale
et d'agence en faveur de l'état .

3. Surveiller les réserves en effectif
des banques commerciales .

4. Garder et administrer les réserves mé
taliques et de devises de la nation .

5. Accorder le crédit , moyennant le ré-
escompte ou l'avancement sur garantie collatérale , aux
banques commerciales , aux courtiers et aux commerçants
en lettres de change et aux autres institutions financiè-
res, et par voie de l'acceptation de la responsabilité du
prêteur en dernier ressort .

6. Liquider les soldes de compensation

entre les banques ; et

7. Régler le crédit conformément aux nécessités économiques et en vue de réaliser la politique monétaire générale adoptée par l'état ."

Sayers étudie séparément les opérations de la banque centrale d'un pays et les transactions avec l'extérieur . Dans les premières il analyse les fonctions de la Banque d'Angleterre comme source d'effectif , le contrôle de l'émission des billets , les fonctions de prêteur en dernier ressort , l'intervention dans le marché libre et ses effets sur la liquidité bancaire , les dépôts spéciaux et le développement de l'influence morale de la banque centrale .

L'émission des billets , comme celle d'un autre genre d'argent est toujours considérée comme un privilège de l'état , mais en règle générale , l'état lui-même conserve historiquement l'émission de la monnaie et a cédé

aux banques commerciales le droit d'émettre ou les a autorisé à continuer cette émission , soit à cause de la dépréciation des billets émis par l'état et le manque de confiance publique naturel , ou bien cette concession a été une compensation par des prêts faits à l'état . Plus tard le besoin d'uniformer l'émission des billets et d'améliorer la régulation monétaire a conduit à concéder à une banque le monopole complet d'émission et on a considéré comme un élément constitutif de la structure de la banque centrale , de façon que toutes les banques centrales du monde ont le droit exclusif ou principal d'émettre des billets dans leur territoire .

Pour satisfaire toutes les nécessités légitimes des affaires et du public en général , il est important d'atteindre une élasticité dans l'émission des billets , en plus de l'uniformité , pour que sa circulation fonctionne automatiquement et puisse se dilater au

fur et à mesure que la demande monétaire augmente , soit par une expansion économique et par la liste des salaires accrue , ou par des facteurs saisonniers tels que les récoltes ou les vacances , ou se réduire quand l'activité économique décroît .

De Kock mentionne (31) que pour éviter que l'élasticité fonctionne sans détriment de la sécurité et de la confiance publique ils ont essayé diverses méthodes au cours des cent ans derniers :

1. Emission fiduciaire partielle consistant en une somme fixe déterminée par la loi , qui n'a besoin que d'une couverture des valeurs de l'état , tandis que les billets en excès de cette somme doivent être garantis par l'or . L'Angleterre a suivi ce système pendant quelque temps , de 1844 à 1939 et dans la dernière étape elle a eu recours à l'augmentation de l'élasticité avec de multiples autorisations spéciales pour dépasser la

somme fixe à l'occasion de circonstances aussi spéciales .

(flux de l'or à l'extérieur , demandes saisonnières ,
financement de la guerre , etc.) Ce système a été suivi
pendant un certain temps par l'Italie , le Japon , la Suède ,
la Norvège et la Finlande .

L'émission totale limitée à un maximum
fixé de temps en temps par la legislature (en France de
1870 à 1928) ou par la Trésorerie (de 1939 en Angleterre ,
a été attribuée au Parlement depuis 1953 , au Japon depuis
1941) , sans exigence légale de réserve d'or ou de devises .

Une troisième méthode utilisée antérieu-
rement aux Etats-Unis a été celle d'exiger que les émissions
soient couvertes totalement par les bons de l'état et li-
mitées au montant non racheté des bons et au capital payé
des banques .

Le quatrième système consiste à signaler
un pourcentage minimum d'or contre des billets émis et le

reste couvert avec les actifs déterminés tels que des lettres commerciales et des valeurs publiques . La réserve minimum d'or comprenait dans quelques cas les dépôts de la banque centrale et dans quelques pays on a autorisé l'argent comme partie de la réserve . Dans d'autres cas a été établi une réserve minimum jusqu'à une limite et de celle-ci à une autre limite supérieure , couverture totale pour les émissions (en Allemagne quand elle a établi en 1975 le Reichsbank) .

Les Etats-Unis quand ils ont établi en 1913 la Réserve Fédérale , ont signalé une réserve minimum d'or de 40% , de 35% pour leurs dépôts et la totalité des billets avec une garantie de lettres commerciales ou agricoles réescomptées . En 1932 on a inclu des valeurs publiques dans la couverture .

La cinquième méthode signalait seulement une réserve minimum légale contre les billets et les dépôts

et faisait que les billets deviennent le premier débit con
tre tous les actifs de la banque centrale sans les spéci
fier donnant ainsi une plus grande élasticité à l'émission .

Ce système a été en vigueur en Hollande
et en la République Sud-africaine .

Les formalités de la réserve ont été sus
pendus indefiniment ou supprimés dans plusieurs pays ,
sans fixer de maximums à l'émission des billets ; de Kock
mentionne l'Allemagne , l'Italie , la Grèce , le Peru et
la Bolivie entre 1930 et 1939 ; la France , le Canada , le
Danemark , l'Hollande et la Belgique , pendant la guerre ;
et ensuite , l'Autriche , la Suède , la Tchécoslovaquie ,
l'Argentine , le Chili et la Nouvelle Zelande.

A propos des commentaires qu'il fait sur
l'émission des billets pour la banque centrale , de Kock
dit (32) : "L'émission faite pour la banque centrale n'est
pas un facteur contrôlé dans le sens qu'il n'inspire pas

une politique consciente et délibérée , tout au moins dans les pays dans lesquels les dépôts bancaires sont un moyen d'échange beaucoup plus important que les billets . S'il y a une politique quelconque consciente , elle s'achemine vers le contrôle du crédit ; et l'émission des billets continue automatiquement à se réduire ou à se dilater conformément aux nécessités des affaires et du public en général .

Bref en un mot , la banque centrale ne prend pas l'initiative dans l'émission des billets . Dans l'économie moderne de crédit , la création de celui-ci , soit par la banque centrale ou par les banques commerciales , se manifeste en premier terme sous forme de dépôts dans les banques , et son effet secondaire est une expansion de la demande automatique des billets . Donc , si dans un pays où la banque centrale est l'unique qui fait l'émission de billets et il arrive une dépréciation de la monnaie, elle doit s'attribuer à une inflation de crédit et pas à une augmentation de bil

lets . C'est le motif pour lequel plusieurs pays ont imposé un minimum de réserve contre les billets de la banque centrale et de même contre les dépôts . Plus encore , puisqu'il est reconnu de une façon générale que le contrôle du crédit correspond fondamentalement à la banque centrale et puisque la concentration de l'émission de celle-ci demontre que c'est un grand avantage pour que le contrôle du crédit entre en fonctions , on déduit que les deux fonctions doivent continuer à se coordonner et à s'exercer dans la banque centrale , sous la surveillance générale de l'état , au lieu de rester , directe et totalemente au dessous de celle-ci ."

D'une façon généralisé , les banques centrales agissent aussi dans tous les pays comme des banquiers , des agents et des conseillers du gouvernement et les plus anciens l'on fait avant de se transformer en banques centrales .

Dans ces fonctions , ils maintiennent les comptes des bureaux et entreprises gouvernementales , les banques centrales font aussi , des avances transitoires à compte des impôts ou en attendant le placement des emprunts au public , en plus des avances extraordinaires dans les cas d'urgence , des guerres , des dépressions et on achete et on vende de la monnaie étrangère pour les paiements gouvernementaux qui en ont besoin , avec une diversité de services additionnels comme agent et conseiller du gouvernement , qui sont plus nombreux dans les vieilles banques centrales .

Les relations entre l'état et la banque centrale ont été gouvernées jusqu'en 1914 par le principe qu'une politique fiscale saine conseillait celle de ne pas concéder à l'état d'autres prêts que les payables à courts délais par perception des impôts ou emprunts souscrits par le public , se rendant à l'évidence que la concession des

avances au gouvernement produit non seulement une augmentation directe de la quantité d'argent en circulation , mais aussi l'existence d'effectif bancaire puisque les frais publics respectifs payés par les entreprises ou les individus et déposés par ceux-ci dans des banques commerciales font que ces banques profitent de plus grandes ressources en effectif et d'une plus grande capacité d'expansion du crédit . Par conséquent les avances sont une source potentielle d'inflation et tendent à affaiblir le contrôl de la banque centrale sur le marché de l'argent .

Néanmoins , ces avances , si elles se font par périodes courtes , au moment où à cause d'étroites ses transitoires du marché monétaire ou quand par raison de requêtes momentanées , on observe une diminution de la vitesse dans la circulation ; celles-ci sont d'une utilité générale quand on met plus de fonds à la disposition du marché .

Le plafond accepté dans tous les pays ,
comme nécessaire aux avances s'est aussi étendu aux opérations
d'escompte, de souscription des emprunts publics ,
d'acquisition de valeurs du gouvernement dans le marché
ouvert ou d'acceptation de celles-ci comme garantie .

Mais le coût de la guerre 1914-1918 et
la grand besoin d'obtenir des emprunts ont jeté une lourde
charge sur la structure de crédit de tous les pays adver-
saires et les normes et traditions des banques centrales,
se sont brisées , car celles-ci ont dû aider l'économie
pendant la guerre et de postguerre après .

De Kock fait remarquer que quoique les
banques centrales d'Angleterre et des Etats-Unis on pu se
libérer en 1919 de la domination des finances de l'état et
ont adopté des politiques déflationnistes jusqu'en 1921 ,
en France , en Allemagne , en Italie et en Belgique per-
sista la création du crédit par les banques centrales sous

la pression du gouvernement durant plusieurs années après la guerre et comme résultat de cette méthode inflationniste de financement , leurs monnaies se sont dévaluées, depuis la cinquième partie de la parité or d'avant guerre en France, jusqu'à un billionième partie en Allemagne .

Une situation semblable s'est présentée pendant la dépression de 1930-1933 pendant laquelle plusieurs banques centrales ont eu à faire des avances spéciales à leurs gouvernements ou ont dû les appuyer d'une façon quelconque , ce qui a été possible en grande mesure par la suspension générale du patron or .

Les banques centrales ont dû de nouveau affronter les finances de la II^e Guerre Mondiale, avec comme résultat une décade plus tard, que les actifs de plusieurs banques centrales consistaient en grande partie des valeurs publiques et des avances aux gouvernements .

Selon l'avis de Kock , quand la stabili-

té des changes , est en suspens, l'état n'a pas besoin de s'efforcer pour équilibrer ses comptes . Avec une monnaie dirigée , bien orientée , c'est à dire contrôlée il est exposé à la tentation de recourir à la banque centrale comme moyen facile et utile d'obtenir un crédit illimité qui lui permette de suivre la ligne qui résiste le moins .

"C' est ainsi que , la banque centrale , qui au moyen de la centralisation des réserves et de l'émission , peut être un instrument bénéfique puissant , peut de même se convertir en un instrument de dégât . L'histoire est pleine d'exemples d'inflation et de dépréciation monétaires dont l'origine a été la création de crédit à faveur de l'état . En fait , l'expérience a montré que les moyens les plus faciles et en certains cas uniques , de provoquer une inflation considérable , sont ceux des prêts gouvernementaux , directs de la banque centrale ou indirecte à travers des opérations de marché ouvert et de réescompte ".

Voilà , pourquoi , ce n'est pas une coïncidence que le degré d'expansion du crédit bancaire central avec des vues gouvernementales ait eu à voir avec l'ampleur de la dépréciation monétaire . Il est important que la vraie position rélative entre le gouvernement et la banque centrale dans les affaires de politique monétaire soit acceptée par les deux " .

" Il faut reconnaître le premier comme autorité finale responsable de tracer la politique monétaire et de fixer le patron monétaire du pays , et la banque centrale comme la responsable d'exécuter le premier et de maintenir le deuxième , avec la responsabilité connexe de sauvegarder le bien-être économique national selon son savoir loyal et sa façon de comprendre . Le gouvernement , en vertu de ces responsabilités , non seulement doit consulter la banque centrale en formulant la politique monétaire , si non qu'il doit le concéder la liberté et l'aide pour l'exécuter " .

" D'ailleurs , la banque centrale ne doit pas oublier les circonstances difficiles et épuisantes dans lesquelles une guerre prolongée et une dépression économique aiguë placent le gouvernement . En résumé , le gouvernement et la banque centrale ont des intérêts mutuels, des devoirs et des responsabilités complémentaires . Le premier , comme représentant de la nation , doit avoir l'appui , le respect et la sympathie et le conseil de la banque centrale , tandis que le deuxième , comme centre du système bancaire et monétaire de la nation , a droit à la même chose de la part du gouvernement " .

" Aucun d'eux ne doit traiter d'exercer une pression indue ou faire des demandes immodérées . Tout les deux ont été organisés avec l'intention de servir l'intérêt public dans ses domaines respectifs , et si le plus grand bien peut être atteint seulement moyennant une coopération globale et la considération mutuelle des devoirs et des

responsabilités de l'autre , c'est de la faute de tous les deux que peuvent venir les dégâts ." (34)

La banque centrale pour un procès évolutif lié à ses fonctions en tant que banque d'émission et comme banquier du gouvernement , est la gardienne des réserves ou encaissements en effectif des banques commerciales . En effet en Angleterre au XVIIIe siècle les banques privées ont trouvé bon d'avoir un compte à la Banque d'Angleterre parce que leurs billets avaient plus de circulation et inspiraient plus de confiance , ou bien cette banque était celle qui agissait au plus haut degré comme banquier et agent du gouvernement , de façon que c'est devenu une habitude de la part des banques commerciales de confier leur effectif excédent . La même évolution est arrivé dans d'autres pays et quand les banques centrales ont reçu le privilège unique ou principal d'émission et en plus la garde de l'effectif des banques commerciales , celles-la sont

devenues les gardiennes des réserves métalliques nationales .

La centralisation des réserves en effectif forme la base d'une structure beaucoup plus ample et souple du crédit que si la même quantité avait été retenue , et divisée entre les banques commerciales ; et quand les réserves se centralisent en l'institution qui veille sur l'intérêt national , les réserves se mettent à travailler avec une plus grande intensité et efficacité pendant les étapes de tension saisonnière et en cas d'urgences ou de crises . Pour les banques commerciales , d'ailleurs c'est un grand avantage de pouvoir compter sur une banque centrale où aller en cas de besoin et de bien réaliser soit un plus grand volume d'opérations avec la même réserve d'effectif , ou la même quantité d'opérations avec une plus petite somme d'effectif , tandis que celles dépendaient seulement de leurs ressources individuelles ou de celles qu'elles pourraient obtenir sur le marché monétaire ,

elles auraient des opérations limitées . De kock soutient (35)

que ce qui est essentiel c'est que les réserves centralisé-

es fonctionnent pour accroître la capacité de la banque cen-

trale pour réescompter ou créer du crédit , de n'importe

quelle façon , dans le but de faire face aux nécessités d'ef-

fectif pour les banques commerciales ou en général du marché

monétaire .

Les banques centrales créées après le système

de la Réserve Fédérale des Etats-Unis , ont adopté l'exigence

légale des soldes créditeurs pour profiter leur structure et

remplir la lacune de tradition bancaire . De kock lui-même af-

firme que les relations entre la banque centrale et les banques

commerciales doivent avoir une base comme c'est le cas de cel-

les qui existent entre la banque centrale et l'état avec co-

opération libre et pleine , pour le bénéfice mutuel et pour ce-

lui du pays en général et qu'il doit s'appuyer dans les obli-

gations morales des deux parties . " L'intérêt général a

besoin que les banques commerciales conservent leur effectif excédent dans la banque centrale et celle-ci à son tour a l'obligation morale de ne pas abuser de la force et de la capacité additionnelles qui découlent du fait qu'elle garde dans ses arches les réserves en effectif des banques déjà mentionnées ." (36)

Sayers dit que une des fonctions de une banque centrale consiste à dire aux autres institutions ce qu'elles peuvent faire ou ne pas faire ; en outre , de conseiller aux autres institutions (principalement aux organismes du gouvernement) , sur ce qu'elles doivent faire , mais il pense que son devoir fondamental est celui d'opérer sur le marché comme son propre opérateur , entre le secteur public auquel il appartient et le secteur privé . Dans ses fonctions , en parlant de la Banque d'Angleterre , on continue à donner une grande importance à l'influence morale , au "pacte de chevaliers"

qui peut être souple et adéquate dans le concert des actions aux étapes difficiles .(37)

La banque centrale a aussi , comme nous l'avons déjà mentionné , la fonction de garder les réserves métalliques et une grande partie des devises du pays , fonction que s'est dérivée historiquement des fonctions comme banque d'émission et comme gardienne des réserves en effectif des banques commerciales , puisque en ayant le monopole d'émission des billets et par raison de la croissance de l'emploi et de la circulation de ceux-ci , les banques commerciales remettaient la partie correspondante aux réserves métalliques pour couvrir l'émission et le faisaient aussi pour ne pas rendre immobile et sans profit la disponibilité de ces réserves métalliques . Dans les étapes d'émergences et de guerres , on a émis des dispositions pour le contrôle des réserves métalliques et des devises du fait que jusque dans le monde entier la garde des ré-

serve et des devises s'est centralisée dans les banques centrales , même lorsque dans certains cas isolés la concentration a lieu dans les Trésoreries ou dans les fonds spéciaux de stabilisation ou d'égalisation .

Les banques centrales sont arrivées à assumer , simultanément la responsabilité de garantir la valeur de la monnaie nationale et de maintenir le patron monétaire adopté par l'état .

Nous avons déjà mentionné aussi , quand on a fait la concession du monopole de l'émission des billets on a eu recours au système , originellement , de sig-naler des réserves minimums légales , dans de divers sys-tèmes . De Kock (38) souligne qu'à partir de 1946 s'est généralisée la tendance à suspendre ou à supprimer l'obligation d'avoir de réserve monétaire déterminée , comme résultat des diverses incidences historiques et circonstancielles , mais aussi comme réflexe de la conception moderne

de la direction et de l'improvisation monétaire flexibles .

Il cite aussi le fait de qu'après la II^e Guerre Mondiale l'inclusion des devises comme partie des réserves minimums légales s'est étendue et le fait non moins significatif que déjà avant la Première Guerre les banques centrales de plusieurs pays avaient établi la pratique d'avoir des quantités importantes de documents payables à l'extérieur , dans le portefeuille comme première ligne de défense de leurs monnaies . "Dans plusieurs pays la banque centrale s'est convertit pratiquement en une banque centrale de devises , car elle acquérait l'excédent de celles-ci qui serait le résultat d'une balance de paiements favorable et suppléait le déficit quand la balance de paiements était adverse . Ces banques ont continué à remplir cette fonction même après l'abandon du patron or , mais , généralement , au compte du gouvernement ."

L'intention évidente que les banques sui

vent en maintenant l'or et les devises et les documents liquids à l'extérieur , est celui de disposer d'une réserve d'argent internationale pour faire face aux soldes non favorables de la balance de paiements et pouvoir soutenir la valeur externe de la monnaie nationale .

Mais cette finalité fait que les banques centrales doivent avoir deux genres différents de réserve , la minimum exigée pour garantir la circulation monétaire interne , nationale ; et celle de caractère externe qui doit être librement disponible pour être utilisée comme argent international . Il est bien entendu que , la flexibilité donnée à la réserve interne a fait qu'une partie au moins reste disponible pour les paiements externes dans le cas d'urgence , au moyen de conditions requises établies , dans chaque pays , de plus ou moins de fermeté dans son accomplissement . Nous nous sommes aussi déjà rendu compte que les réserves minimums ont eut leur origine

dans le désir de maintenir la confiance dans et hors du pays en ce qui concerne la monnaie ; et comme on a constaté une évolution vers la diminution de la proportion de ses réserves et vers la flexibilité de son signalement , dans les pays où elles subsistent , cela s'explique par le désir d'éviter une diminution de la confiance du public ou par celui de ne pas engendrer la création de situations économiques qui ne conviennent pas . L'inclusion des devises et des documents représentatifs de la liquidité à l'extérieur se sont originés avec l'intention de maintenir le pouvoir acquisitif externe , comme moyen d'accroître la confiance publique dans un minimum de garantie d'argent international .

A ce propos , de Kock (39) commente :

"Ceci ne signifie pas qu'on doive se méfier , d'une monnaie de peu de couverture concrète d'or et de devises ou qu'à cause de cela elle vise à être dépréciée par rapport

aux autres . Le pays dont il s'agit peut bien avoir concentré ses réserves d'or et de devises dans une organisation d'état au lieu la banque centrale , de façon qu'il compte sur une forte garantie indirecte de la circulation ; ou bien , quand il s'agit d'un pays créateur , on pourrait de considérer comme une réserve , quoique d'une façon plus indirecte , ou comme une dernière réserve , les disponibilités nettes de ses citoyens maintenues à l'extérieur . En plus , même à défaut d'une garantie directe ou indirecte d'or ou de devises , une monnaie peut jouir de la confiance du public à cause de la stabilité politique générale , de la capacité productive de la nation ou de l'entretien de l'équilibre de la balance de paiements , avec ou sans contrôle des changes . On ne peut pas nier , cependant , qu'une couverture directe constituée par des disponibilités représentatives de pouvoir acquisitif international est une garantie plus compréhensible et acceptable qu'une

directe en pouvoir d'un fonds de changes et , qui naturellement , est plus tangible et pértinente qu'une dernière réserve composée d'actifs internationaux de la banque centrale et de la Trésorerie . L'or et les actifs internatiounaux liquides , librement convertibles dans d'autres monunaies forment également une réserve plus adéquate qu'une autre aux actifs internatuonaux non liquides , ou , au cas où il seraient liquides , de convertibilité limitée ; il vaut mieux qu'il existe une réserve minimum importante au lieu d'une réserve insignifiante ou pas de réserve du tout . Même quand son caractère de minimum légal l'immobilise immédiatement , elle existe néanmoins , et on peut en disposer quand il le faut vraiment ."

Sayers fait allusion à un aspect important des balances de paiements à l'extérieur (40) : "un solde adverse des paiements anglais établira des forces légèrement déflationnistes , et à son tour , un solde favorable

établira des forces légèrement inflationnistes . Ces forces déflationnistes ou inflationnistes font partie de la situation en accord avec laquelle la Banque d'Angleterre doit opérer ; les autorités feront parfaitement bien de toujours diagnostiquer la situation courante correctement . Il est important que dans le but de réaliser une politique pratique , le diagnostic doit se faire au moment où un changement est en train de se passer , et non pas attendre la présence d'un registre statistique complet . Il correspond aux autorités de considérer , au grand jour d'autres circonstances si elles veulent que ces forces déflationnistes ou inflationnistes opèrent librement ou si elles doivent les neutraliser au moyen action délibérée ."

En revenant sur le thème de la réserve minimum légale , de Kock pense que sa dernière fonction consiste à obliger la banque centrale à tâcher de la maintenir , en mettant ainsi une limite à l'expansion de la

circulation, au crédit et à la création des conditions dangereuses . Si dans certaines occasions le soutien de la réserve minimum a eu l'effet d'imposer une déflation injustifiée , cela est dû à l'excessive rigidité de la technique ou de la politique . La fonction restrictive du signalement minimum , particulièrement sous l'ancien patron or , a réalisé la fonction d'empêcher une surexpansion du crédit pour éviter une inflation des prix , une spéculation excessive , une superproduction , une production déséquilibrée et un dénivellement de la balance de paiements . L'expansion du crédit agit pour générer une augmentation relative de la demande des devises et pour provoquer une balance de paiements adverse . Dans un chapitre suivant nous parlerons du Fonds Monétaire International et de la transcendance de ses fonctions dans ses matières .

Or , le contrôle effectif de la situation monétaire exige que la banque centrale non seulement ait des facultés d'émission quand le public préfère cette li-

quidité , sinon que la banque centrale doit aussi avoir la possibilité de créer davantage de moyens de paiement , de créer plus d'effectif quand le public et les banques exigent une plus grande liquidité et que cette demande puisse déranger l'activité commerciale . Sayers dit que (41): "la Banque d'Angleterre doit prêter sans limite en époques de crise financière . Cette obligation d'agir comme prêteur de dernier ressort est de grande importance en ce qui concerne le contrôle de la banque centrale , puisque c'est sur lui que la bonne disposition des banques de dépôt se repose pour opérer sur une base dans une proportion stable d'effectif . Si les banques de dépôt devaient faire face aux demandes alarmistes d'effectif , on considèrerait nécessaire d'élèver leurs proportions d'effectif aussi vite qu'un nuage , pour plus petit qu'il soit , apparaît à l'horizon financier et , quand le danger serait devenu imminent , elles tâcheraient de les élèver encore plus.

En échange, la confiance croissante qu'inspirent les temps de paix les encouragerait à réduire ces proportions d'effectif , ce qui leur rapporterait des utilités . D'autre part , si elles comptent toujours sur la banque centrale pour leur venir en aide , toutes ces institutions bien administrées , à une époque difficile , ne se sentiront pas tentées de les élever quand un danger se présentera . Elles permettront que leurs proportions d'effectif descendent au niveau minimum compatible avec l'utilité et la respectabilité . Une fois qu'on arrive à ce niveau , il n'a pas lieu pour que des mouvements subits d'optimisme se produisent , la conséquence alors est donc une proportion stable d'effectif , adéquate à la réalisation convenable des affaires tant dans la Chambre de Compensation qu'en dehors et considérée comme suffisante pour atteindre la confiance publique ."

De Kock (42) expose que la façon d'agir

de la banque centrale comme prêteuse de dernier ressort a été liée historiquement au réescompte , mais cette dernière a précédé celle-là , même quand de nombreux pays ont conservé l'habitude que la banque centrale réescompte les banques commerciales à tout moment , pour leur plus grande commodité et pas seulement quand elles ont épuisé toutes leurs autres ressources et moyens de remettre leurs fonds .

La banque centrale fait aussi fonction de dernière prêteuse dans les occasions d'astringence monétaire , soit au gouvernement soit au public et aussi à travers l'achat de valeurs ou de lettres de change sur le marché ouvert et moyennant la concession de plus grands crédits par sa propre initiation , elle réduit le besoin de recourir au réescompte à travers les banques commerciales .

Au commencement , les banques centrales aidaient les banques commerciales au moyen de réescompte des lettres commerciales et d'autres documents autoliqui

dables , considérés comme de "première classe" ayant pour base des marchandises de différentes périodes de production , et de distribution , dans le but de ne pas arrêter ou abandonner aucune opération commerciale authentique par manque d'effectif bancaire ; c'est pour cela qu'on se bornait à des documents réellement représentatifs d'une opération commerciale , liquidables plus ou moins à la date où l'opération génératrice de celles-ci se réaliserait.

Après les deux guerres mondiales la tendance à réescompter des lettres de la Trésorerie ou des valeurs publics , à concéder des prêts commerciaux directs et des avances au compte courant , en diminuant l'importance des lettres de change, s'est accentuée .

Le réescompte dans son sens évolutionné , augmente la liquidité et l'élasticité de la structure du crédit en donnant aux banques commerciales et aux autres institutions financières les moyens additionnels alternatifs

de changer pour de l'effectif quelques-uns de leurs actifs , quand leurs réserves d'effectif vont . La banque centrale , privilégiée par l'émission des billets et centralisatrice des réserves bancaires nationales peut venir en aide à un moment donné , en permettant aux banques commerciales un usage plus intensif de leurs effectifs de ce qu'elles pourraient faire si elles aient seulement de leurs propres ressources .

De kock recommande qu'il ne faut pas abuser de la plus grande élasticité et de la liquidité qu'apporte le réescompte face à la banque centrale .(43)

"...les banques commerciales ne doivent pas tâcher d'économiser des réserves en effectif à un tel grade que , même en temps de activité commerciale moyenne ou normale , elles aient besoin du secours de la banque centrale pendant une grande partie de l'année . Faire cela équivaldrait à user les réescomptes comme capital permanent , alors elles au-

raient grande chose sous la main pour faire face aux demandes et aux conditions anormales . En plus la banque centrale doit aspirer à maintenir une position de plus grande force et liquidité en temps normaux , non seulement pour satisfaire des demandes saisonnières exceptionnelles de crédit , mais aussi pour faire face avec efficacité aux émergences et aux périodes de tension financière générale . Comme cela , tandis que la banque centrale doit avoir d'amples facultés de réescompte et de prêt , en temps normaux elle doit être restrictive et non pas libérale dans ses requêtes qualitatives dans le rôle éligible pour le réescompte et le prêt, dans le but de laisser une marge convenable qui permette d'amplifier les bases de réescompte en temps anormaux ."

Une autre fonction de la banque centrale que nous avons mentionné dans l'énumération de de Kock , est la compensation et la liquidation centrale , dérivées

de son caractère de gardienne des effectifs des banques com
merciales et à cause de cette situation , en aptitude lo-
gique d'agir comme banque de compensation et de liquida-
tion des comptes intérieurs , ce avec quoi elle fortifie
et simplifie le système bancaire du pays , en même temps
qu'à travers cette fonction , la banque centrale a un
précieux instrument pour juger le degré de liquidité du
système et les tendances relatives des opérations des
banques individuelles .

La fonction de contrôle du crédit est con
sidérée comme la fonction principale de la banque centrale
selon la plupart des économistes et banquiers , maximum
quand dans l'actualité l'économie de crédit est venue subs
tituer l'économie de l'argent dans tous les pays importants
et que les discussions doctrinales s'orientent seulement
vers les objectifs qui doivent être poursuivis moyennant le
contrôle du crédit , qui inclue la stabilisation des taux

de change , celle du niveau général des prix ou de l'activité économique , ainsi que celle de l'occupation . La première a été le propos traditionnel , mais on a en doute de l'efficacité de cet objectif quand on s'est rendu compte par la pratique que les niveaux des prix tant internes que mondiaux étaient sujets à de fortes tendances à la hausse ou à la baisse et en plus, qu'on se trouvait devant la répétition des cycles de dépression alternatifs dans l'expansion économique . Alors il y a eu des courants de pensée économique à faveur de la stabilisation des prix nationaux , mais pas internationaux , comme moyen de promouvoir le bien-être économique national , de façon à éliminer les perturbations inhérentes aux va-et-viens des prix , comme celles qui arrivent entre débiteurs et créditeurs , entre producteurs et consommateurs et entre patrons et ouvriers , ainsi que dans les relations internationales ; en soutenant aussi le maintien des taux stables on met un pays à la

merci de la politique monétaire des autres pays , car les mouvements inflationnistes ou déflationnistes d'un ou deux des principaux pays se transfèrent aux pays qui soutiennent des parités fixes avec eux .

D'autres auteurs se sont inclinés pour faire , de la politique anticyclique l'objectif fondamental du contrôle du crédit pour atteindre une stabilité économique générale tout en courant certains risques de fluctuations dans les prix .

Récemment les cercles monétaires officiels tendent à combiner l'objectif de la stabilité internationale des changes , avec certaines marges d'ajustement , dans le but très important de promouvoir les niveaux élevés d'occupation et de rentrées réelles , comme l'a enoncé l'Accord sur le Fonds Monétaire International , duquel nous parlerons dans une section spéciale . Nous suivons dans cette exposition avec les affirmations de de Kock . (44)

Il existe une gamme de mécanismes que les banques centrales peuvent utiliser pour le contrôle du crédit :

1. La manipulation des taux d'intérêt et de réescompte , pour agir sur les taux d'argent en général et promouvoir la contraction ou expansion du crédit .

2. La participation dans le marché ouvert pour lui fournir des fonds additionnels ou bien pour lui retirer , moyennant l'acquisition ou la vente des valeurs ou lettres de change .

3. Le rationnement du crédit en forme alternative ou simultanée au maniement du taux d'intérêt et de réescompte .

4. L' action directe à travers des dispositions de caractère général pour toutes les banques commerciales , ou pour quelques unes d'entre elles qui commettent des infractions aux normes que la banque elle-même

ou la législation ont établies , par rapport aux opérations de prêt et d'investissement des banques , pour contrôler le montant total de crédit et sa distribution selective ou qualitative .

5. Le maniemment des réserves minimums ou des encaissements des banques commerciales , en augmentant ses proportions ou en les diminuant , pour étendre ou réserver la création du crédit pour les banques commerciales .

6. L'imposition des conditions requises minimums des réserves secondaires à charge des banques commerciales , en forme de valeurs gouvernementales et d'autres actifs spécifiés .

7. La réglementation des conditions dans lesquelles peuvent être concédés des crédits amortissables à termes , pour achat ou possession de biens durables de consommations , pour contrôler le volume total du crédit de la consommation .

8. La détermination de marges obligatoires

pour des prêts en vue de l'achat de valeurs en bourse ,
pour contrôler le volume de crédit canalisé vers les marchés de valeurs .

9. L'influence morale et la persuasion

par voie de publicité pour atteindre les objectifs désirés ..

Sayers écrit que (45): "Le rythme de l'acti
vité économique dépend de la facilité et de la capacité
des hommes d'affaires pour employer les ressources réelles
dans le procès de production , et à travers l'influence
exercée sur cette facilité et sur cette capacité des hommes d'affaires par les banques , celles-ci peuvent avoir aussi l'influence sur le niveau d'activité".

"Il est important de se rappeler , que les
hommes d'affaires sont influencés par plusieurs facteurs
qui ne sont pas sur le contrôle des banquiers et nous aurons à comparer l'importance des facteurs bancaires avec

celle des facteurs restants . Les facteurs bancaires peuvent se diviser en trois : 1) les taux d'intérêt à court terme qui causent une répercussion plus directe sur le coût des marchandises emmagasinées temporellement ; 2) les taux d'intérêt à long terme , qui ont leur répercussion plutôt sur la demande des biens de capital fixe ; 3) la disponibilité (différente du coût) des prêts bancaires , qui peuvent causer une répercussion directe sur la capacité de l'homme d'affaires pour acheter des ressources réelles , en incluant les articles terminés , la main d'oeuvre , l'équipement et les articles en procès de production

Les moyens de contrôle du crédit en règle générale sont accompagnés de mesures gouvernementales de politique fiscale , qui comprennent une variété de mesures comme le financement déficitaire des oeuvres publiques et des entreprises de la même nature , la réduction des impôts ou leur augmentation , l'excédent budgétaire , le contrôle des investissements et autres .

De Kock signale que "dans n'importe que aspect du contrôle du crédit , le problème principal est celui du manque de contrôle économique général et que , ni la banque centrale ni les banques commerciales ne peuvent à tout moment contrôler effectivement la distribution et le dernier usage du crédit . Les banques commerciales peuvent déterminer la distribution et l'usage immédiat de celui-ci d'accord avec la politique de la banque centrale ; mais les dépôts qui , par exemple , sont créés dans des buts déterminés , peuvent être appliqués , par l'intervention de tiers et d'autres personnes , à d'autres fins productives , ou à la consommation , à la spéculation de marchandises , aux biens-fonds ou valeurs ou au remboursement d'avances . Le dernier destin du crédit est le facteur le plus évasif du contrôle de la banque centrale et c'est pour cela que cette institution doit compter non seulement sur la coopération volontaire ou obligatoire des banques com-

merciales , sinon sur l'influence morale que peuvent avoir sur les hommes d'affaires , les institutions financières et le public en général , à travers ses acts , ses administrations , ses appels son exposition de faits et d'opinions ."

"Une banque centrale doit être avertie qu'elle ne doit pas aspirer à plus que ce qu'elle se sent capable d'atteindre à un moment donné , avec l'aide des facultés , des facilités et des moyens à sa portée et des mesures compensatoires et correctives que le gouvernement veut et peut réaliser .

En voulant arriver trop loin une banque centrale court le risque de compliquer les choses . L'échec dans la réalisation d'une politique de crédit déterminée crée de la méfiance et de l'incertitude de la part du public ce qui est fatal dans les affaires monétaires et de crédit . Néanmoins , dans n'importe quel plan ambitieux de stabilisation des prix ou de la situation économique au moyen du contrôle du crédit , il est essentiel qu'il existe un contrôle non séulement effectif , mais aussi continu ."

"... Au point de vue du contrôle du crédit , les banques centrales doivent aspirer à pouvoir déterminer , approximativement , à quel degré le crédit est la cause d'une certaine situation dans un temps déterminé , en comparaison de l'action des facteurs non monétaires , puisque la relation entre les deux est très importante pour formuler une politique de crédit correcte . Un autre facteur d'importance pour une banque centrale , en relation avec la politique de crédit , est la capacité de déterminer l'état particulier du cycle économique afin de décider non seulement à quel moment agir , sinon que faire et jusqu'où arriver . La banque centrale devrait tâcher aussi , au moyen de une direction sage et d'une action fondée sur des principes élevés , d'obtenir la coopération active et continue des banques commerciales et d'augmenter d'une façon générale son influence morale sur d'autres institutions financières et sur la communauté des affaires en général ...

Par surcroît , en vue de la plus grande portée des opérations des gouvernements dans les conditions modernes , la banque centrale a besoin aujourd'hui plus que jamais de la coopération et de l'appui de son gouvernement pour réaliser sa politique de crédit d'accord avec les intérêts nationaux ."

L'économiste mexicain Orci Gandara (47)

dans son étude sur la programmation financière , expose les corrélations et hiérarchies qui existent entre les objectifs de la politique gouvernementale et de la politique monétaire et de crédit . Il fait ressortir en premier lieu , les objectifs généraux de la politique gouvernementale , qui se traduisent en une structuration des priorités et une stratégie économique , qui , à son tour , est instrumentée au moyen de politiques de deuxième ordre d'exécution , dirigées vers les objectifs sectoriels ; et parmi elles , les plus importantes pour Orci Gandara , sont la fiscale ,

la monétaire et de crédit , celle du salaire et de l'emploi ,
celle des prix , celle de la balance de paiements et celle
de l'investissement .

Cet auteur considère que la formulation
de la politique monétaire et de crédit implique un procès
d'analyse et de spécification qui l'intègre dans la poli-
tique économique générale et l'articule dans le cadre éco-
nomique interne et externe dans lequel vit le pays . En
plus ajoute , Orci , "il faut avoir une politique économi-
que à long terme qui fixe les objectifs de bases , tels
que la meilleure distribution de la rentrée , un procès
dynamique de développement économique et la génération
des oportunités d'emploi , comme objectifs à court terme
enchaînés et conditionnés au niveau d'activité économique ,
la tendance des prix internes , la situation de la balance
de paiements et les événements économiques internationaux ,
qui représentent le moment économique , vu que les variables

basiques sur lesquelles agit directement la politique monétaire et de crédit sont : le montant ou le coût du crédit et sa canalisation ; et la création d'argent ~~et~~ d'autres passifs quasimonétaires . La programmation financière est un des éléments principaux de la politique monétaire ; son appui conceptuel dérive de la théorie monétaire et est envisagé sur la base du côté des actifs du système bancaire . C'est à dire , qu'elle prétend régulariser la demande ajoutée à l'économie à travers le contrôle du crédit de tout le système bancaire . (48)

Edmond Malinvaud , Directeur Général de l'Institut National de Statistique et d'Etudes Economiques du Ministère des Finances de France , dans l'étude incluse dans l'oeuvre "Cinquante Ans de Banque Centrale" (49) , expose avec clarté la question des stratégies financières de développement économique : "La direction des politiques monétaire et fiscale s'inspire fréquemment dans les préoc

cupations conjoncturels , puisque il s'agit de stimuler l'emploi ou de lutter contre la hausse des prix , ou d'atteindre les deux objectifs . Cependant , l'action à court terme ne doit pas omettre les nécessités d'un développement économique à long terme qui soit équilibré et satisfaisant . D'ailleurs , c'est la raison pour laquelle les gouvernements et leurs conseillers se fixent des normes qu'ils tâchent de respecter à travers des changements dans les politiques à court terme ; par exemple , il sera nécessaire d'obtenir , en moyenne , l'équilibre budgétaire des opérations que réalise l'état , ou de maintenir les taux d'intérêt plutôt bas ou de s'assurer que la croissance de l'offre monétaire demeure dans de certaines limites ."

"Le fait de réfléchir sur l'élection de ces normes générales , c'est à dire , auprès de l'option des stratégies financières du développement économique , a une grande importance pratique et doit appeler l'atten-

tion des théoriciens . Mais jusqu'à aujourd'hui on a relativement peu avancé à ce point de vue , puisqu'il n'y a pas beaucoup d'économistes qui aient surpassé le stade des affirmations dogmatiques , des énoncés à priori et sans preuves de leur véracité ."

"Nonobstant , il s'est présenté une méthode de grâce à laquelle d'importants progrès deviennent accessibles ... La méthode consiste à comparer les accroissements réguliers et forcément schématiques ; elle surgit de la théorie de la connaissance et se complète par l'inclusion des opérations budgétaires et monétaires . Ce système analytique a été appliqué par plusieurs investigateurs qui ont suivi le chemin ouvert par J.Tobin (1965) , malgré que souvent ils ont traité des thèmes différents de ceux qui seront l'objet d'étude dans ce travail ."

"L'élection de stratégies financières prétend réaliser certains objectifs qui doivent être détér-

minés ... Pour le moment il est suffisant d'énoncer qu'on cherche un rythme soutenu d'investissement , un niveau élevé d'emploi et une stabilité relative des prix ."

"Les stratégies financières à long terme ne sont pas , évidemment , indépendantes des politiques à court terme ."

"Et pour passer d'un type de développement à l'autre , c'est à dire , pour iniciar une nouvelle stratégie , il faut prendre des mesures qui orientent la croissance dans le sens désiré . On devra analyser l'effet à court terme qui correspond à de telles mesures , parce qu'il est nécessaire de vérifier que celles-ci accomplissent correctement la nouvelle orientation pour laquelle elles ont été créées ... Il conviendra au début , une fois la stratégie à long terme fixée , d'établir une norme pour le réglage à court terme que soit compatible avec cette stratégie ; il existe pour cela beaucoup de possibilités . Une norme

qu'on pourrait recommander serait peut être celle du respect strict et constant des linéaments d'action définie pour la stratégie financière ; par exemple : équilibre budgétaire permanent , le taux fixe de croissance de l'offre monétaire et autres orientations . Autres normes signifient une flexibilité plus ou moins grande de la politique conjoncturelle qui s'adoptera , selon les modalités choisies à priorité , aux risques qu'implique l'évolution économique actuelle . L'étude des réglages à court terme compatibles avec la stratégie déterminée , posent plusieurs problèmes ; quoique nous ne l'entreprenons pas dans ce travail , il est important de le mentionner clairement en vue de son importance ."

Après de cette vision panoramique des aspects les plus importants de la théorie monétaire et des fonctions de la banque centrale , nous exposerons dans un des chapitres suivants l'organisation , l'instrumentation

et les fonctions de la banque centrale selon la législation mexicaine en commençant par comparer les fonctions légales de cette banque avec les fonctions théoriques avec auxquelles , nous pensons , qui pourraient être réalisées en bénéfice de l'économie du pays .

N O T E S

- (1) Cfr. Hartmann , Nicolai , Ontologia , Trad. J. Gaos , Fondo de Cultura Economica , México , 1955 , Tom. I , pp. 12, 18, 21, 23, 30, 37, 53, 97, 185, 275, 365 et ss. ; Cfr. aussi Bochenski , I.M. , Filosofia Actual , Trad. E. Imaz ; Fondo de Cultura Economica , México 1949 , pp. 226 à 240 ; Molina Enriquez Alvaro , La Ontologia Antropologica Existencial y sus proyecciones en el Orden Juridico , thèse UNAM , México 1965 , pp. 60 à 64 .
- (1a) Cfr. Corts Grau , José , Curso de Derecho Natural , Editora Nacional , Madrid , 1953 , p. 133.
- (1b) Le Brun , Jean , (Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Louvain) . Le Cadre Juridique de la Politique Monétaire et de Crédit , Annales de Droit , Tome XXXVII , 3-4/1977 , pp. 373 , 374 et 402 .
- (2) Cfr. Chandler , Lester V. , Introduccion a la Teoria Monetaria , Trad. M. Jimenez. B. , Fondo de Cultura Economica , México , 4a Ed. , 1956 , p. 15 et ss.
- (3) Idem. , p. 34.
- (4) Idem. , p. 199.
- (5) Cfr. , Idem. , p. 28.
- (6) Cfr. , Idem. , pp. 60 et 61 .
- (7) Cfr. , Idem. , pp. 118 et ss.
- (8) Idem. , p. 140 .
- (9) Cfr. Keynes , John Maynard , Teoria General de la Ocupacion , el Interés y el Dinero , Trad. E. Homedo , Fondo de Cultura Economica , México , 7a Ed. , 1965 , pp. 107 et ss.
- (10) Schumpeter , J.A. , Business Cycles , Mc.Graw Hill , New York , 1939 , p. 135 , et La Teoria des Desenvolvimiento Economico , 1963 , P. 252 , et Maizels , Alfred , Industrial Growth and World Trade , Cambridge University , Press , Londres , 1963 , PP. 139 et 140 , et Kuznets , Simon , Capital in the American Economy , Princeton University Press , 1961 , et National Income and Capital Formation , 1919-1935 , New York , p. 15.

- (10) (Continuation) Cfr., aussi Lewis , W.A. et O'Leary P.J. ,
Secular Swings in Production and Trade 1870-1913 ,
Manchester School of Social and Economic Studies ,
1955. , et Shonfield , Andrew , El Capitalismo Moderno ,
Trad.Molina Enriquez Alvaro , Fondo de Cultura Econó-
mica , México , 1967 , p.39 et ss. , Chandler L; Op.cit. ,
p. 170.
- (11) Keynes J.M. , Op.cit. , pp.165 , 218 et ss.
- (12) Idem. , pp. 220 et 221.
- (13) Gómez Olivier , Antonio , La Demanda de Dinero en México ,
en Cincuenta Años de Banca Central , Banco de México ,
S.A. , Fondo de Cultura Económica , México 1967 , pp.275
et ss.
- (14) Buira Seira , Ariel , Causas Principales y Efectos In-
ternos de la Inflación , en Cincuenta Años de Banca Cen-
tral , Op.cit. , pp. 324 et ss.
- (15) Idem. , p.33.
- (16) Cfr. , Idem. , pp.336 et 337 .
- (17) Idem. , pp.337 et 338.
- (18) Idem. , pp. 339 , 341 , 342 et ss. Cfr. aussi , Lurie ,
Samuel , Estabilidad Inflación y Desarrollo , Centro
de Estudios Monetarios Latinoamericanos , México , 1964 ,
pp. 133 à 153.
- (19) Gil Diaz , Francisco , Política Monetaria y Fiscal , en
Cincuenta Años de Banca Central , Op.cit. , pp.239 et ss. ,
Cet auteur était Directeur Général d'Etudes Economiques et
des Finances du Ministère des Finances Publiques au même
temps de la publication de cet étude .(1976)
- (20) Idem. , Op.cit. , p.254.
- (21) Gómez Olivier , Antonio , Op.cit. pp. 275 et ss.
- (22) Idem. , p.300.
- (23) Chandler , Lester V. , Op.cit. , pp. 181 et ss.
- (24) Idem. , pp. 183,184 et ss.
- (25) Idem. , pp. 188 , 189 et 190 .

- (26) Newlyn , W.T. Teoría Monetaria , Trad.G.Cárdenas , Fondo de Cultura Económica , 2^a Ed. , México , 1964 , pp.211 et ss.
- (27) Idem. , p.238.
- (28) Sayers , R.S. La banca Moderna , Trad.L.Guasch , Fondo de Cultura Económica, 4^a Ed. , México , 1975 , pp. 70 et ss.
- (29) De Kock , M.H. Banca Central , Trad.E.Villaseñor, Fondo de Cultura Económica , México 1970 , pp.22.
- (30) Cfr.Idem. , pp.84 a 148.
- (31) Idem. , p.31.
- (32) Idem. , p.40.
- (33) Cfr. , Idem. , p.53.
- (34) Idem. , pp. 65 et 66 .
- (35) Cfr. , Idem. , p.69.
- (36) Idem. , p.81.
- (37) Cfr. Sayers , R.S. , Op.cit. , pp.84 et 127 .
- (38) Cfr. de Kock , Op.cit. , pp. 90 et 91 .
- (39) Idem. , pp. 98 et 99 .
- (40) Sayers , R.S. , Op.cit. , p.148.
- (41) Idem. , p.102.
- (42) Cfr. , de Kock , M.H. , Op.cit. , p. 103 .
- (43) Idem. , pp.111 et 112 .
- (44) Cfr. , Idem. , p.138.
- (45) Sayers , R.S. , Op.cit. , pp.191 et 192.
- (46) Idem. , p.143.
- (47) Cfr.Orcí Gándara , Luis M. La Programación Financiera en la Política Monetaria , en Cincuenta Años de Banca Central , Op.cit., pp.355 et 368.
- (48) Idem. , p.356.
- (49) Malinvaud , Edmon , Estrategias Financieras del Desarrollo , en Cincuenta Años de Banca Central , Op.cit. , pp.195 et 196.

"Les lois sont des barrières contre les abus"

Vieux proverbe

C H A P I T R E

II

L A B A N Q U E C E N T R A L E

A M E X I Q U E

2.1 A N T E C E D E N T S

Les antécédents et motifs de la création de la Banque de Mexico sont exposés dans le "Mémoire de 1923-1926" , publiée par le Secrétariat de Finances et du Crédit Public ; nous y avons pris les éléments suivants:

L'Assemblée Constituante de 1917 établit à l'article 28 Constitutionnel , l'attribution de l'état pour créer la banque unique d'émission . Il a fallu huit ans avant que les circonstances favorables à la banque unique se présentent . D'après "le Mémoire" , pour accomplir le principe constitutionnel de "contrôle" par le Gouvernement Fédéral , par voie de majorité d'actions au capital et à l'administration , il a fallu compter sur les ressources financières appropriées , ce qu'il n'a pas été possible d'obtenir plus tôt pour les buts de l'institution prévue.

En outre ... qu'elle a été l'importance du capital apporté par la nation , par rapport au capital de l'institution , il a fallu que celle-ci s'organise conformément aux formes mercantiles et avec l'individualité et l'indépendance nécessaire , pour avoir une vie propre comme institution commerciale . En effet le contrôle est parfaitement compatible avec l'indépendance . En vertu de la première l'institution contrôlée est sujette à la haute direction de l'Etat , dans sa politique , notamment en vue de l'intérêt public ; et , en vertu de la seconde , l'administration se fait selon les méthodes financières et pas selon les méthodes administratives ." "Pour réussir le but constitutionnel de contrôle , il n'est seulement pas indispensable d'exclure le capital privé , sinon que son admission est bénéfique et est orientée dans ce même but . En effet , dans une banque contrôlée par le Gouvernement , il existe un danger très grave parce que l'intérêt politique peut pré-

dominer à un moment donné , sur l'intérêt public : c'est à dire , que le Gouvernement représente l'intérêt des hommes qui appartiennent au parti qui le constitue et que le Gouvernement oublie l'intérêt national. Voici les deux écueils de la banque unique d'émission : si elle ne s'occupe exclusivement que de l'intérêt privé , son immense force sociale et économique peut se mettre , exclusivement , au service des intérêts financiers ; par contre , si la banque se dédie exclusivement aussi , à l'action officielle , on court le risque que le Gouvernement représente les intérêts purement politiques des hommes du Gouvernement . Le premier mal s'évite en donnant le contrôle à l'état de façon que celui-ci puisse empêcher que l'administration de l'institution s'oriente dans un sens purement égoïste ; le seconde se résout en remettant la minorité au capital particulier , parce que celui-ci surveille la majorité , lui serve de frein , et sachant ce qu'elle fait , remplisse la fonction

d'opinion publique devant la majorité , en servant de pont correctif ."

Le rapport du Président de la République , Plutarco Elias Calles , du 1^e de septembre , 1925 , met en lumière quelques informations sur les buts prévus pour la Banque de Mexico: (2) "Des recherches très sérieuses ont été faites sur les conditions les plus sûres pour le fonctionnement de la Banque dans toutes les opérations que celle-ci doit effectuer et , particulièrement sur celles qui ont à voir avec l'émission de billets . Après l'expérience récente dure, de plusieurs émissions fiduciaires de la Révolution , la loi a eu besoin de pousser les précautions à l'extrême et en ce cas , établir la limite au double de l'or en caisse , l'émission maximum permmissible , après avoir déduit la garantie métallique des dépôts , en prescrivant que les billets seront émis uniquement en échange de monnaie d'or , nationale ou étrangère , de lingots

d'or à raison de soixante quinze centigrammes d'or pur pour un "peso" , de tirages de premier ordre , payables à vue et en or à l'extérieur et dans certains cas d'opérations de réescompte avec les autres banques ."

Il est intéressant de souligner que dans la constitution originale de la Banque de Mexico , on a donné un siège dans le Conseil d'Administration à un représentant des travailleurs organisés du pays . Le Président Calles a dit à ce sujet dans son rapport : (3) "Devant l'attitude patriotique des travailleurs organisés de la République , qui ont offert tout l'appui de leur confiance à la nouvelle institution bancaire , l'exécutif à ma charge a jugé que c'était le moins que l'on puisse faire de réserver un poste dans le Conseil Directif de la Banque de Mexico pour que celui-ci soit honoré par la présence du représentant d'un élément de si grande valeur pour le progrès général du pays . Je finis cette partie de mon message avec

la satisfaction de vous informer , et par votre intermédiaire à la nation entière , qu'aujourd'hui , premier septembre mil neuf cent vingt cinq , à dix heures du matin , la Banque de Mexico , S.A. , a été inaugurée , et qu'à travers cet acte , une autre des conditions de sécurité pour la reprise du service de la dette extérieure , a été accomplie , de même que le rétablissement du crédit du Mexique à l'étranger ..."

Au début , la Banque avait pour fonction l'émission , la régularisation monétaire , les changes et la détermination des taux d'intérêt mais elle faisait aussi des opérations de banque , de dépôts et d'escompte , ses billets avaient pleine convertibilité en or et étaient d'acceptation volontaire, mais avec toutes ces limitations , la Banque était capable de diriger et de canaliser l'activité bancaire et a gagné progressivement la confiance du public .

Le Mexique a subi les effets de la dépres

sion de 1929 et à cause de cela , il a fallu démonnayer l'or en 1931 et donner l'autorisation pour l'exporter , mais les monnaies en argent furent maintenues .

En 1932 , les opérations de dépôts et d'es compte avec des particuliers ont été éliminées et les banques privées ont été obligées de s'associer avec la Banque de Mexico à travers des souscriptions d'actions , du montant de 6% de ses capitaux et du versement de 5% de ses dépôts .

La faculté d'émission de billets a été renforcée mais les billets étaient encore d'acceptation volontaire , jusqu'en 1935-1936 , le billet de la Banque du Mexico a été converti en monnaie fondamentale .

En 1932 , la Banque a obtenu un plus ample escompte à un taux plus bas , augmentation de la proportion des billets dans l'offre monétaire et réduction du taux d'intérêt .

Le "peso" a été mis en flottation avec des

contrôles intermittents de la Banque du Mexico pour éviter des fluctuations excessives et pour reconstituer les réserves internationales ; Le taux a été fixé à 3,60 pour un dollar , en 1933 , avec la sous-évaluation du "peso" calculée pour produire un flux des réserves et une stimulation de l'économie . La participation du billet dans l'offre monétaire a passé de 0,4% du total en 1931 , à 10,5% en 1932 , et 16,5% en 1933. (4)

L'exposition de motifs de la Loi Organique de la Banque de Mexico (5) de 1936 , qui a substitué , celle de 1925 , a considéré que cette institution n'était pas encore entrée à l'étape finale de sa formation , avec ses activités initiales modestes de libre association avec les banques privées , ainsi qu'avec l'acceptation de ses billets qui était aussi libre ; et avec au début des fonctions , aussi bien de banque centrale que de banque commerciale . Plus tard , en 1932 , dit l'exposition de motifs ,

l'association est devenue obligatoire , les opérations de banque commerciale , de prêts et d'escomptes ont été éliminées et les opérations de marché ouvert ont été maintenues ; les réserves ont été centralisées , en ajoutant à la Banque du Mexico les fonctions de chambre de compensation , mais les réformes ont été effectuées dans une atmosphère de tension et de crise et sous des pressions du moment , c'est pour cela qu'en 1936 il a fallu modifier les normes d'intervention de l'institution chargée de la régulation du système bancaire , d'augmenter son indépendance par rapport aux nécessités spéciales de crédit , ainsi que son impartialité dans la direction des moyens de contrôle , appuyée par des fonctions internes cohérentes .

Dans les premières étapes , la Banque du Mexico avait des limitations strictes pour autoriser des crédits au Gouvernement Fédéral et la Loi Organique de 1936 disait que le système bancaire national devait être

libéré "de toute note inflationniste , sans substituer avec un crédit circulatoire les nécessités de capital de l'état ."

Deux ans plus tard et quand le Gouvernement Fédéral était devant la crise pour des raisons de pressions externes à cause de l'expropriation du pétrole , il y a eu une confrontation des politiques très intéressantes , à cause des principes insérés dans les deux positions .

Le Secrétariat des Finances a fait pression sur la Banque du Mexico pour résoudre une nécessité financière des répercussions sociales et politiques , à travers un crédit de 90 millions de "pesos" pour mettre en action un programme progressiste de la réforme agricole dans la région de "La Laguna" ; parce qu'avec les normes strictes de la Banque du Mexico , il était impossible d'escompter le crédit à travers les banques de cré-

dit rural .

Le Conseil d'Administration (et le Directeur Général) de la Banque du Mexico , officiellement et formellement demande au Gouvernement la modification de sa politique d'investissement et des salaires pour maintenir la stabilité monétaire et pour protéger la réserve .

La banque privé avec son caractère de simple intermédiaire entre les 'épargneants et les usagers du crédit , a dit qu'elle ne pouvait pas prêter d'autres ressources que celles reçues des épargneants . Le Secrétariat des Finances a refuté qu'à travers des prêts il était possible de créer des ressources que la Banque du Mexico appuierait par l'escompte .

Finalement , avec la démission d'un des conseillers , qui avait participé à la rédaction de la Loi de 1936 , la Banque a fait une exception pour l'application de ces règles strictes , de façon que Fernandez Hurtado a

pu énoncer (en 1976 en parlant des buts principaux de la banque centrale) (6) "la conciliation de la productivité avec la justice sociale , comme objectifs plus transcendentes de la politique économique nationale , à travers l'investissement plus efficace de l'épargne encouragé par la Banque."

La Loi Organique a été réformée en décembre 1938 avec la suppression de la possibilité de crédits directs à la Trésorerie de la Fédération mais on a autorisé la Banque à acheter , vendre et garantir des titres de la Trésorerie . Dans cette même réforme les éléments composants de la réserve ont été augmentés pour inclure les actifs liquides à l'extérieur , la réserve a été réévaluée à 38% selon la dévaluation de cette époque et les bénéfices ont été appliqués à réduire la dette de la Trésorerie Fédérale d'un 23% .

Les pressions externes , les fuites de

capitaux et la réduction des devises ont rendu à nouveau nécessaire la flottation du taux de change jusqu'au début de la Seconde Guerre Mondiale , en 1940 le "peso" est devenu stable à 4,85 pour un dollar .

Le taux de change de 4,85 a été une sous-évaluation du "peso" pour produire un courant de devises favorisé par l'entrée des Etats-Unis à la guerre , qui a continué durant la période de 1941 à 1945 pendant laquelle l'offre monétaire a augmenté à un taux de 25,6% par an , appuyée par le financement croissant de la Banque de Mexico au Gouvernement et aux institutions de crédit .

La proportion des billets en circulation s'éleva de 33% en 1940 à 45,5% en 1945 , les comptes de chèques de 37,6% à 53,2% et les monnaies sont descendues de 29,5% en 1940 à 1,4% en 1945 . C'est cette année là , que l'argent a été démonnayé .

A cause de la Guerre Mondiale , on a sup

primé les importations , le Mexique a expérimenté une forte expansion industrielle , appuyé aussi par la demande externe accrue de biens et de services et par la disponibilité des fonds pour investir ent , qui se sont traduits en augmentation de la réserve de 62,3 millions en 1941 à 372,7 millions de dollars en 1945 .

Les programmes du Gouvernement pour infra-structures ont été exécutés rapidement et ceci a demandé à cette période des financements croissants de la Banque de Mexico .

En 1942 , le Mexique a signé une convention pour régulariser le paiement de la dette extérieure et , avec sa réalisation , des sources nouvelles de crédit de l'extérieur ont été ouvertes ; celles-ci ont atteint de l'importance vers la fin de la guerre.

Dans cette période la Banque de Mexico a augmenté ses crédits et ses escomptes aux institutions de

crédit qui finançaient la production , l'exportation et subsidaient l'importation d'articles de subsistance populaire .

Quelquefois , la Banque a vendu de l'or et de l'argent au public afin de réduire la circulation monétaire (en 1941-1944) ; et en 1943 , à travers une convention avec l'association des banquiers , les banques de dépôts du District Fédéral ont été autorisées à investir en valeur de l'état jusqu'à 30% de leurs excédents en dépôts par rapport à 1942 , mais elles devaient vendre parmi leurs clients une quantité égale de ces titres . En 1945 , il y a eu un autre accord similaire . Avec ces mécanismes , la possession des valeurs du gouvernement s'est élevée de 21 millions en 1942 à 159 millions en 1945 .

Au mois d'avril 1941 , une nouvelle loi constitutive de la Banque de Mexico a été approuvée pour que l'institution se mette à jour avec les nouvelles con-

ditions économiques et financières . Le dépôt obligatoire s'est modifié de 5 à 20% avec des facultés de discrimination par région ou selon un autre type de dépôt ; la réserve s'est augmentée au maximum de 20% ; les taux de réescompte ont été établis à 4% pour les opérations à terme à 180 jours ; et à 5% de 180 jours à un an . Le 31 de décembre 1941 , le dépôt obligatoire a été augmenté à un 50% facultatif pour la Banque et depuis lors le dépôt obligatoire légal est devenu l'instrument légal le plus efficace pour la régularisation monétaire .

En 1942 , la Banque a fait des arrangements avec les banques du District Fédéral pour fixer les niveaux des dépôts au 31 octobre comme maximum , les excédents seraient déposés à la Banque de Mexico , c'est à dire que c'était un dépôt obligatoire marginal de 100% pour cette région qu'est la capitale .

Des contrôles sélectifs aussi ont été

établis pour donner plus de crédits à la production qu'au commerce .

Pendant les années de la guerre , la Banque de Mexico a initié de nouvelles activités : des études de factibilité d'entreprises , d'inventaires des ressources nationales , de bourses pour des études à l'étranger , d'encouragement de secteurs économiques de haute priorité sociale , telle que l'agriculture .

A la fin de la guerre le cadre protectionniste qui avait stimulé l'économie mexicaine a changé; il a fallu établir un nouveau taux de change en 1949 , 8,65 pour un dollar à cause du manque presque total de réserves , des importations excessives , des exportations réduites , du début d'un grand accroissement des travaux publics , de l'encouragement agricole et industriel , ainsi que de la sortie de devises qui s'étaient réfugiées au Mexique pendant la guerre .

En 1949 , l'Espagne , la France , la Colombie , l'Argentine et l'Uruguay ont dévalué aussi leurs monnaies et un peu plus tard , 31 nations ont suivi la livre sterling dans sa chute .

A cette occasion aussi , le nouveau type a présenté une sousévaluation pour attirer les devises .

En même temps, les mesures d'unification et de simplification fiscales ont été prises aussi bien pour améliorer les contrôles que pour accroître les recouvrements des impôts . Les importations furent restreintes .

De 1950 à 1951 une nouvelle impulsion dans l'économie mexicaine a été ressentie à cause de la Guerre de Corée , mais les ajustements postérieurs ont déterminé une autre dévaluation en 1954 , 12,50 pour un dollar , avec la sousévaluation calculée. A cette période la Banque de Mexico a fourni son appui au déficit budgétaire du Gouvernement , a augmenté les réescomptes aux institutions

financières nationales , a prêté des ressources aux banques privées pour maintenir la production ; la Banque a continué aussi à opérer efficacement l'encaisse obligatoire .

Au moment de la dévaluation , la Banque est intervenue sur le marché des valeurs pour soutenir les prix des valeurs bancaires , aider les autres pour garantir la liquidité du système et éviter la panique financière .

Cette dévaluation a été faite avant le début de la récupération de l'économie aux Etats-Unis et ses effets sur l'économie Mexicaine ont été encouragés par l'attitude des principales nations industrielles .

De 1957 à 1976 , il y a eu une période prolongée de prospérité nationale pendant laquelle la Banque de Mexico a exercé sa fonction régulatrice durant les périodes intermittentes d'apogée économique et d'abaissement de l'économie mondiale , de 1955 à 1958 , 1959 à 1961 , 1962 à 1964 et de 1964 à 1969 , et après en 1971 , quand la plus

grande crise et bouleversement du système monétaire inter
national .

De 1972 à 1975 , le Mexique a eu une po-
litique d'expansion constante accompagnée à l'extérieur de
plusieurs crises économiques . La Banque de Mexico a conti-
nué à financer les déficits des frais publics accrus d'une
façon encore jamais vue .

L'évolution de l'économie mexicaine et de
la Banque Centrale pendant cinquante ans , signifie une
trajectoire depuis la production de subsistance et d'ex-
portation , pour laquelle , la banque est devenue à sa fois
un meilleur instrument pour résister et compenser les ef-
fets déséquilibrants de l'extérieur et obtenir le fonction-
nement régulier du système bancaire mexicain . La banque a
mis sa capacité technique au service de la stratégie du dé-
veloppement du Gouvernement du Mexique pendant les premiè-
res années comme l'a dit Antonio Carrillo Flores .(7)

L'orientation sélective du crédit , selon l'opinion de Gustavo Petricioli Iturbide (8) peut favoriser un transfèrement de ressources des secteurs les plus avancés aux plus retardés et des régions les plus prospères aux plus sousdéveloppées ; celle-ci se justifie par les différences entre le bénéfice social et le bénéfice privé .

Ce contrôle sélectif , a été essayé par la Banque de México à travers le dépôt obligatoire , du fideicomis financier d'encouragement à l'agriculture , aux exportations de manufactures , à l'équipement industriel , au logement , au tourisme et à la petite et moyenne industrie .

Petricioli conclut que: "L'expérience dans l'orientation sélective du crédit , indique que , malgré l'obtention -par voie de mécanismes et systèmes financiers- de la canalisation de quantités accrues de ressources , l'effort global a été insuffisant pour couvrir les nécessités

des régions et des activités prioritaires ."

Ernesto Fernandez Hurtado commente que:

(9) "Pendant de nombreuses années , le Mexique continuera a être un pays avec de grands besoins d'épargne interne . Il faudra continuer à inventer des mécanismes chaque fois plus efficaces pour encourager et diriger ces ressources vers des financements qui concilient le bénéfice social et les objectifs de développement économique national."

Luis C. Orci Gandara (10) pense aussi de même que Carrillo Flores , aux relations Banque Centrale-Gouvernement , que les objectifs de ce dernier dans sa structure de priorités , déterminent la stratégie qui doit être exécutée à travers des politiques , dont les plus importantes sont : la fiscale , la monétaire et le crédit , celle des salaires et de l'emploi , des prix, de la balance de paiements et de l'investissement étant toutes interconnectées ."

Ce rapport est souligné par Antonio Go-

mez Olivier quand il examine la demande d'argent au Mexique

(11): "Au moyen d'études dans de différents pays , tant in
dustriels qu'en voie de développement , il est possible
d'isoler quatre variables principales où des mouvements
équilibrent le marché de l'argent qui sont: le taux d'inté
rêt , les revenus réels , les niveaux des prix et la balan
ce de paiements . Ces dernières représentent des mécanismes
complémentaires d'ajustement dans le marché de l'argent .
C'est à dire la présence de l'une n'exclut pas l'action des
autres , mais que plutôt elles tendent à agir conjointement."

Dans la vision historique des activités
de la Banque Centrale de México et des politiques gouverne
mentales ainsi que depuis les commentaires d'auteurs très
qualifiés pour émettre des jugements en raison de leurs par
ticipations dans différents départements du secteur public ,
il semble que la Banque a été un instrument efficace pour
la stabilisation monétaire et la canalisation de crédit et

d'épargne mais que les objectifs constitutionnels fondamentaux de protection active et immédiate du travailleurs et des paysans qui ont fait la Révolution Mexicaine et ont imposé l'orientation sociale dans la Constitution de 1917 , n'ont pas été précis et l'instrument de la Banque a été insuffisant comme le disent Petricioli et Fernandez Hurtado ; et puis les dévaluations et inflations constantes venues de pressions externes et de politiques internes inadéquates ont produit des régressions injustes au point de vue social dans la distribution du revenu national et des niveaux de vie de la grande masse urbaine et rurale ; d'autre part , il n'existe pas suffisamment d'opportunité d'emplois.

En 1938 , on a produit une confrontation entre la banque centrale et privée , d'une part , et celle du gouvernement fédéral d'autre part dans laquelle les premières s'opposaient avec un critère traditionnel , aux mesures de politique économique et sociale du gouvernement

fédéral ; et , selon l'opinion d'Antonio Carrillo Flores , la question a été liquidée , en laissant la Banque comme "instrument" et le Gouvernement Fédéral comme responsable de la stratégie du développement .

Cependant , nous pensons que "l'instrumentalité" ne peut être conduite à l'extrême que l'instrument devienne inefficace et plus encore contraire à ses objectifs fondamentaux .

Le problème au Mexique est qu'il n'y a pas en ce moment de plan systématique , cohérent et pleinement participatif des secteurs sociaux .

La promulgation en décembre 1976 de la Loi Organique de l'Administration Publique Fédérale et de la création du Secrétariat de Programmation et du Budget , permet d'avoir un espoir sur la planification , qui sera le moyen pour atteindre l'accomplissement des principes sociaux constitutionnels et la base d'une politique à court

et long terme , qui seront en ce domaine instrumentées par la Banque Centrale .

"Dans un étude sur les perspectives de développement au Mexique , Alvaro Molina Enriquez (12) dit :

"Maintenant , notre pays est dans un cadre commun à celui de la majorité des pays en voie de développement , avec les caractéristiques d'un rythme très élevé de croissance démographique , un secteur traditionnel qui représente le moyen de vie d'une grande proportion des habitants du pays , avec un niveau bas de vie et de productivité ; un secteur moderne avec des bénéfices élevés pour une minorité réduite ; et le gouvernement avec de grands problèmes de disettes , de moyens économiques pour les demandes croissantes de services sociaux , d'infrastructure et de promotion du développement économique national. En outre , l'épargne interne est insuffisante , il y a des limitations des disponibilités pour l'investissement et l'expansion se trouve

aussi limitée dans les activités industrielles que de services , en raison d'une capacité d'achat restreinte dans la majorité de notre population qui a une proportion très haute de chômage et de souschômage ...". Dans ces circonstances maintenant , plus que jamais , il est indispensable que le gouvernement adopte une politique rationnelle et cohérente et qu'il encourage la participation active de tous les secteurs sociaux de façon à opter pour des alternatives de productivité sociale plus grandes , dans la solution des problèmes multiples et dans l'utilisation au degré optimum , de ressources disponibles de tout genre . Dans cet ordre d'idées , en premier plan , il faut souligner la question des mécanismes pour créer les plans et pour exécuter le développement , problème de priorité maximum .

Une fois qu'on aura adopté l'instrument pour faire et exécuter les plans , le pays pourra atteindre les objectifs de croissance économique , d'emploi ,

de disponibilités , d'investissement pour le développement soutenu ..."

"La politique fiscale devra éliminer les évasions et privilèges qui ne sont pas justifiés dans des buts spécifiques , et cette politique devra être complétée par une redistribution des charges fiscales et un nouvel établissement d'orientations , parce que celles qui ont prévalu dans les dernières périodes présidentielles ont augmenté les impôts sur les revenus des travailleurs et ont presque obtenu l'élimination des évasions ; tandis que ceux qui reçoivent des bénéfices du capital , ont reçu des exemptions , déductions , franchises , réductions et autres libéralités dans l'idée que de cette façon on aidait la formation de capitaux nationaux ."

"On argumente que si l'investissement est égal à l'épargne et que puisque les travailleurs manquent de capacité et de propension à l'épargne , la source unique d'épargne et investissement est le capital ou ses bénéfices .

C'est évident qu'avec les rémunérations à niveau de subsistance ou bien au-dessous de celle-ci , l'épargne est impossible . Mais avec des salaires vraiment rémunérateurs et avec des stimulations ou inductions pour l'épargne chez les travailleurs , on peut produire des disponibilités considérables qui augmentent les fonds pour investissement , créent des possibilités du crédit de tout genre de biens , même de ceux appelés durables , est c'est ainsi qu'on fortifie la demande , l'investissement , l'occupation , dans des cycles vraiment multiplicateurs de ressources . Dans ce domaine aussi , les pays européens ont fait ces dernières années des expériences positives et irréfutables .

Les services bancaires devront jouer un rôle très important dans le développement selon les plans , mais la banque centrale et les organismes exécutifs des plans devront exercer un contrôle strict , direct et indirect , du crédit nécessaire pour toutes les activités productives , spécialement

pour celles qui sont considérées comme stratégiques pour les priorités d'investissement . Dans les différents systèmes des pays européens occidentaux , on trouve des exemples très notables de techniques appliquées dans cette orientation , au-dessous de celles déjà disponibles du système bancaire national ."

"On peut observer que le développement de toutes les activités économiques de notre pays , dans la prochaine décade , dépendra d'une politique de base de l'occupation de la force de travail et du renforcement du revenu par les travailleurs ; c'est à dire , l'élévation du niveau de vie de la population , les opportunités d'emploi et de formation professionnelle , la permanence du travail , les salaires rémunérateurs et les conditions vraiment humaines de travail , la sécurité sociale intégrale , la journée de travail et le travail hebdomadaire plus réduit , le logement ; et les loisirs productifs au point de vue culturel , ne sont déjà plus un simple idéal : elles constituent

les conditions indispensables pour la croissance économique et pour la résolution des problèmes nationaux . Autrement dit , la justice sociale , but de notre révolution , est devenue maintenant le seul moyen effectif pour assurer notre développement économique et social .."

Il faut à peine ajouter quelque chose à cette vision , écrite en 1969 car elle constitue un pont idéologique et technique entre les idéals de la Constitution de 1917 et les réalités actuelles de notre pays , qui seront modifiées nous l'espérons avec un sens positif et progressiste , par le Gouvernement et la Banque Centrale à terme immédiat .

Toutefois pour souligner l'importance de l'attention prioritaire que l'on doit exercer soigneusement sur les fonctions de la banque centrale , par rapport aux principes théoriques déjà examinés plus haut , nous ferons une synthèse des événements qui ont conduit le Mexique au

bouleversement de 1976 et à la situation actuelle .

Le Mexique a subi un extraordinaire déve
loppement pendant les trente dernières années . Depuis de
trois lustres , la valeur réelle des biens et services cré
és a augmenté à peu près au taux moyen annuel de 6.5% . Ce
comportement est remarquable aussi bien en comparaison avec
les autres pays de la Amérique Latine qu'avec la croissance
enregistrée dans le reste du monde .

Le plus important de ce processus est qu'
il a été effectué dans une ambiance de relative stabilité
interne de prix : De 1940 à 1970 , les prix se ont élevés
à un taux de 4 ou 5% par an . Pour un pays sousdéveloppé ,
et même pour plusieurs nations industrialisées , ceci re-
présente un record . En outre , le taux de change est resté
constant en relation avec le dollar pendant près de vingt
ans , dans des conditions de libre convertibilité du "peso".

La rentrée réelle par personne a augmenté

essentiellement , jusqu'à dépasser les 700 dollars ; les indices de scolarité et de santé ont amélioré de façon sensible . Une infrastructure ample a été créée avec des mécanismes institutionnels pour donner une mobilité aux facteurs de la production , notamment dans l'élargissement du système financier .

Cependant en dessous de cette image de développement stable plusieurs déséquilibres ont favorisé , des inquiétudes sociales ; tant dans les classes moyennes que dans les secteurs populaires .

Les déséquilibres les plus forts ont été : le déficit fiscal et l'affaiblissement relatif à l'économie publique ; le déficit croissant de la balance de paiements en compte courant et par conséquent la dette croissante avec l'extérieur ; les différences de productivité des différents secteurs ; l'excès d'offre de force de travail vis-à-vis de la demande , et finalement il faut remarquer la distribution

inéquitable des bénéfices de la croissance entre le travail et le capital , entre les régions et entre les secteurs d'activité , tout cela au préjudice , principalement , des campagnards et des travailleurs non qualifiés .

La période que nous commentons habituellement se divise en deux étapes : l'une de développement avec inflation et dévaluation qui finit en 1956 , et l'autre de croissance stable jusqu'en 1970 . Dans la première période , les prix se sont élevés en moyenne 10% par an . Cette première étape s'est caractérisée par un accroissement dynamique du secteur agricole et de ses exportations. La seconde étape a eu comme base de départ , un processus d'industrialisation résultant de la substitution des importations , et d'une croissance accélérée et soutenue de l'épargne interne . Les prix sont monté lentement , 4% annuellement et le même taux de change s'est maintenu .

L'ensemble des objectifs adoptés et des

mesures prises dans la stratégie économique de cette deuxième étape sont connus comme le "Modèle de développement stabilisateur" (13)

Les buts du modèle sont en bon mesure implicites dans le sens de son nom . On a essayé d'obtenir une augmentation soutenue dans le P.N.B. (Produit National Brut) en termes réels , en réduisant en même temps l'inflation et en soutenant constamment le taux de change . Il y a eu aussi comme objectif , l'amélioration des conditions de vie des secteurs moins favorisés de la population .

Le modèle conçoit le développement comme un accroissement du produit pour chaque ouvrier employé . Cette croissance admet préalablement une hausse dans la dotation de capital qui permet d'améliorer la productivité et la rentrée réelle de la force de travail , et de soutenir les taux adéquats d'utilité . Comme la formation de capital demande de sa part , l'épargne volontaire , la stratégie à

agir avec les facteurs économiques qui déterminent l'épargne et d'accoupler les mesures politiques pour faire avancer le processus et situer de nouveau l'épargne , savoir où elle est née , à quoi elle a été utilisée , dans le but d'arriver à une assignation efficiente des ressources . (14)

Pour favoriser l'épargne et la capter par des moyens institutionnels , afin de la canaliser plus tard aux activités de plus grande priorité , il a été nécessaire que le taux d'intérêt réel soit attractif . Par conséquent on a établi des taux nominaux élevés et on a adopté un régime impositif très favorable par respect aux autres rentrées spécialement à ceux dont l'origine vient du travail salarié . Les valeurs ont aussi offert la sécurité d'achat pour renforcer la confiance des épargneants . De cette façon aussi on a contribué à capter l'épargne extérieure en offrant une marge d'intérêt attractive à l'égard des conditions prédominantes sur le marché financier inter-

national .

Le déficit gouvernemental s'est financé à travers le placement de dettes intérieures et extérieures la première surtout par le mécanisme de l'encaisse légale de la banque . Une fois , la cause fondamentale de l'inflation supprimée , les prix ont augmenté lentement , ce qui a permis une augmentation du taux réel d'intérêt . Les conditions stables des niveaux de prix ont éliminé en même temps , une partie de la pression sur la balance de paiements , malgré que les importations ont de toutes façons surpassé les exportations . Le déficit commercial à l'extérieur a été compensé en partie par les ventes de services , mais ce qui vraiment permis un accroissement soutenu dans nos réserves de devises a été l'entrée de capital privé étranger et le contrat de la dette gouvernementale avec des organismes internationaux , aussi bien officiels que privés .

Le flux des ressources de l'extérieur a permis de soutenir sans changement la parité du "peso" , en réduisant le risque de changement et en stimulant en même temps l'épargne interne . Le Gouvernement a aussi adopté des fonds pour le financement partiel d'investissements nécessaires à l'irrigation , aux routes , à l'énergie , aux chemins de fer et aux industries .

Une preuve de cette politique est l'impressionnant développement du système bancaire : de 1959 à 1970 les ressources acquises par le système se sont quintuplés . Cette croissance a été encore plus accentuée dans les institutions privées .

L'investissement privé a reçu des stimulations de différente nature , spécialement fiscales et de crédit . Le tribut a eu lieu pour favoriser le reinvestissement des utilités et pour donner des stimulants aux investissements de plus grande priorité moyennant des subsi-

des et des exemptions . La proportion que la formation de capital a représenté dans le produit national a été de 13% en 1950 et a augmenté jusqu'à un 20% en 1970 .

Le rôle que le tribut fiscal pourrait couvrir en concordance avec la politique monétaire et celle de crédit , est restée en grande mesure prédéterminée :

Elle contribuait à la capitalisation , à la naissance et à la captation d'épargne volontaire , intérieure et extérieure .

Le tribut fiscal a été mis en service pour élever la dotation de capital pour chaque homme occupé et d'absorber en activités plus productives l'accroissement de la force de travail . (15)

Le Gouvernement a donc décidé de soutenir une charge fiscale réduite , en supposant qu'une augmentation pourrait réduire l'épargne privée , qui en revanche serait compensée par un accroissement de l'épargne publique ,

mais avec le risque que la hausse dans le recouvrement s'évaporât en frais . Ainsi les rentrées ordinaires de la fédération mentionnées comme fraction du P.I.B. (Produit Interne Brut) ont passé de 7.5% dans la décade des cinquantes à approximativement 8% en 1970 , tandis que les frais courants et de capital ont passé de 7.4% à 9.5% dans la même période . (16)

De cette façon la politique fiscale tendante à encourager le capital privé , a provoqué un rythme de croissance des rentrées du gouvernement , moins fortes par rapport aux frais , en créant ainsi des nécessités additionnelles de financement . Pour éviter des pressions inflationnistes la Banque Centrale , a dû financer une partie de ce déficit avec des ressources internes bancaires à travers le mécanisme de l'encaisse légale .

Les objectifs généraux de la politique se sont concrétisés en divers mesures et dispositions qui ont

spécifié les instruments de politique économique à les uti
liser à partir de la décade des soixante dix .

Les nouvelles mesures adoptées ont été
dirigées de façon à corriger des problèmes qui se sont for
més dans l'économie nationale pendant les deux décades an-
térieures , c'est à dire , de 1950 à 1970; nous en avons dé
jà fait une brève annotation dans le cadre historique de
l'économie mexicaine . Cependant il serait bon d'approfon-
dir plus encore toutes les sortes de déséquilibres économi
ques qui sont nées à cette époque parce que , comme nous le
verrons plus loin , en observant ces problèmes et toutes
leurs manifestations , il a surgi un besoin de modifier la
politique économique qui jusqu'alors avait été appliquée.

"L'économie mexicaine a expérimenté (17)
une évolution considérable dans la dernière décade par rap-
port au monde occidental , le taux d'accroissement du Méxi
que dans cette période a été surpassé seulement par le Ja-

pan , et le taux d'inflation a baissé, puis est resté . Cependant pour certaines personnes , les jours appelés "Miracle Mexicaine" semblaient avoir passé tandis que pour d'autres ils avaient l'air de faire apparaître des difficultés temporelles . La question de base a été de savoir si cette situation avait été seulement temporelle ou si c'était le signal de ce qui pourrait avoir lieu ."

(18) "Vers la fin de 1970 , il a fallu reconnaître que les taux élevés de la croissance économique pendant plus d'une décade , avaient créé un manque de stabilisation très importante dans l'économie , qui n'a pas pu être oublié."

Cet manque de stabilisation s'est manifesté principalement sous forme de déséquilibres régionaux et de secteurs de problèmes de distribution de la rentrée , de chômage , de la mise à part des grands groupes de population , surtout dans le secteur primaire , le déficit du

secteur externe et le déficit du secteur public .

Pendant la période 1960-1970 , le taux moyen annuel de croissance du P.I.B. a été de l'ordre de 7.0% , en comparaison à celui de 5.6% de la décade antérieure (1950-1960). La population a eu un accroissement moyen annuel de 3.3% , en comparaison du 3.1% de la décade 1950-1960 .

Les déséquilibres des secteurs se sont manifestés en une grande disparité de la croissance des secteurs agricoles , industriels et de services qui ont en en enregistré les taux moyens annuels de croissance suivantes:

TAUX DE CROISSANCE PAR SECTEURS (19)

SECTEUR	ACCROISSEMENT EN POURCENTAGE	
	PERIODE 1950-1960	PERIODE 1960-1970
primaire	4.5%	3.7%
secondaire	6.5%	8.8%
tertiaire	5.6%	6.8%

Comme nous pouvons le voir , le secteur agricole a perdu de l'importance dans la deuxième période , tandis que dans les deux autres le secondaire et le tertiaire il est arrivé le contraire .

En général , dans la décade de 60 à 70 certains secteurs ont maintenu un comportement plus dynamique que celui de la moyenne du reste de l'économie (le pétrole , les manufactures , la construction , l'énergie électrique , le commerce et le gouvernement). Dans les autres secteurs , comme ceux de l'agriculture , la sylviculture , la pêche et l'industrie minière ils ont maintenu un rythme de croissance égal ou inférieur à celui de la population.

De 1965 à 1969 , le taux le plus faible de croissance est revenu au secteur agricole (0.2%) , tandis que le secteur électrique a été de l'ordre de 15.5% annuel , ce qui nous montre le grave déséquilibre qui existe de l'activité économique entre les secteurs .(20)

Le déséquilibre régional s'est manifesté dans quelques zones de développement agricole et industriel et dans des phénomènes de concentration urbaine . A l'exception du District Fédéral , l'industrialisation a avancé principalement dans les états du Nord de la République comme Nuevo Leon , Chihuahua , Coahuila , Tamaulipas et Baja California , et surtout à cause de leur importance dans les états de Veracruz , Jalisco et Estado de México .

Cette concentration du développement économique s'est traduit par une affluence de population de la campagne vers ces points de développement , ce qui a provoqué des problèmes , de type social , de sous-emploi et d'excès d'investissement dans certaines industries . D'ailleurs , l'augmentation de production dans ces régions de haut développement , s'est heurté à des problèmes dérivés du pouvoir d'achat très bas existant dans les milieux de la population peu développée de l'économie mexicaine , ce qui a beaucoup limité son expansion . (21)

Comme régions pauvres il existent les états de Guerrero , Zacatecas , Chiapas , Oaxaca , Tabasco , Michoacan , Durango , Querétaro , Tlaxcala , surtout.

Dans l'économie mexicaine des mécanismes ont opéré en faveur d'une croissante concentration de la rentrée , ce qui a originé des déséquilibres des secteurs et régionaux du processus de développement . Par contre , à ce moment des mecanismes de distribution fonctionnelle de la rentrée en faveur des salariés , ont agi et acquis une certaine importance à partir de 1950 . Il convient aussi de souligner l'effet de la dépense publique pour des oeuvres et des investissements de bénéfice social .(22)

Cependant , pour la période 1950-1967 le taux annuel moyen de croissance du paiement du facteur capital a été de 6.6% , tandis que celle du facteur travail de 5.2% , motif pour lequel , la distribution de la rentrée a favorisé le facteur capital , puisque du total du paie-

ment des facteurs , un 65.29% , (moyenne annuelle) est revenu au facteur capital , et le reste au facteur travail .

D'autre part , on a remarqué une étroite corrélation entre la grandeur des localités et le niveau de rentrées des habitants . En 1963 , le niveau de rentree mensuelle moyenne par personne dans le District Fédéral (12% de la population du pays) a été de 452.82 "pesos" , équivalant au 25.3% de la rentree totale du pays , tandis que la rentree moyenne mensuelle par personne dans les localités de 2,500 habitants (45.1% de la population du pays) a été de 125.61 "pesos" . Dans les localités intermédiaires le niveau de rentree moyenne mensuelle par personne a été inférieure à la moyenne nationale dans les villes de 10,000 habitants , qui constitue le 60.1% de la population nationale ; les villes de plus de 10,000 habitants s'éloignent progressivement de la moyenne nationale (221.78 "pesos" mensuels) .

En outre , l'usage de l'épargne externe

par le Gouvernement Fédéral a eu un accroissement considérable dans ces dernières années. En 1959 le montant de la dette publique externe était de 650 millions de dollars , en 1970 de 3,230 millions , c'est à dire que dans un laps de 12 ans la dette publique externe a presque quintuplé , ce qui a montré que le déficit du secteur externe était permanent et menaçant à cause de la protection persistante à l'industrie , pas pour fomentier les activités d'exportation et par le fait que les rentrées budgétaires effectives du Gouvernement Fédéral avaient été insuffisantes pour financer les frais publics .

Le déséquilibre fiscal dans le secteur public s'est manifesté par un déficit chronique et ascendant . Le cadre suivant montre la différence entre le total des rentrées et des frais budgétaires effectives du Gouvernement Fédéral , en plus de son accroissement de pourcentage .

DEFICIT DU GOUVERNEMENT FEDERAL

Millions de pesos

QUANTITE

ACCROISSEMENT EN POURCENTAGE

8	169.7	
4	605.8	-43.6%
5	273.6	14.50%
5	246.2	-.52%
9	371.6	78.63%
6	264.6	-33.15%

(23)

En parlant de l'investissement national brut fixe , il avait été fluctuant et montrait une tendance légèrement ascendante en relation avec le P.I.B.

Le moyenne annuelle de celui-ci , pendant la décade 1960-1970 , avait été de l'ordre de 17.7% par rapport le P.I.B. , qui atteignait les coefficients d'investissements les plus élevés pendant la période 1967-1970.

L'investissement privé en relation au P.I.B. avait atteint son niveau le plus élevé en 1967.

De la structure de l'investissement national par activité économique nous trouvons le suivant : (24)

Le secteur des manufactures a été le plus important , surtout en 1967 . L'investissement du secteur gouvernement est descendu de 25.2% en 1950 à 18.7% en 1960 , pour remonter légèrement en 1967 (19.8%) , mais sans pouvoir atteindre le niveau qu'il avait en 1950 ;

Dans le secteur privé , les problèmes de financement de l'investissement ont été différents . C'est en 1962 qu'on a observé un déficit d'épargne par rapport à l'investissement et à partir de 1963 jusqu'à la fin de la décade en question l'épargne a été suffisante pour financer l'investissement privé .

D'autre part sur le déséquilibre de la balance de paiements , vers la moitié des années soixantes on comptait au Mexique sur un processus d'industrialisa-

tion qui substituait les importations de biens de consommation . Le but était d'altérer la composition des biens d'importation , en favorisant celles nécessaires à l'encouragement de la production . Cependant à mesure que , la politique de substitution d'importations , orientait la production du pays vers la production de biens de consommation qui auparavant étaient importés, à mesure que le nombre de biens substitués augmentait , on avait besoin d'un volume croissant de biens de capital , de biens intermédiaires , de matières premières et de technologie , tous d'origine externe , ce qui a déterminé une partie importante des importations mexicaines qui ont été déterminées par le fonctionnement de l'industrie nationale existante .

On estime qu'en 1965 la proportion énergiquement déterminée des importations mexicaines était de l'ordre de 45.9% du total des importations du pays . On a

estimé , de même que pour 1965 , le 39.9% des importations étaient orientées vers l'ampliation de l'industrie du pays. (25)

A partir de la deuxième moitié des années soixantes le taux de croissance des importations a été de l'ordre de 7.4% annuel dans la période 1960 à 1964 , en comparaison avec 6.0% dans la période 1960-1974 , ce qui a provoqué une détérioration progressive de la balance de paiements .

Le déficit de la balance commerciale a été progressif , en montrant un taux annuel de croissance moyen , de 18% dans la période 1965-1969. On observe alors , que la rentrée nette au compte des services pour la même période ne montre pas de tendance croissante et que le déficit de la balance en compte courant a augmenté à un taux annuel moyen de 28.9% .

La proportion du déficit commercial financé par la rentrée nette au compte des services a montré une

forte tendance à la diminution , surtout dans la période comprise entre 1963 et 1969 .(26)

A propos des exportations , malgré que pendant la décade des soixantes les exportations ont augmenté à un taux moyen annuel de 7.2% , supérieur à celui des importations mercantiles (6.5%) , cette différence a correspondu seulement à la première moitié de la décade puisque dans la deuxième , le taux moyen annuel de croissance des exportations a été de 5.6% et celle des importations de 7.5%. Le déficit commercial est passé de 447.7 millions de dollars en 1960 à 693.7 millions en 1969. Tandis que le déficit annuel moyen a été de 360 millions de dollars pour la période 1960-1964 , il a été de 600 millions de dollars , ce qui a conduit à une pression croissante de la balance de paiements et au besoin croissant de capital , avec par conséquent une augmentation de la dette externe du Mexique .

Pour financer le déséquilibre croissant du compte courant de la balance de paiements , on a compté pendant les années soixantes , sur un courant substantiel de capital externe . On a produit un niveau croissant d'endettement public et de rentrée de capital privé d'origine externe .

A cause de tous ces problèmes qui ont existé dans l'économie mexicaine pendant la période 1950-1970 , vers la fin de 1970 et au début de 1971 on a défini une nouvelle politique économique dans laquelle par ordre de priorité , ont a poursuivi les objectifs suivants : (27)

Objectifs à court terme.-

a) Renforcement des finances publiques .

Devant une structure fiscale "peu flexible pour soutenir une politique sociale plus ample" et devant la nécessité de ne pas continuer sur la voie dangereuse de l'endettement externe "il a fallu prendre des mesu-

res pour capter des ressources internes additionnelles afin d'obtenir l'équilibre budgétaire et une meilleure distribution des rentrées tributaires entre les municipalités , les états et la fédération . On a signalé que la politique des finances publiques exercée dans le passé et qui consistait à financer le déficit public moyennant une captation des ressources internes d'origine bancaire et un crédit externe ne pouvait plus s'appliquer de nouveau en vue de l'accroissement des prix du crédit dans les marchés internationaux de capital et à la nécessité de maintenir la stabilité du secteur externe de l'économie mexicaine .

b) Amélioration de la balance de paiements .

En vue de la situation du secteur externe de l'économie mexicaine , on a proposé une politique stimulante pour les exportations et une rationalisation des importations ; une promotion pour les autres rentrées

courantes dérivées du tourisme étranger ; contenir le tourisme à l'extérieur , les importations somptuaires , la contrebande ; l'amélioration de la structure de la dette publique externe et le calendrier des paiements de celle-ci , ainsi que les contractions indispensables de la dette .

c) Emploi.

Il y a eu une politique d'emploi moyen-
nant la création des sources de travail avec investisse-
ment public orienté à cette fin.

d) Stabilité des prix.

Il a fallu que les frais publics visent
un développement économique équilibré , en évitant la haus-
se injustifiée des prix avec un intérêt spécial pour échap-
per aux pressions inflationnistes afin de parer le gaspillage
des ressources en utilisant des instruments monétaires.

de contrôle de crédit , de contrôle d'importations , de contrôle d'investissement etc.

e) Expansion de la production .

Il y a eu une politique coordonnée de développement industriel , d'absorption , d'adaptation et de génération de technologie , une revision programmée du système de protection industrielle , de sélection adéquate de biens de capital , de technologie et de fabrication d'articles d'exportation , d'investissement public , d'accroissement de la charge fiscale et un usage plus rationnel du crédit .

Objectifs à long terme.-

a) Satisfaction des nécessités collectives .

On a prétendu saisir cet objectif de politique économique en ayant recours aux instruments suivants : Investissement public dans des oeuvres de bien-être social , amélioration d'appointements et de salaires , meilleures contributions de la sécurité sociale , au moyen de

la création d'institutions et du maniement d'instruments fiscaux nationaux .

b) Amélioration dans la distribution de la rentrée et de la richesse .

Avec cet objectif on a tâché d'atteindre avec des instruments de finance publique , principalement avec des subsides et des transferts de capital aux entreprises , d'investissement public , d'appointements et de salaires , d'impôts directs , d'impôts indirects , de contributions à la sécurité sociale , de changement dans le système de transferts à la consommation et à la création d'institutions nationales .

c) Protection et priorités aux régions et aux industries .

On a souligné l'importance de protéger les régions et les industries qui par rapport aux régions développées et aux entreprises parfaitement établies , se trouvaient dans une situation de désavantage . Les instru

ments les plus employés ont été l'investissement public prioritaire , les changements dans le système de subsides aux entreprises et les changements dans le système de crédit .

Pour arriver a ces objectifs , le Gouvernement Fédéral a pris les mesures suivantes :

1, Les augmentations proposées au budget devaient être dosifiées par des rentrées sûrement prévisibles .

2. Les crédits obtenus ne devaient pas dépasser la capacité prévisible des paiements .

3. Tous les frais totaux devaient être financés avec des recours internes , et seulement en cas d'urgence avec des recours externes .

4. On devait faire spécialement attention pour éviter des pressions inflationnistes .

5. Les frais proposés devaient tendre à

obtenir un développement économique équilibré , une meilleure distribution de la rentrée , et aussi un intérêt très spécial pour donner un appui économique aux travaux agricoles , hydrauliques et d'extension agricole , appuyer substantiellement les frais de l'éducation et pousser la sécurité sociale et la production des énergétiques .

6. Le budget devait , de la même façon , contribuer à maintenir les politiques monétaires d'échange avec l'extérieur .

De plus ; nous venons de voir que , c'est à cause de tous les problèmes que l'économie mexicaine a eu pendant la période 1950-1970 et le déficit de 1971 , qu'il a été nécessaire d'adopter une nouvelle politique économique ; maintenant il faut voir quels sont les instruments de cette politique pour mettre en évidence les résultats obtenus .

Les instruments ne sont utilisés qu'à

partir de 1971 , à cette époque , les instruments prépondérants sont ceux du ministère des finances (39.3%) et les instruments monétaires et de crédit (19.4%) avec lesquels le Gouvernement Fédéral a voulu faire les ajustements fiscaux et monétaires indispensables pour continuer le développement économique national sans les pressions inflationnistes qui commençaient à se faire sentir .

L'application des instruments de la politique a apporté un changement dans le cadre institutionnel et aussi dans l'usage plus important d'instruments de contrôle directs , qui ont eu comme but , de corriger les problèmes à court terme et aussi d'attaquer les aspects structurels "qui constituent , chaque fois davantage , de sérieux obstacles pour que la marche ascendante de l'économie continue ."

Parmi les problèmes il convient de souligner , l'inégalité dans la distribution de la rentée ;

le chômage et le sousemploi , les bas niveaux de productivité et les pressions déficitaires de la balance de paiements tous produits par le manque de (28) "flexibilité de la croissance des importations en créant un besoin de biens de production , une instabilité des exportations et une diminution de la croissance du tourisme."

Vers 1972 on a essayé d'initier un (29) "processus de négociation social pour compléter et développer les mesures initiales de la politique économique ."

Il faut mettre l'accent sur la création de la Commission Nationale Tripartite , comme une entité formelle , de négociation sociale avec la représentation des ouvriers , des entrepreneurs et du gouvernement fédéral , dont le rôle principal a été de coordonner différents points de vue qui ont été considérés comme fondamentaux ; la cherté de la vie , la décentralisation industrielle , la pollution , le logement populaire , les politiques d'ex-

portation , la productivité et l'emploi de la main-d'oeuvre.

(30) On a formulé aussi des mesures sur l'Administration Publique pour un meilleur contrôle sur l'activité des organismes et entreprises de l'Etat . Les fondements pour promouvoir et coordonner les réformes administratives dans le secteur public ont été établis par voie d'accords émis le 28 janvier et le 11 mars 1971.

Spécifiquement , en matière de politique économique une série de mesures ont été mises en évidence , étant considérées comme fondamentales dans le domaine de distribution des bénéfices , du développement , du renforcement des finances publiques , de la modernisation du développement agricole et de la racionalisation du développement industriel . Des lois et des accords créés afin d'arriver à l'application de cette politique ont été : (31)

1) L'obligation d'augmenter chaque deux

ans le salaire minimum .

2) La modification de la législation du travail pour permettre l'établissement du Fonds National pour le logement .

3) Les réformes de l'imposition de la rentrée des individus et des entreprises .

4) Les priorités contenues dans le budget , les frais de la Fédération pour les années suivantes .

5) La Loi Fédérale sur les Eaux.

6) La Loi Fédérale de la Réforme Agraire.

(32) De même il a fallu remarquer l'intention de l'état d'élever le niveau de vie de la grande masse des ouvriers agricoles , et celle d'assurer l'offre interne et externe de leurs produits .

Aussi ont été importantes la Loi Fédérale pour l'Encouragement de la pêche et les mesures tendantes à structurer l'instrumentation du développement agricole.

Pour le secteur externe de l'économie la

tendance a été promouvoir l'exportation intensive des biens mexicains et de rendre propice un appui financier plus grand aux exportations .

La mesure de participation des instruments de politique économique ont été d'un 43% du total des différentes politiques économiques pour 1971 , par contre , en 1972 elles ont atteint un 80% de l'utilisation des instruments , c'est à dire que cette année là les autorités économiques ont voulu avoir un rapide processus d'expansion économique .

A continuation , nous allons présenter un cadre sur l'usage des instruments de politique écono-mique pour rendre une idée graphique de ceux-ci.

USAGE DES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ECONOMIQUE

INSTRUMENTS	1971 %	1972 %
Impôts directs sur les rentrées des personnes.	6.4	10.2
Impôts directs sur les rentrées des entreprises.	6.4	10.2
Impôts indirects sur les transactions internes.	6.4	10.2
Subsides et transferts de capital aux entreprises.	5.5	10.2
Investissement public.	7.3	11.8
Prêts aux consommateurs et entreprises.	2.8	10.2
Relations de réserve.	4.6	8.4
Imposition légale sur les taux maximums.	<u>3.7</u>	<u>8.4</u>
TOTAL DE PARTICIPATION	43.1	76.6

Au début de 1973 les impôts indirects , ont été augmentées , on a continué avec l'expansion des frais publics sans imposer des restrictions monétaires et de crédit , on a fait des rajustements salariaux et les prix des énergétiques et de quelques produits agricoles alimentaires ont augmenté . La mise en oeuvre de toutes ces mesures politiques ont eu un inévitable effet sur les prix .

(34) D'ailleurs , le haut pourcentage donné à l'objectif d'expansion de la production , 18.2% en 1973 en relation à 15.2% en 1972 et 15.6% en 1971 , indiquent la décision des autorités économiques d'accroître , même avec des ressources financières de caractère inflationniste et entraînant comme conséquence naturelle un endettement externe très grand par lui même , et plus encore en comparaison avec ceux des deux années précédentes .

Les instruments monétaires et de crédit ,

ont eu une importance relative de 21.2% seulement sur le total des instruments employés en 1973 .

Nous pensons que cela est dû à l'alternative prise par l'administration de contrecarrer l'inflation avec des instruments fiscaux et de contrôle direct , au lieu de recourir à la politique monétaire comme instrument de stabilisation du niveau général des prix et de l'amélioration dans la distribution de la rentrée et de la richesse.

A partir de 1970 (35) les problèmes ont été d'abord les dépressions . En 1971 , le taux annuel de croissance réel du P.N.B. est descendu à 3.6% et à 6.3% en 1974 ; (36) pendant cette période nous avons aussi souffert les effets d'une terrible crise monétaire de caractère international qui a produit un grave désajustement dans la balance de paiements , parce que nous sommes liés au dollar donc l'effet inflationniste est devenu plus fort et propice la concentration de la rentrée .

Nous avons d'autres problèmes qui sont le sousemploi , le chômage , et la déficience structurelle de de l'appareil producteur de l'industrie et de l'agriculture .

Parmi tous ces problèmes nous pouvons affirmer que les plus graves sont le chômage et le sousemploi parce qu'ils sont nés de la pression démographique , de la baisse de productivité, du retard dans l'agriculture , des excédents de l'importation, des déséquilibres de l'investissement public, de l'attrait des grandes villes et de la structure de l'industrie .

Le piétinement de l'agriculture en relation avec les autres activités est un facteur de chômage parce qu'il est dû à l'exode de la campagne puis l'exode des paysans vers les grandes villes a laissé la campagne figée ; la croissance démographique d'une part et l'exode de l'autre ont augmenté le nombre d'ouvriers disposés à

travailler pour des salaires dérisoires , c'est ce qui a créé le sousemploi ; à ce dernier problème se rattache la déficience structurelle de l'industrie , le secteur manufacturier n'a pas été capable d'absorber les excédents de la main d'oeuvre , nous avons aussi commis l'erreur de ne produire que des biens de consommation pour un marché qui a produit de bonnes utilités et par conséquent nos biens de capital ont été insuffisants car nous devenus des importateurs de ces biens , et même , de techniques des pays développés où la main d'oeuvre est rare , alors notre industrie ne s'est pas préoccupé pour créer des emplois pour absorber la main d'oeuvre , et par contre , (37) elle a créé un mécanisme d'investissement d'importation dans lequel , l'accroissement industriel a fait monter les importations de biens de capital et même les biens de production et de matières premières , (38) c'est à tout cela , que se doit le déficit de la balance de paiements et l'endettement

externe .

(39) D'ailleurs notre pouvoir d'achat a diminué parce que l'inflation surtout à partir de 1973 a été très forte , le résultat , -comme toujours- , a affecté les secteurs les moins favorisés et a augmenté la concentration de la rentrée chez les gens riches .

Comme nous pouvons le voir jusqu'à ici le modèle d'accroissement de notre économie a été abusé pendant les trois décades et demie dernières , l'inflation , le sousemploi , la concentration de la rentrée en groupes réduits de la population , le déséquilibre externe manifesté par le déficit de notre balance commerciale , l'accroissement ininterrompu de la dette externe et le piétinement du secteur agricole , ont été présents , en plus le gouvernement a été pris d'une façon permanente dans une situation déficitaire devant les nécessités des oeuvres publiques et des services sociaux croissants et avec une participation

trop réduite dans le P.I.B. par voie des impôts et d'autres recettes publiques , en ayant recours presque toujours à des emprunts extérieurs et à des financements de la banque centrale .

Dans le processus d'utilisation des instruments disponibles , de la part des autorités chargés de la politique économique , les objectifs choisis et déclarés à l'origine n'étaient pas atteints et par contre , les actions devenaient des objectifs différents et même diamétralement opposées à ceux-ci .

A la fin de 1970 les objectifs déclarés étaient très précis: combattre l'inégalité dans la distribution des rentrées et l'insuffisance des opportunités d'emploi .

Cependant , les instruments utilisés étaient finalement et presque exclusivement: les contrôles directs des prix et la dépense publique pour de travaux de type social .

A l'origine plusieurs instruments étaient prévus , tels qu'une formation plus grande de capital , des changements technologiques pour obtenir une plus grande utilisation de la force du travail , des changements dans le système impositif et financier , ainsi que du transfert aux consommateurs ; la modification des systèmes de production agricole , la redistribution des pôles de développement et plusieurs autres qui étaient à la portée de la main du gouvernement et qui ont été pris en considération pendant la campagne politique présidentielle de 1969-1970 et ont

toujours été présents dans les milieux professionnels et institutionnels , mais qui malheureusement , ont été absents dans l'action des hautes sphères du gouvernement .

Le manque d'adéquation entre les objectifs et les mesures d'action a mis en danger les autres objectifs propres de la politique à court terme , c'est à dire , la stabilité des prix internes , le pouvoir acquisitif de la monnaie et plus récemment , la croissance soutenue de l'économie mexicaine .

Un autre facteur important a été le manque de coordination entre les institutions qui prennent des décisions de politique économique , dont les résultats sont l'improvisation , la superposition , l'incertitude , l'absence de hiérarchisation et de révision des objectifs à court terme .

L'inefficacité induite au système adminis

tratif public à cause de l'inadéquation objectifs-actions et de l'absence de coordination , a eu comme résultat à son tour un coût économique et social très élevé: inflation , crise , dévaluation , détérioration des conditions de vie des grandes majorités du pays , perte de confiance chez les investisseurs et une très grave perte de prestige du gouvernement , particulièrement quand l'intervention de l'Etat dans la vie économique est amplement appuyée sur la Constitution , comme une des grandes réussites de la Révolution de 1910 , et qui devrait être un instrument de changement permanent pour le bénéfice social maximum .

Nous voulons souligner une fois de plus que la banque , la politique de crédit , la politique d'investissement et la politique fiscale , sont des instruments qui doivent être des éléments coordonnés d'un plan rationnel, celui-ci doit à la fin fortifier les rentrées réelles , la demande et le marché interne , l'emploi et les

disponibilités d'exportation , avec un bénéfice général pour les travailleurs , l'état , les investisseurs et les banques commerciales .

Nous savons que l'armée d'une nation doit être une machine efficace presque automatique au service de l'intérêt national , et par conséquent , un instrument sous les ordres du Président ou du chef d'état . Après la Deuxième Guerre Mondiale , l'armée de la France a inclus dans son statut le droit de désobéissance aux ordres donnés quand ils attaquent les droits humains et nous rappelons la version de la presse des événements de 1968 en France , quand l'armée française a refusé d'intervenir dans la répression des étudiants et des ouvriers .

Celui-ci est un exemple de la liaison des instruments avec les buts et de la nécessité de prévoir que les instruments n'aillent jamais contre les objectifs qu'ils doivent réaliser .

Nous allons mentionner une autre opinion critique sur le développement du Mexique , écrite en 1977 , par Armando Labra , à cette époque le Président du Collège National d'Economistes et Député au Congrès Fédéral , qui analyse le coût social de la conjoncture économique mexicaine . (40) "L'histoire récente du système capitaliste mexicain révèle la nature sousdéveloppé , colonisée et sur exploitée de celui-ci , sous la dépendance de l'évolution et de la crise générale du capitalisme ."

"A partir du milieu des années 40 , le pays adopte un modèle de développement appuyé sur l'accumulation de capital privé , dont le soutien économique a été la contention du coût de la main d'oeuvre , le sacrifice fiscal et l'endettement externe ."

"Le coût social de cette stratégie du développement s'est manifesté par des niveaux élevés de chômage , une concentration antipopulaire des rentrées et de

la richesse , et la marginalisation de la majorité de la population en termes d'accès à la culture et à la participation politique consciente . Dans ce processus la propriété des facteurs productifs et du pouvoir politique dans toutes leurs expressions de classe , ont consolidé une configuration élitiste ."

"...Entre les années 40 et 70 , ce modèle est resté presque le même , sous le nom de "développement stabilisateur" ; on a essayé de prendre comme base des décisions économiques : a) la stabilité de changes pour attirer l'investissement étranger ; b) la stabilité de salaires et de prix -pour contenir l'inflation et abattre les coûts- ; c) la stabilité du rythme d'endettement externe -pour maintenir à un bas niveau les charges fiscales en stimulant l'épargne privée - et d) avec tout cela mettre au point la stabilité politique . Les utilités ont été le seul facteur qui a pas été stabilisé ."

"Le grand objectif était la promotion de l'épargne privée pour financier l'investissement . Malheureusement , la théorie et la pratique économique avaient disqualifié cette intention , parce que l'épargne privée n'équivalait pas à l'investissement productif . Ainsi , les ressources accumulées dans un secteur minoritaire , ne sont pas en effet revenues à l'économie en termes sociaux et économiquement productifs , mais à travers la consommation somptuaire , les investissements spéculatifs et l'expatriation des capitaux . A cause de tout cela , la plus-value et la masse de bénéfices et de ressources engendrées par l'économie en préjudice du salaire et du Trésor , on été détournés vers des buts antiéconomiques et antisociaux."

"Dès le milieu des années 60 le gaspillage de l'épargne a commencé à affaiblir le taux d'investissement privé et à grossir la nécessité d'absorber des res

sources externes d'une façon accélérée . Le développement a changé dans les années 70 , quand la crise du système financier international a empêché l'accès stable , abondant et pas cher de l'épargne extérieure, alors l'Etat a commencé à couvrir les manques par un financement inflationniste ... "Au point de vue financier , le coût élevé de l'argent au Mexique (uni à l'inflation et au taux d'utilité relativement détérioré) et la facilité de financer les capitaux d'opération avec des appuis fiscaux , ont poussé l'épargne privée vers l'investissement en valeurs à vue , opérations en biens-fonds , etc. , stimulés par une politique monétaire obstinée à élever le coût du financement national en poursuivant la captation d'argent "chaud" de l'extérieur ."

"Au point de vue commercial , la politique de compression du salaire réel et la concentration des rentrées et de la richesse , ont produit le rachitisme du

marché interne . Celui-ci à son tour , a inhibé le reinves-
tissement . Finalement , la politique stabilisatrice des-
tinée à contenir l'inflation , a produit la dépression de
l'offre et , par conséquent des pressions inflationnistes
sans point de comparaison avec les antérieures et la crise
totale du système ..." "Il faut réviser rigoureusement la
politique fiscale , monétaire et du crédit , contrôler la
mobilité des changes en opérations de capital et la liqui-
dité excessive en pesos et dollars , en réduisant l'éva-
sion fiscale et en modernisant le patron tributaire ." (41)

Pour parler de notre situation actuelle ,
nous allons nous permettre de faire la transcription de
quelques paragraphes des conférences que le Ministre des
Finances Publiques et le Gouverneur Général de la Banque
du México ont donné à la XLIII Convention Nationale Ban-
caire .

En parlant de notre situation bancaire ,

le Ministre des Finances Publiques M. Julio Rodolfo Moc-tezuma (42) a exprimé "... C'est de cette façon que la captation bancaire , que avait eu une chute dramatique , a initié son processus de récupération .

Les taux de croissance , les prix qui étaient arrivés à des niveaux très élevés dans les mois d'octobre ont commencé à décroître pendant janvier et février .

La flottation du "peso" a répondu aux nécessités du marché et nous sommes arrivés à soutenir la libre convertibilité et transférabilité de notre monnaie ."

"L'amélioration que nous avons atteinte dans la balance de paiements est surprenante et très significative , tant par rapport aux exportations qu'au tourisme . "

"L'activité économique commence à se déplacer ; l'investissement public et privé s'initie , et de nouveaux espoirs sont conçus , des plans nouveaux , un esprit de lutte et une grande foi dans l'avenir ."

"Nous savons que c'est seulement le commencement ; que c'est trop tôt pour croire que les facteurs adverses ont cédé . Pour combattre il faut s'efforcer chaque jour davantage . Il sera nécessaire de continuer à combattre le processus inflationniste et la dollarisation de l'économie , en faisant des investissements , en créant des sources d'occupation , en donnant un plus grand dynamisme aux exportations et en augmentant la production ."

"Dans ce cadre , la politique financière du pays joue un rôle très important ."

"La principale tâche de la politique financière consiste à financer le développement à procurer un usage croissant des ressources internes pour employer les externes seulement comme complément à contribuer à la meilleure distribution de la rentrée , à stimuler la formation du capital , la production et à combattre la spéculation ."

"L'organisation du secteur financier public , d'accord avec la nouvelle structure administrative du gouvernement , désire d'atteindre la congruence de l'activité des institutions nationales mixtes de crédit avec la politique du gouvernement ."

"La création de la "Banque de l'ouvrier" devra canaliser à seule fin de l'épargne et de l'investissement les ressources des ouvriers et leur fournir de meilleurs services ."

"La Banque du Mexico sera constamment in-

formée du montant et de la destination de la dette et continuera à être , comme jusqu'à aujourd'hui ponctuelle et sérieuse dans le paiement des obligations contractées."

"La réforme fiscale intégrée dans la politique du Président Lopez Portillo s'occupe d'ailleurs des raisons conjoncturelles qui contribuent à augmenter le pouvoir acquisitif des secteurs de moindre rentrée , au moyen de son dégrèvement partiel ; affecte les rentrées excédentes pour combattre la spéculation ; encourage l'investissement productif et élève les impôts sur les articles de luxe ."

"On doit voir ces travaux comme une partie de la politique , tant financière que globale , il faudra maintenant faire de nouveaux pas , ouvrir de nouveaux chemins . Dans ce but on a préparé un ensemble de mesures qui veulent encourager l'épargne réelle du pays et élever sa permanence , comme prémisses fondamentales du financement

pour le développement ; contribuer à la desdollarisation de l'économie ; avancer dans la modernisation de la banque , en l'adaptant aux circonstances actuelles ; augmenter la capacité de réponse du système aux requêtes financières du pays ; établir des normes pour éviter des déviations en fortifiant la confiance dans les institutions de crédit ."

"L'ensemble de ces mesures constitue un "paquet" c'est à dire qu'elles doivent être considérées comme un tout , tant parce qu'elles obéissent aux mêmes principes de politique , que parce qu'elles se trouvent interrelationnées entre elles ."

"De cette façon le nouveau schéma inclut la mise en ordre , la restructuration et la simplification des instruments de captation actuels . Il sera plus facile pour l'épargnant de réaliser ses opérations et pour l'institution bancaire les procédures seront plus dégagées et opportunes ."

"On a exploré , d'ailleurs , neufs instruments de captage , qui permettent de diversifier la marché et d'enrichir ses formes d'opération , qui contribuent à fortifier la confiance , qui rendent propice le rapatriement des capitaux et le processus de desdollarisation et qui aiguillent les nouvelles possibilités d'épargne du pays."

"Pour atteindre l'objectif d'élever l'épargne réelle des mexicains dans peu de temps on mettra en vigueur des dispositions "de la Banque du México" qui permettront que les taux d'intérêt s'ajustent aux conditions du marché, on abandonnera des systèmes rigides qui provoquent si fréquemment des distorsions, l'intérêt pour l'épargne en devises qu'on paie au México , gardera une relation plus étroite avec les taux internationaux . "

" Nous estimons que cette disposition augmentera l'efficacité de la captation bancaire et contribuera à la desdollarisation ."

"Le nouveau régime d'encouragement , que la Banque du Mexico mettra en vigueur prochainement , est très important . D'accord avec celui-ci , les institutions bancaires pourront destiner au crédit une proportion plus grande des ressources additionnelles captées de préférence pour les activités encadrées dans l'alliance pour la production ."

" Le Secrétariat des Finances et du Crédit Public a formulé des règles sur la concentration des crédits de la part des institutions financières du pays . Dans celles-ci on signale les montants maximums qui peuvent être donnés à une personne physique ou morale ou à un groupe en qualité de financement , en parlant du critère de considérer ses biens patrimoniaux , qui impliquent une responsabilité commune et un plus grand indice de risque."

"Cette mesure tend à rendre propice une distribution adéquate des ressources au bénéfice d'un plus

grand nombre de personnes , elle se complete avec une autre mesure , relative aux opérations passives , qui établit le total des responsabilités que chaque institution peut contracter en faveur d'un seul créancier , ce qui élimine le danger de tomber dans des mécanismes viciés , et impose les critères que recommandent les bonnes pratiques bancaires . Toutes les deux ont la ferme intention de fortifier le prestige des institutions de crédit , en assurant l'accomplissement des entreprises de service ."

"En outre , "le paquet" à disposition du Ministère des Affaires Economiques de caractère fiscal , aura une répercussion favorable sur le marché des valeurs. Le placement des valeurs dans le public , à travers la bourse , jouira les bénéfices fiscaux qu'octroie la Loi . La mise en oeuvre de cette procédure évite l'incertitude du traitement fiscal des opérations de la bourse. "

"Pour propicier aussi le développement du

marché des actions et des obligations , on canalisera les ressources de la banque vers les bourses de valeurs . Avec cela , il faudra propicier le placement diversifié des titres entre le public , on donnera de la liquidité au marché , et cela facilitera l'acquisition future des valeurs par les entrepreneurs . "

"D'ailleurs, le Gouvernement Fédéral a constitué à "la National Financière" un fidéicomis dont le patrimoine est celui des droits sur six millions et demi tonneaux de pétrole brut , que le Gouvernement a acheté au "Petroles Mexicains" , avec cela , la National Financière fera une première émission de certificats de participation ordinaire pour une valeur nominale de deux millions de "pesos" amortissables en trois ans . "

"Les certificats dénommés "pétrobons" , seront enregistrés à la Commission Nationale des Valeurs et seront inscrits dans la bourse , pour procurer de la liquii

dité aux entrepreneurs qui en ont besoin et fortifier avec cet instrument les opérations de marché secondaire ."

"Pour sa part le Gouvernement , agira en programmant l'activité du secteur financier para-étatique ; il fortifiera les politiques et les mécanismes de la Commission Nationale Bancaire afin qu'elle accomplisse , chaque fois avec plus d'efficacité , ces fonctions de surveillance et de consultation ; en reorganisant la Commission Nationale des Valeurs pour qu'elle rende plus active sa fonction promotrice et régulatrice du marché des valeurs , qu'elle affirme la confiance du public , et qu'elle se diversifie et se consolide comme moyen pour capter l'épargne réelle et permanente ."

Pour sa part , le Gouverneur de la Banque du México , a parlé des problèmes fondamentaux; les voici:

(43) "Appuyés sur l'expérience du passé , et ayant pour base le réalisme , nous avons entrepris , un

programme économique national , qui a comme but précis d'abattre le chômage et d'encourager le développement équilibré de la nation ."

Il a surtout parlé de la participation de l'épargne interne , de l'amélioration du secteur externe et de l'efficacité des institutions de crédit .

Comme premier point il a exprimé:

"La stratégie de la politique monétaire que doit toujours contribuer au succès des objectifs doit mettre en mouvement la pleine utilisation de nos ressources . Par conséquent , on devra tâcher d'optimiser l'assignation de l'épargne , d'abaisser les pressions inflationnistes , d'éviter les fluctuations brusques dans le taux de change , et d'établir une politique des taux d'intérêt en monnaie nationale et étrangère qui induise à une plus grande rétention globale dans le système , principalement en monnaie nationale ."

"De cette façon il sera possible d'assurer la réalisation de l'investissement productif en amplifiant les ressources disponibles pour des prêts totaux en veillant avec attention les nécessités urgentes de quelques secteurs productifs et en fortifiant les mécanismes d'intermédiation. La captation de ressources de la banque privée et mixte a montré une croissance moyenne hebdomadaire , pendant les deux premières mois de 1977 , d'à peu près 1,500 millions de "pesos" , par rapport à 164 millions en 1976 , et 244 millions en 1975 ."

Comme second point il a ajouté , que l'amélioration des prix internationaux de quelques matières premières a représenté une rentrée additionnelle de 285 millions , à cela a contribué aussi l'exportation du pétrole et de ses dérivés , les produits chimiques et pétrochimiques ainsi que le rendement des usines sidérurgiques , ces dernières en substitution des importations d'acier .

"La réserve brut de l'or , argent et devises de la Banque du México est monté à 1,617 millions de dollars . Durant les dernières semaines , de ces trois derniers mois , les banques ont a été du public en moyenne deux millions de dollars par jour en billets , en dehors des opérations normales , ce qui constitue un signe clair de la confiance qui est revenue dans le public épargnant modeste ."

"Le taux de change fluctuant tend à faire réfléchir avec une plus grande réalité sur notre position en relation avec l'extérieur . Apres avoir maintenu pendant vingt-deux ans un taux de change fixe , le processus d'adaptation à la nouvelle situation a été lent et difficile mais c'est ainsi qu'on a obtenu peu à peu un marché plus stable . Cependant la traditionnelle liberté des changes est encore en vigueur , il y a un marché très limité de futurs qui s'il se développe permettra de réaliser ces transac

tions en monnaie étrangère ."

En parlant de l'efficacité des institutions de crédit , c'est à dire , comme troisième point , le gouverneur de la Banque du México a parlé de la conjoncture actuelle "... le processus d'intermédiation financière demande que les institutions de crédit du pays , comme principaux acteurs de ce processus , intensifient leur activité d'accroissement et de captation d'une épargne croisssante . Il est aussi essentiel qu'elles assignent d'une façon efficace les ressources , conforme à la nouvelle stratégie de politique financière."

"Il correspond aux autorités monétaires , d'orienter et de fixer les bases pour que l'intermédiation se réalise de la façon la plus efficace comme c'est le cas à travers des fonds de financement de deuxième étape dont les résultats d'appui à la production , évitent des déviations qui signifient l'abandon des objectifs de poli-

tique économique générale ."

"On peut ajouter à ceci que , les autorités financières du pays sont en train d'adopter le paquet de mesures qui donnera des facilités aux institutions de crédit pour réaffirmer sur des bases plus solides l'importance stratégique dans l'intermédiation financière et encore plus , de l'amélioration de la technologie bancaire."

"La transcendance du paquet mentionné peut être apprécié en considérant que , conformément à l'accroissement de la captation de ressources , dans des ajustages aux régimes d'encaissement , il s'est établi un appui initial de 2,000 millions de "pesos" de crédits additionnels aux programmes de produits de base et des branches qui intègrent l'alliance pour la production ."

" D'ailleurs , avec l'adoption d'une politique de flexibilité et de simplification dans les instruments de captation , on a donné un pas transcendantal pour

encourager le marché financier sur des bases plus réalistes et de compétence , ce que donnera certainement une adéquate captation des ressources et permettra la réalisation des opérations de crédit des banques qui n'avaient par réagi à temps à la conjoncture actuelle . De même afin de s'occuper en forme adéquate des conditions du marché et d'encourager le processus de "desdollarisation" , nous devons rapprocher les rendements de l'épargne en monnaie étrangère dans le système bancaire à ceux qui prévalent dans les marchés internationaux ."

2.2 LA LEGISLATION EN VIGUEUR

Le cadre juridique de la Banque Centrale

au Mexique comprend des dispositions constitutionnelles et de législation ordinaire , ainsi que des attributions de différentes autorités .

Le Congrès Fédéral , a des attributions

pour "donner la base aux emprunts sur le crédit de la nation , pour approuver les emprunts , pour reconnaître et commander le paiement de la dette nationale" , selon l'article 73 , § VIII. , dans la Constitution en vigueur à partir de 1917.

En 1946 cette attribution a été conditionnée , en ajoutant au texte de la § VIII: "aucun emprunt ne pourra être conclus sinon pour l'exécution des travaux qui produisent directement un accroissement des recettes publi

ques , sauf les emprunts conclus dans un but de régularisation monétaire , les opérations de conversion et les emprunts conclus dans une situation de nécessité déclarée par le Président de la République aux termes de l'article 29 (cet article est applicable en cas d'invasion , de perturbation grave contre la paix publique et dans tout autre situation qui met en danger la société).

La § X de l'article 73 , donne au Congrès la faculté de légiférer sur les institutions de crédit et pour créer une banque d'émission unique contrôlée par le gouvernement fédéral , tandis que la § XVIII reproduit la disposition déjà mentionnée dans la Constitution de 1857 "pour établir des maisons de monnayage , fixer les conditions de la monnaie , déterminer la valeur de la monnaie étrangère ..."

En 1942 , les attributions du Congrès ont été spécifiquement étendues pour inclure l'établissement

de contributions générales et spéciales sur diverses activités , notamment les institutions de crédit (§ XXIX de l'article 73) , pour des raisons de convenance de la politique fiscale , et du principe de compétences expresses pour le pouvoir fédéral .

Il faut faire allusion aux attributions de trois Secrétariats du pouvoir exécutif liées avec les fonctions de la banque centrale et avec le système national de crédit :

Le Secrétariat (ministère) des Finances et du Crédit Public intervient à divers titres en matière de politique monétaire et de crédit . Il a des attributions pour diriger cette politique , pour intervenir dans tout ce qui concerne le crédit public et pour exercer les fonctions que lui donnent les lois relatives aux institutions de crédit , ainsi que pour administrer la dette publique de la Fédération et du Département du District Fédéral (Ca

pitale du Mexique).

Le Secrétariat de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques , en plus de ses propres fonctions , a aussi pour mission d'organiser et d'orienter le crédit rural , forestier et l'élevage , en coopération avec le Secrétariat des Finances et du Crédit Public .

Un Secrétariat de la Programmation et du Budget a été créé en décembre 1976 et a reçu comme fonction principale celle "d'obtenir les données et d'élaborer avec la participation des groupes sociaux intéressés , les plans nationaux , des secteurs et des régions pour le développement économique et social , le plan général des dépenses publiques de l'Administration Publique Fédérale et les programmes spéciaux qui sont commandés par le Président de la République . "

Les attributions mentionnées des Secrétariats sont fixées par la Loi Organique de l'Administration

Publique Fédérale. (44)

Avec les antécédents déjà exposés , nous ferons ensuite , l'analyse de la Loi Organique de la Banque du México par rapport aux fonctions de cette institution , celles-ci seront comparées plus tard , avec les fonctions théoriques et les principes fondamentaux de la politique monétaire .

Selon l'opinion de J.Rodriguez et Rodriguez , la législation mexicaine , avant la II^e Guerre Mondiale , a suivi des principes communs aux législations allemande , belge , espagnole , italienne , suédoise , suisse et américaines .(45) Ces principes consistent à réglementer en détail , la création qui n'est pas libre , des institutions bancaires ; la mise en place d'organismes gouvernementaux pour les contrôler ; la réglementation de l'organisation interne et de l'administration des institutions , de leurs fonds minimums , la fixation de coeffi-

cients pour leurs réserves et placement de ces réserves dans les actifs offrant des garanties de liquidité et de sécurité ; la réglementation des opérations de crédit pour éviter les confusions d'intérêt et les fonctions arbitraires , une large publicité ; les interventions spéciales lorsque les institutions deviennent ou menacent de devenir insolvables .

A la Banque du México la Loi Organique en vigueur établit le régime de société anonyme pour cette institution , la durée indéfinie , son siège social dans la ville de México et son capital de cinquante millions de "pesos" , souscrit à 51% par le Gouvernement Fédéral et par les institutions commerciales de crédit à 49%.

La souscription des actions de la Banque du México est obligatoire pour toutes les institutions qui reçoivent les dépôts du public , ainsi que pour toutes les filiales des banques étrangères ; et la même souscription

est requise pour les institutions de crédit qui veulent faire des opérations réservées aux institutions associées à la Banque Centrale Mexicaine .

La valeur des actions à souscrire est déterminée par la Banque du México , en proportion au capital des institutions . (47)

Les fonctions de la Banque du México sont énumérées par la Loi , d'une façon influencée par le critère traditionnel :

I.- Régler l'émission et la circulation de la monnaie et des échanges sur l'extérieur ;

II.-Agir comme banque de réserve vis-à-vis des institutions associées et comme chambre de compensation pour celles-ci ;

III.-Former et administrer les réserves requises dans les buts déjà mentionnés ;

IV.-Réviser les résolutions de la Commiss

sion Nationale Bancaire qui sont liées dans ces buts ;

V.- Agir comme représentante financière

du Gouvernement Fédéral dans les opérations de crédit externe ou interne , ainsi que dans l'émission et l'attention des emprunts publics et fournir le service de trésorerie au Gouvernement ;

VI.-Participer au Fonds Monétaire Inter-

national et à la Banque internationale de Reconstruction et de Fomentation et faire des opérations avec ces institutions , en représentation du Gouvernement .

Il faut souligner que la fonction considérée comme la plus importante par la généralité des économistes et des banquiers , à savoir , le contrôle du crédit , n'est pas inclus dans l'énonciation légale des "fonctions" de la Banque du México , sinon que c'est à travers la description des opérations de la Banque du México que ce contrôle est établi .

A notre avis , cet ommission constitue une déficience importante de la technique juridique , explicable seulement par les circonstances historiques initiales de la Banque du México, déjà commentées plus haut , avec lesquelles la banque a commencé à exercer ses attributions d'une façon très modeste , avec timidité et dans le but de conquérir lentement la confiance du public et celle des banques commerciales .

Actuellement , il faut que la Banque Centrale agisse d'une façon plus ouverte , et plus en accord avec les si grandes responsabilités qu'elle est appelée à remplir .

D'ailleurs , les fonctions de la Banque du México correspondent au critère de la théorie générale exposée au premier chapitre , sauf que , précisément en raison de ses responsabilités , nous pensons que le rôle de la banque centrale comme conseillère du gouvernement

devrait être explicitement inclus à la Loi Organique , par rapport aux attributions du Gouvernement (Secrétariat de Programmation et Budget) dans ce domaine "...d'obtenir les données et d'élaborer avec la participation des groupes so ciaux intéressés , les plans nationaux , des secteurs et des régions pour le développement économique et social , le plan général des frais de l'Administration Publique Fédérale et les programmes spéciaux qui sont imposés par le Président de la République ." (48)

Nous passons maintenant à examiner les dispositions de la Loi sur les différentes fonctions de la Banque du México .

La Loi répète la disposition de l'article 28 constitutionnel , qui donne à la Banque du México le monopole d'émission et lui donne aussi l'autorisation de créer ses propres billets . Ceux-ci ont une circulation légale et sans limite de quantité pour faire des paiements.

La Nation est responsable en tout temps de la valeur des billets et de la monnaie en espèces émis par la Banque , et celle-ci a l'attribution de régler et de contrôler leur circulation , conformément aux besoins du public .

Ni le Gouvernement Fédéral , ni les Etats ou les Municipalités , ne peuvent émettre aucun document susceptible de circuler comme monnaie , ils ont aussi l'obligation d'empêcher que d'autres institutions ou d'autres personnes les émettent (49) .

La Banque doit disposer à tout moment , d'une réserve suffisante pour soutenir la valeur du "peso". Cette réserve ne pourra jamais être inférieure au 25% de la quantité de billets mis en circulation et des obligations de la Banque , à vue en monnaie nationale .

La réserve sera composée au minimum de 80% d'or et de devises ou de change étranger , qui ne doit être affectée d'aucune restriction de la part des Etats in

téressés . L'excédent du 20% sera payé en espèces (lingots ou monnaie d'argent) .

La Loi considère comme devises ou change étranger:

- les billets de banque et les pièces de monnaies étrangères ,
- les chèques , ordres de paiement , acceptations , virements , lettres de change et autres traites payables aux 7 jours avec signature de premier ordre ,
- les dépôts à vue , ou à terme sans excéder de 14 jours , auprès des banques étrangères de premier ordre et payables en monnaie étrangère ,
- la disponibilité auprès du Fonds Monétaire International de l'excédent dans la participation de la Banque au Fonds Monétaire International , après de déduire les débits chargés à la Banque du Mexique .
- l'or et l'argent de la réserve , ainsi

que ceux que la Banque obtient dans ses opérations , peuvent être déposés dans des banques ou des établissements étrangers de premier ordre moyennant l'approbation du Conseil d'Administration de la Banque .

La valeur des éléments de la réserve et de ceux à recevoir par la même banque , font l'objet de règles d'évaluation :

-pour l'or , l'argent , les devises étrangères qui représentent le passif réel de la banque (en or ou en monnaie étrangère) , la valeur de réalisation commerciale ,

-l'or et les devises qui ne sont pas compris au paragraphe précédent: la valeur de réalisation ; toutefois le Conseil d'Administration peut retenir le prix de revient si celui-ci est inférieur au prix du marché ,

-l'argent monnayé non inclu dans la réserve ou destiné au monnayage: la valeur monétaire ,

-l'argent non monnayé: la valeur d'inventaire fixée par le Conseil , qui ne peut excéder le prix prévalant dans le marché international ,

-les monnaies fractionnaires de cupro-nickel et de bronze: la valeur monétaire.

La Loi confère à la Banque un droit de préférence pour acheter à égalité de prix , l'or ou les devises des institutions associées . A la demande de la Banque , celles-ci sont obligées d'aviser la Banque sur leurs positions en or , en devises et en change étranger , et de lui transférer , au prix des marchés publics , toute quantité d'or , de devises ou de crédits à vue ou à terme sur les autres banques du pays ou de l'étranger , en excès de leurs obligations dans ces monnaies ; (50)

La Loi autorise la Banque du México à faire des opérations en or , en argent , en devises étrangères ; la réception de dépôts , l'émission de bons ,

l'acquisition et l'escompte de virements ou lettres de change et d'autres documents similaires , l'octroi de crédits aux institutions nationales (publiques) de crédit et , aux institutions associées, la garde des dépôts , l'achat , la vente de titres et de valeurs et les opérations avec celles-ci ; l'émission de chèques , de lettres de crédit , de chèques de voyage , la réception de crédits et de prêts , les opérations avec les institutions étrangères , l'intervention comme chambre de compensations avec les institutions associées ; les autres opérations connexes . (50)

L'argent (lingots ou monnaie) appartenant à la Banque ne doit jamais excéder de 25% la valeur de l'or et des devises libres appartenant aussi à la Banque .

Les opérations d'escompte avec les institutions associées ont lieu à base de documents de crédit qui peuvent être :

-des documents émis par les institutions

associées avec signatures de solvabilité bien connue ,

-des titres de dépôt bancaire , de crédits hypothécaires , de bons financiers , émis ou garanties par des institutions de crédit ,

-des titres émis par la Trésorerie de la Fédération ,

-des bons ou obligations émis ou garantis par le Gouvernement Fédéral ,

-des lettres de change sur marchandises en transit ;

Le crédit à octroyer ne pourra jamais excéder le 80% de la valeur de la garantie .

Par rapport à la situation économique de la République , le Conseil d'Administration de la Banque du México fixe , par voie de dispositions générales , les taux d'intérêt et les échéances pour les escomptes , les prêts et les crédits de la Banque .

La Loi interdit les arrangements de prêts ,
d'escomptes ou d'autres type de crédits pour ne pas qu'ils
deviennent des opérations permanentes ou quasi permanentes
par voie de rénovation , substitution ou prorogation .

L'article 32 de la Loi contient une dis-
position très importante: "Les institutions de crédit ne
pourront pas porter au débit de leurs clients des intérêts ,
des primes ou des escomptes inférieurs au minimum , ni des
excédents au maximum que la Banque sera autorisée à fixer
en tout temps , sur les opérations entre ces institutions
et leurs clients . Les dispositions prises par la Banque ,
seront d'application uniforme , mais la Banque peut fixer
des normes générales différentes dans des régions ou des
localités diverses . En ce cas , le Conseil d'Administra-
tion devra entendre l'Association des Banquiers et la Com-
mission Nationale Bancaire , avant de prendre des disposi-
tions quelconques ." L'article 34 fait le complément en

attribuant à la Banque du México la fixation des limites pour l'émission ou garantie de bons , de titres , d'obligations ou d'acceptations de la part des institutions de crédit .

En outre , les institutions de crédit qui reçoivent des dépôts à vue , à terme ou des comptes d'épargne , sont obligées de maintenir auprès de la Banque du México un dépôt sans intérêt , en monnaie nationale , proportionnel à leurs engagements de chaque type déjà mentionné et à leurs autres passifs exigibles . L'encaisse sera déterminée par la Banque entre les limites inférieures à 5% et supérieures à 20% cependant , lorsque la situation du pays l'exige , la Banque , par décision du Secrétariat des Finances Publiques , peut élever la proportion jusqu'à un 50% .

Par rapport aux dépôts à vue ou à terme , en monnaie étrangère , la Banque peut demander aux insti-

tutions de crédit plus de 20% d'encaisse et peut aussi autoriser la constitution de celui-ci en devises .

Les résolutions de la Banque et du Secrétariat des Finances sur l'encaisse , auront un caractère général , mais elles peuvent aussi faire une application différente pour certaine région , pour un certain type de dépôt ou pour une localité spécifique .

Dans les opérations de la Banque du Mexico avec le Gouvernement Fédéral et avec d'autres autorités (article 38 à 44 de la Loi) , la Banque sera dépositaire de tous les fonds qui ne sont pas utilisés immédiatement par le Gouvernement , la Banque sera aussi chargée des services de la dette publique à l'intérieur et à l'extérieur , et la Banque agira comme représentante du Gouvernement pour le recouvrement et le paiement à l'étranger . La Banque aura une intervention dans toutes les opérations bancaires requises par le service public , sauf si cette intervention

est attribuée à une autre institution par une loi .

L'administration de la Banque et l'exercice de ses fonctions sont effectuées par le Conseil d'Administration et le Directeur Général . Le Conseil se compose de cinq conseillers représentants de titres de la Série "A" et quatre conseillers représentants de titres de la Série "B" . Une minorité de la Série "B" représentant le 15% du capital social de base , a le droit de désigner un conseiller , mais aucune institution relevant de cette Série ne peut désigner plus d'un conseiller .

A l'origine la Loi Constitutive de la Banque du México avait établi que la Série "A" avait le droit de récusation jusqu'à trois conseillers de la Série "B" et celle-ci jusqu'à quatre conseillers de la Série "A" . Le Mémoire du Secrétariat des Finances Publiques de 1923 à 1926 (52) a commenté que: "Ce droit de récusation de la part des deux séries , est très important , surtout à l'é-

gard de la faculté octroyée à la minorité pour obliger la majorité à choisir des conseillers qui garantissent la confiance de la minorité . Sans doute , qu'au sujet de l'admiministration de sociétés commerciales , de banques spécialement , le facteur personnel est une question d'importance transcendante et le droit de récusation permet à chacune des séries d'influer puissamment sur le comportement de l'autre , pour l'empêcher d'amener à l'administration de la Banque des personnes de moralité douteuse , de mauvaise réputation , de caractère discutable , ou bien , des représentants d'intérêts étranges aux vrais intérêts que la Banque doit servir ."

Cette norme de recusation a été supprimée par une réforme postérieure et n'existe pas dans la Loi en vigueur . Toutefois , la norme d'intégrer au Conseil des personnes qualifiées et dignes de respect , a été accomplie , comme un principe de la respectabilité de l'institution banque

caire mexicaine .

Les conseillers restent deux ans en fonction ; ils peuvent être réélus , et ils doivent avoir des rapports avec l'activité bancaire , industrielle ou commerciale de la République . Il est interdit aux personnes élues à des postes d'élection populaire d'être conseillers , ainsi qu'aux fonctionnaires ou employés de la Fédération , des Etats ou des municipalités , ou du Département du District Fédéral , sauf à ceux qui ont une charge d'enseignement et aux hauts fonctionnaires du Secrétariat des Finances et du Crédit Public , qui peuvent occuper deux sièges de conseiller .

Les opérations de change extérieur et d'intervention sur le marché des valeurs , sont faites par une commission exécutive composée de trois conseillers de la Série "A" désignés par le Conseil , celle-ci fixe le taux de change international et ses marges d'opération ,

donne les directrices pour les achats et les ventes d'or ,
de devises et d'argent (lingots ou monnaie) , fixe la proportion de devises par rapport à l'or de la réserve et décide le maniement de toutes les autres ressources de change de l'institution , ainsi que les interventions de la Banque sur le marché des valeurs .

La surveillance est faite par un Commissaire de la Série "B" .

La Loi dispose qu'à la fin de chaque exercice une estimation de l'actif de la Banque doit être faite , les bénéfices sont déterminées , et après avoir déduit l'impôt sur les bénéfices , on affecte le 10% au fonds de réserve , accumulable jusqu'à la valeur du capital autorisé ; du reste , un dividende de 6% maximum est attribué aux actionnaires de la Série "B" ; et , on attribue alors le montant approuvé par l'Assemblée , au fonds d'assistance , aux employés et aux fonctionnaires , ainsi qu'aux autres

fonds spéciaux de réserve ; le solde va au Gouvernement
Fédéral ..

Avec les bénéfices du monnayage et les in
térêts penaux sur le dépôt obligatoire , on constitue des
fonds spéciaux de prévoyance et de stabilisation ; le pre-
mier pour couvrir les soldes débiteurs qui sont la consé-
quence des placements autres que ceux en métal et devises
ses , ainsi que des frais de monnayage et d'émission de mon-
naie .

Les relations de la Banque du México avec
le Gouvernement Fédéral sont maintenues à travers le Sécr
tariat de Finances et de Crédit Public .

A partir de 1971 , le Ministre des Finan-
ces a assumé la Présidence du Conseil d'Administration de
la Banque du México .

Avec la représentation du Gouvernement Fé
déral , le Ministre des Finances a la faculté de veto sur

les résolutions du Conseil ou de la Commission de Changes et de Valeurs de la Banque , quand il s'agit de:

- normes générales sur des opérations qui ont des effets sur le volume et la composition de la circulation monétaire ,

- ceux qui ont des effets sur l'achat et la vente d'or ,

- ceux qui ont des effets sur les opérations et investissements en devises étrangères ou en titres ou documents à payer en monnaie étrangère ,

- prêts avec garantie de valeurs , or , devises ou argent (en lingots ou monnaie) en possession de la Banque ou en dépôt à son compte , à l'étranger ,

- dépôts d'urgence dans les institutions associées pour les aider dans les cas de retraits extraordinaires de dépôts ,

- détermination des dépôts de banques asso

ciées pour l'encaisse , ainsi que pour la détermination du taux d'intérêt , des taux d'escompte et des primes au services du public de la part des institutions associées ; et de leur émission ou garantie de bons , de titres ou d'obligations ,

-résolutions de la Commission Nationale Bancaire et des approbations ou des refus par la Banque .

La Loi dispose aussi que le Secrétariat des Finances et de Crédit Public donnera une information à la Banque sur le mouvement de la Trésorerie de la Fédération, des situations, des recouvrements , des dépenses et de la dette , et lui donnera aussi , toutes les autres informations sur la situation des finances publiques .

Luis Sanches Lugo (54) fait la distinction entre trois types de politiques monétaires et de crédit :

-La politique de contrôle quantitative ,

qui consiste à l'intervention des autorités monétaires pour régler le volume total de la liquidité et du crédit ,

-La politique de contrôle qualitatif , qui oriente la direction du crédit vers les activités de haute priorité économique et sociale , spécialement dans les buts à long terme et de stimulation du développement économique ,

-Les politiques , aussi à long terme , qui cherchent le développement du système financier , en fortifiant la confiance publique dans l'argent et dans tous les autres passifs du système bancaire , à travers l'intermédiation efficace entre les sources de l'épargne et la meilleure utilisation de celui-ci .

"Parmi les instruments les plus efficaces pour régler aussi bien le volume du crédit total que sa canalisation , se trouve principalement le régime de l'encaisse légale , cependant , les autorités recourent à d'autres instruments complémentaires qui poursuivent des objectifs

d'effet ajouté et de type qualitatif ou promotionnel
les encaisses marginales , les taux et l'accès au réescomte
te , l'autorisation pour placer des instruments de capta-
tion ; le contrôle de la croissance des passifs ; la per-
suasion ; le contrôle de taux d'intérêt dans les opérations
actives et passives des institutions de crédit et les opé-
rations à marché ouvert . Ces instruments ont évolué au Méx
ique avec des caractères spécifiques , qui correspondent
aux besoins spéciaux de notre système ." (55)

N O T E S

- 1) Memoria de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público , pp.225 à 233.
- 2) Rapport du Président Plutarco Elías Calles du Septembre 1925 , devant le Congrès . Boletín , Secretaría de Gobernación , México , Sep. , 1925 , pp. 671 à 673.
- 3) Cfr. , Idem. , p.673.
- 4) Dans cette synthèse historique de la Banque du Mexico , nous avons pris les éléments des articles publiés à "Cincuenta Años de Banca Central" , par Ernesto Fernández Hurtado , Antonio Carrillo Flores et Manuel Cavazos Lerma. Op.cit. , pp. 15 à 122.
- 5) Journal Officiel du 31 août , 1936 , p. 16.
- 6) Fernández Hurtado, Ernesto , Op.cit. , p.26.
- 7) Cfr., Carrillo Flores , Antonio , Op.cit. , p.52.
- 8) Petricioli Iturbide , Gustavo , Política e instrumentos de Orientación Selectiva del Crédito en México , en Cincuenta Años de Banca Central , Op.cit. , pp.389 à 408 .
- 9) Fernández Hurtado , Ernesto , Op.cit. , p.26.
- 10) Orcí Gándara , Luis , Op.cit. , p.356.
- 11) Gómez Olivier , Antonio , Op.cit., p.276.
- 12) Molina Enríquez ,Álvaro , Educación para el Desarrollo , Secretaría de Educación Pública , México , 1970 , pp. 23 à 39.
- 13) Cfr. , Ortiz Mena, Antonio , Desarrollo Estabilizador ; Una Década de Estrategia Económica en México , El Mercado de Valores , N°44 , Nov. 1969 , Nacional Financiera .
- 14) Cfr. , Idem.
- 15) Idem.
- 16) Secretaría de Hacienda y Crédito Público , Dirección General de Estudios Financieros, Cuenta de la Hacienda Federal e Informes Anuales del Banco de México , S.A.

- (17) Escobedo , Gilberto , The Response of the Mexican Economy to Policy Actions , Rev. Federal Reserve Bank of St. Louis , june 1973.
- (18) Idem.
- (19) Bases par la Regionalización de la Administración Fiscal Federal , p.8.
- (20) Composición Sectorial del Producto Interno Bruto; 1960 , 1965 , 1969 . Banco de México , S.A. Informes Anuales .
- (21) Lamartine Yates Paul , El Desarrollo Regional de México , Banco de México , S.A. , 1961.
- (22) Secretaría de Hacienda y Crédito Público et Banco de México , S.A. , dans Cuentas Nacionales y Acervos de Capital , consolidados por tipo de actividad económica , México , 1967.
- (23) Indicadores Económicos BANXICO. décembre 1973.
- (24) Cfr. Cuentas Nacionales y Acervos de Capital Consolidados y por tipo de actividad económica , 1950-1967 et Informe Anual 1970-1971 del Banco de México , S.A.
- (25) Navarrete Eduardo , Las Dos Caras de la Moneda , Comercio Exterior e Industrialización . Julio de 1970. dans Cuestiones Económicas Nacionales, p.363 , Banco Nacional de Comercio Exterior , S.A.
- 26) Secretaría de Educación Pública , 1970 , Crecimiento y Desarrollo Económico, p.149.
- 27) Los Ingresos del Sector Público Federal y la Política de Finanzas Publicas para 1971 , Rev. des Banco Nacional de Comercio Exterior , Año 1972 , p.17
- 28) La Política Económica para 1972 , Complementación y Desarrollo , p.18. , Publié par Banco Nacional de Comercio Exterior,
- 29) Idem., p.17.
- 30) Idem., p.49.
- 31) Après la dévaluation de 1976 , la révision légale est fait chaque année .
- 2) La valeur par exportations de marchandises est passé de 17, 42 millions de pesos en 1971 à 20,816 millions en 1972 ,

c'est à dire une augmentation de 22.1% , Dirección General de Estadística , Banco de México , S.A. , 1971 .

(33) Idem.

(34) Cfr. , Medidas para Combatir Presiones Inflacionarias , Rev. , du Banco Nacional de Comercio Exterior, S.A. , julio 1973 , pp.602 et ss.

(35) La Economía Nacional en Cifras 1974-1975 , Nacional Financiera , S.A. , et Dirección General de Estadística , Banco de México , S.A. , 1975 .

(36) Padilla Aragón , Enrique , Ciclos Económicos y Política de Estabilización et México Desarrollo con Pobreza , Editorial Siglo XXI , México , D.F. et Informe Anual del Banco de México , S.A. de 1975 .

(37) La Economía Mexicana en Cifras , Nacional Financiera , S.A. , 1975 y 1976 et Dirección General de Estadísticas .

(38) Dirección General de Estadística , Op.cit. , dans indicadores Económicos , agosto 1975 , p.38 , et diciembre 1975 , p.30 . , México 1975-1976.

(39) Indicadores Económicos , Op.cit. , abril 1975 , p.30.

(40) Labra M. , Armando , El Gasto Social de la Coyuntura Económica Mexicana , en Política Económica , Vol.VII , N°4 , 5°Bim. de 1977 , pp. 411 a 416 .

(41) Mario I. Blejer a publié un livre "Dinero , precios y balanza de pagos: la Experiencia de México 1950-1973" , publié par CEMLA , México , 1977 , dans laquelle il analyse ces trois éléments à travers un modèle mathématique de corrélations ; et où il souligne aussi l'importance de l'origine et les buts du crédit public et privé , ainsi que les possibilités et les limitations de la banque centrale . En outre , il expose l'effet transitoire des dévaluations par rapport à la balance de paiements et au taux d'inflation . Cet auteur arrive à des conclusions analogues à celles des autres auteurs déjà mentionnés plus haut , dont les études sont inclus dans la publication "Cincuenta Años de Banca

Central" , Op.cit .

- (42) A 1977 Julio Rodolfo Moctezuma été le Ministre , mais par problèmes d'application de règles du Fonds Monétaire International , a présenté son renonce cette année .
- (43) Romero Kolbeck , Gustavo , Un Nuevo Patrón de Desarrollo Compartido , Política Económica , Op.cit,pp. 126 à la 130 .

"Sans grandes banques , le socialisme ne pourrait pas s'édifier . Celles-ci constituent "l'appareil de l'Etat" dont nous avons besoin pour créer le socialisme , et que nous pensons , déjà formées , du capitalisme ; notre tâche à cet égard , consiste simplement à transformer ce qui , sous le capitalisme , mutile cet excellent appareil , et le rendre plus grand ... Une seule banque d'Etat , géante , avec des succursales dans chaque district rural , dans chaque usine , constituera neuf parties sur dix de l'appareil administratif socialiste .

Elle sera la seule à tenir les livres de tout le pays , à tenir la comptabilité nationale de la production et de la distribution des biens ; elle sera comme le squelette de la société socialiste ."

CHAPITRE

III

LINEAMENTS DE LA BANQUE CENTRALE
EN DROIT COMPARE
ET DU
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

3.1 P A N O R A M A G E N E R A L M O N D I A L

Le docteur Hans Aufricht, conseiller du Département Légal du Fonds Monétaire International (1), en faisant la comparaison entre les banques centrales du 21 pays, a conclu que les objectifs économiques et sociaux, d'une façon générale, sont la stabilité monétaire, le développement des ressources productives du pays pour la prospérité économique de bien-être de la population, et on fait mention quelquefois de l'emploi (en Australie, au Ceylan et aux Philippines) et des rentrées réelles, ainsi qu'à d'autres expressions par rapport aux objectifs économiques et sociaux qui étaient en vogue durant la II^e. Guerre Mondiale.

Dans la majorité des cas, les banques centrales sont considérées comme personnes juridiques,

sous forme de sociétés anonymes ou sociétés publiques de capital avec un certain degré d'autonomie et toutes les lois des banques centrales établissent un conseil de gouverneurs , et un fonctionnaire exécutif , président du conseil ou directeur général . Les fonctions principales sont attribuées dans les domaines de la monnaie , le crédit et la banque (garde et administration des réserves légales et internationales) , et ces attributions prennent part aux fonctions théoriques mentionnées au premier chapitre de cette thèse .

Aufricht (2) commente par rapport aux relations entre la banque centrale et le gouvernement:

"L'établissement et le maintien de relations efficaces de travail entre la banque centrale et le gouvernement , sont comprises entre les principaux objectifs d'une législation et la politique constructive sous l'autorité des banques centrales . Celles-ci , sont conçues

comme institutions autonomes avec des attributions exclusives ou primordiales dans les affaires de leur compétence . Dans les cas où les banques centrales ont reçu des facultés discrétionnaires amples , par exemple , la détermination et modification du taux de réescompte , traditionnellement on a souligné l'importance de permettre que les organes compétents de la banque exercent de telles attributions avec une indépendance absolue vis-à-vis des autres autorités ou bien en limitant au minimum l'interférence de celles-ci . Mais dans les fonctions comme conseilleuses financières ou agents fiscaux de leurs gouvernements il faut que les banques centrales coopèrent très étroitement avec ceux-ci . En général , les opérations et pratiques des banques centrales peuvent être complétées et fortifiées par des mesures adéquates d'autres autorités ; mais , par contre , celles-ci peuvent être gênées ou annulées par des mesures gouvernementales pas conciliantes avec les buts et

les normes de la banque centrale . En effet , il est probable que des conflits se produisent entre le banque centrale et les autres autorités quand le gouvernement et la banque adoptent des résolutions différentes à cause d'un intérêt commun à tous deux ; par exemple quand la banque adopte et recommande des mesures antiinflationnistes , et que le gouvernement se montre rétif ou impuissant , ou les deux choses , pour mettre un frein à une tendance inflationniste . Si dans la Loi et dans la pratique chaque banque a un degré considérable d'autonomie , on peut espérer une relation efficace de travail entre la banque et le gouvernement , à condition que :

1) L'autonomie de la banque dans les affaires de sa compétence exclusive ou primordiale soit dûment garantie et respectée par les autorités gouvernementales ;

2) Il faut une union efficace entre la

banque et le gouvernement dans toutes les questions auxquelles celui-ci doit coopérer et , notamment , qu'il y ait une coordination effective des décisions de la banque avec celles émises par d'autres autorités ; et

3) Qu'il y ait des procédures efficaces pour résoudre les conflits entre la banque et le gouvernement ... On doit distinguer deux périodes dans l'histoire récente des banques centrales: la première comprise entre 1920 et 1936 , quand l'aspiration générale était que la banque centrale ait le maximum d'indépendance par rapport au gouvernement . A cette époque les anciennes banques étaient réformées et les autres étaient créées . La seconde période commence dans les dernières années de la décade 1930 , quand dans la législation bancaire on ordonnait et préconisait une interaction généralement plus étroite entre la banque centrale et le gouvernement ... En plus de conseiller dans des cas concrets sur une situation ou une opéra-

tion , les banques centrales donnaient leur avis à travers leurs activités de recherche , d'investigations de faits , d'analyses et de publications concernant les questions monétaires ... Une banque centrale peut participer aux délibérations d'un organisme gouvernemental créé dans le but de coordonner les politiques et les activités de la banque avec celles d'autres autorités du pays ..."

Aufricht fait mention de la Loi de la Banque Centrale d'Australie dans laquelle on prévoit que s'il y a des opinions différentes entre le Trésorier et le Conseil de la Banque , le Trésorier recommande au Gouvernement l'action à suivre et le Gouvernement peut ordonner au Conseil de la Banque cette action-là sous la responsabilité du Gouvernement , mais le Trésorier envoie une copie de l'ordre émis et de ses justifications , ainsi qu'une copie des expositions faites par le Conseil de la Banque , aux deux chambres du parlement . Par rapport à la Loi de la

Banque du México , Aufricht (3) pense qu': "Il est étonnant que dans la Loi Organique de la Banque Centrale il n'existe pas de garanties de procédure qui permettent au Conseil d'Administration de faire l'exposition de leur opinion au Gouvernement , à la législature ou au public ..."

3.2 LA BANQUE CENTRALE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

O. Moreau-Neret , Président de l'Institut d'Etudes Bancaires et Financières , a décrit dans une vue panoramique , les fonctions de la banque des pays européens et le rôle des banques centrales (4).

"A un certain moment il existe dans un pays une quantité déterminée de moyens de paiement ; mais , selon les époques , les habitudes , la conjoncture , une partie plus ou moins grande de celles-ci demeure entre les mains de leurs possesseurs et parfois pour les montants qui dépassent largement leurs besoins immédiats ; spécialement dans une période d'expansion où des emplois nombreux ont besoin d'un financement important , tout doit être mis en

oeuvre pour dégeler cette partie inactive , afin que , déposée dans un organisme collecteur de capitaux , elle puisse participer au développement de la vie économique .

"... Mais le rôle du banquier ne s'arrête pas là ; investi d'un pouvoir véritablement extraordinaire , il crée lui-même de la monnaie ; par l'escompte , il transforme des créances lointaines en moyens de paiement immédiats ; lorsqu'il accorde un prêt à un industriel , il donne à celui-ci des possibilités de tirage sur lui et ce prêt permet à l'industriel de régler les fournitures qu'il a reçues ou les salaires dont il est redevable ; suivant une formule célèbre , 'loans make deposits' , mais , en ce cas , le bénéficiaire du dépôt n'est pas la Banque qui a fait le prêt , mais les banques de ceux qui seront réglés grâce à ce prêt . Cette faculté de créer de la monnaie nationale s'entend aux achats faits par la banque de devises étrangères pour sa clientèle , lorsque la balance de paiements

est excédentaire , ainsi qu'aux souscriptions de bons du Trésor , quand celui-ci s'adresse au marché pour combler une insuffisance des recettes de l'Etat . Mais ce pouvoir s'il comporte d'immenses avantages pour la communauté et pour le banquier , présente le grave inconvénient de la facilité ; la tentation est grande de résoudre , par ce moyen de la création de monnaie , les problèmes financiers qui se posent , et il faut au banquier une grande force de résistance pour ne pas se laisser entraîner . S'il doit fournir les moyens de financement nécessaires à l'épanouissement de l'économie , il ne faut pas que ses excès entraînent des désordres monétaires , et il doit constamment mesurer cette limite variable , où sa faculté créatrice comporte pour la communauté plus de mal que de bien . Le crédit peut être un stimulant , s'il favorise la progression du produit national sans élévation des prix ; mais il peut dépasser son but , s'il encourage exagérément la consommation aux

dépens des investissements . Il est hereux que le banquier puisse suppler à l'insuffisance des capitaux que fournit l'épargne ; il ne faut pas que finalement il détermine une inflation dont les conséquences peuvent être dommageables aux intérêts du pays . L'Institut d'Emission , qui transforme en billets de banque une part de la monnaie scriptural que les banques ont créé , a la mission de veiller à ce que la masse monétaire globale se maintienne , dans un équilibre harmonieux . Mission délicate entre toutes , puisqu'il faut concilier les impératifs de la production avec le souci d'un ordre monétaire rigoureux , éviter l'inflation sans provoquer la stagnation économique” .

” Il est donc habilité à exercer une action constante sur l'activité du système bancaire , et est investi du pouvoir de ralentir la cadence des créations de monnaie , de les orienter ou de les stopper . Nombreuses sont les formes de cette action , qui varient selon les

pays et selon les époques . Naturellement , l'Institut d'Emission , par les divers taux qu'il pratique pour le réescompte , les avances ou les pensions , facilite ou restreint le développement des crédits que les banques peuvent offrir à leur clientèle ; mais dans une conjoncture expansionniste , et dans une période de dépréciation monétaire , ces taux ne jouent plus qu'un rôle secondaire . Il peut également intervenir sur le marché monétaire , système qui présente une grande souplesse , puisqu'en ce cas la Banque Centrale peut opérer dans les deux sens , pour donner aux banques des facilités nouvelles , ou pour éponger les liquidités qu'elle juge surabondantes . Parfois , des méthodes quantitatives on été mises sur pied , afin de limiter le recours des banques à l'Institut d'Emission , au moins dans les pays où elles sont obligées de s'adresser à lui ; c'est aussi que des plafonds de réescompte des effets de commerce ou d'avances sur titres peuvent obliger les banques à arrêter

leur création de monnaie scripturale . Un autre procédé , susceptible d'ailleurs de se combiner avec ce dernier , consiste à obliger les banques à souscrire ou acheter dans des proportions déterminées , des valeurs du Trésor: rentes dans certains pays , titres à court terme dans d'autres ; ou à conserver un montant minimum de papier susceptible d'être réescompté hors plafond . La limitation quantitative des créations de monnaie scripturale peut être obtenue par une méthode plus simple et plus brutale : l'Institut d'Emission décrète que les prêts consentis par les banques sous diverses formes ne doivent pas dépasser le montant atteint à telle date , ou ne peuvent présenter qu'un excédent , calculé en pourcentage du montant pris pour référence . Parfois enfin la constitution de réserves obligatoires qui sont versées à l'Institution d'Emission , diminue la quantité de capitaux qui , normalement , aurait pu servir à consentir des prêts ; si la banque ne perçoit

aucun intérêt pour les sommes ainsi retirées du circuit normal , le coût de ses ressources s'en trouve d'autant majoré ."

3.3 LA BANQUE CENTRALE EN FRANCE

Henri Fournier , Directeur Général honoraire de la Banque de France (5) dit aussi que la monnaie est créée , non pas quand intervient le réescompte de la banque d'émission , mais auparavant , au moment où une banque transforme une créance indisponible sur le marché des biens et des services en un solde créditeur immédiatement utilisable dans les règlements par écritures . De sorte qu'une banque centrale moderne est surtout appelée à substituer des billets de banque à la monnaie scripturale déjà existante . Selon Fournier , le caractère irréfutable de cette analyse devait nécessairement conduire à étendre le contrôle de l'Etat à l'activité des banques . Ainsi se trouve justifié , dit Fournier , ce qui est appelé en France le contrôle du crédit et , plus généralement , la politique monétaire .

Dans ce pays les pouvoirs de tutelle et de contrôle exercés sur le système bancaire se partagent entre la Direction du Trésor , la Banque de France , le Conseil National du Crédit et la Commission de Contrôle des Banques . Cette répartition forme un compromis entre le souci du Trésor d'être autorité unique , et les dangers d'une confusion totale entre le pouvoir politique et le pouvoir monétaire .

Le Ministre des Finances , en outre , est responsable devant le Parlement et l'opinion publique , de la situation de la monnaie , de la politique du crédit et du contrôle des professions financières .

En conséquence , le ministre dispose de pouvoirs légaux ou réglementaires qui résultent du droit conféré au Gouvernement de nommer les titulaires de certaines hautes fonctions ainsi que l'organisation des comités (Conseil National du Crédit , Commission de Contrôle

des Banques , Comité des Bourses de Valeurs) auxquels la puissance publique a délégué une partie de ses attributions .

Sont nommés par décret le Gouverneur et les Sous-Gouverneurs de la Banque de France , le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et consignations , le Gouverneur et les Sous-Gouverneurs du Crédit Foncier de France , le Président-Directeur Général et les directeurs du Crédit National , le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole . En plus , sept membres sur douze du Conseil Général de la Banque de France sont désignés par le Ministre des Finances ; le Directeur du Trésor est le censeur de la Banque de France et du Crédit National .

D'ailleurs , sur 43 membres , le Conseil National du Crédit en compte 21 , nommés par le Ministre des Finances et 14 de droit , fonctionnaires ou dirigeants

d'établissements publics et semi-publics de crédit . Le Conseil a pour Président et Vice-Président le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France . Fournier ajoute (6) :

"L'énumération qui précède -et qui n'est pas limitative- montre l'étendue des moyens directs ou indirects dont dispose le Ministère des Finances pour contrôler les activités financières et faire prévaloir son point de vue . Il est cependant juste d'ajouter que l'autorité n'exclut pas le dialogue ."

Fournier souligne que l'évolution du rôle de la Banque de France vers celui d'une banque centrale s'est accompagnée d'une réforme de son statut administratif par les lois de 1936 et de 1945 dont , la première a démocratisé l'institut d'émission en remplaçant les quinze régents par un conseil général composé de représentants d'intérêts économiques , d'organisations syndicales , de

hauts fonctionnaires et de deux membres élus par les actionnaires . La Loi de 1945 a nationalisé la Banque en transférant à l'Etat la propriété des actions . Le Conseil Général comprend aujourd'hui outre le gouverneur , les deux sous-gouverneurs et deux censeurs désignés parmi les directeurs du Ministère des Finances , douze conseillers: quatre membres de droit (le Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations , le Gouverneur du Crédit Foncier de France , le Directeur Général du Crédit National , le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole) , un membre élu au scrutin par le personnel, et sept conseillers nommés par décret pris sur le rapport du ou des ministres intéressés (dont l'un représente les intérêts économiques généraux et les six autres le commerce , l'industrie , l'agriculture , le travail , etc.) .

De cette façon , selon l'opinion de Fournier , la Banque de France paraît se trouver dans une po-

sition moins forte qu'auparavant vis-à-vis des pouvoirs publics , d'autant que le gouverneur n'est pas nommé à temps , comme les présidents d'autres banques centrales , et qu'il est révocable . Mais , selon Fournier , la réalité est que les relations entre la Banque et le Gouvernement ont presque toujours été excellentes même dans les périodes où , les besoins de la Trésorerie ayant conduit le Gouvernement à faire appel au concours de l'Institut d'Emission , la négociation des conventions d'avances a permis au Gouverneur d'exprimer son point de vue sur la situation des finances publiques .

Nous faisons la transcription des observations de Fournier sur le partage des attributions entre la Banque de France et les autres autorités monétaires:

"-aux termes des statuts , le Conseil Général détermine le taux des escomptes et le taux des avances . Mais , bien entendu , toute variation du taux offi-

ciel de l'escompte fait l'objet de consultations préalables entre le Ministre des Finances et le Gouvernement" ,

"-le Conseil Général fixe les modalités de l'escompte (choix des effets , échéances) et des avances sur titres (désignation des valeurs acceptées en garantie) ; il délibère, sur la proposition du Gouverneur , tous traités généraux ou conventions" ,

"-la Banque de France est l'institution administrative du Conseil National du Crédit . Les services préparent les études et les rapports , ainsi que les décisions de caractère général et de caractère individuel soumis à l'examen du Conseil . En outre les décisions de caractère général chargent fréquemment la Banque de France de fixer par voie d'instructions les modalités d'application desdites décisions , ou même , lui délèguent le pouvoir de prendre dans certains limites , des mesures d'exécution . C'est ainsi que la Banque de France est habilitée

à arrêter le taux minimum des réserves obligatoires à la condition que ce taux ne dépasse pas le 10% (décision du 10 janvier 1967) ". ,

"-enfin la Banque de France fournit à la Commission de Contrôle des Banques le personnel nécessaire à l'accomplissement de sa mission et , en particulier , les inspecteurs qui ont , aux termes de la Loi , la compétence pour effectuer des contrôles complémentaires au siège des banques et des établissements financiers ."

Le baron Hottinguer , Président de l'Association Professionnelle des Banques de France , parle de l'orientation de la banque dans ce pays (7) :

"Les institutions financières françaises , en général , et le système bancaire , en particulier , ont connu , au cours des trois dernières années , une évolution extrêmement rapide . Cette évolution n'est pas terminée . Bien des mesures , parmi celles qui ont déjà été

prises , ont encore besoin de temps pour développer leurs effets . Mais le sens du mouvement est d'ores et déjà bien clair: il tend à éliminer , dans la structure et le fonctionnement des circuits financiers , des facteurs de rigidité qui , jusqu'à une époque récente , survivaient aux politiques protectionnistes et dirigistes progressivement abandonnées depuis l'entrée de la France dans le Marché Commun . A une juxtaposition de circuits plus ou moins cloisonnés entre eux , et abrités des influences d'origine extérieure , ce processus vise , en définitive , à substituer un véritable marché capable de répondre aux besoins d'une économie dynamique et largement ouverte à la concurrence internationale ."

Il faut faire un commentaire par rapport à la structure et aux fonctions de la Banque Centrale de France et à ses relations avec le Gouvernement .

Nous avons vu que les fonctions de "l'Ins

tut Français d'Emission" sont pratiquement en la main du Gouvernement à travers les fonctionnaires désignés par celui-ci , et les consultations , préalables aux décisions importantes , avec les fonctionnaires du Gouvernement .

Cependant , il faut souligner les circonstances spéciales de la structure du Gouvernement et notamment , la présence d'une planification technique et efficace à la France , ainsi que d'une rationalisation de toutes les activités des politiques économique et sociale , qui ont donné au monde entier un modèle déjà bien connu .

Le pouvoir exécutif français , par conséquent , n'a pas la possibilité d'avoir une concentration de puissance absolue , ni de subir une déviation par erreur ou pour d'autres raisons , de telle dimension ce qui , par contre , peut se présenter dans les pays en voie de développement qui manquent des instruments techniques de planification et de contrôles institutionnels aussi perfec-

tionnés . En outre , les plans français sont soumis au Parlement et sont aussi passés à l'opinion du Conseil Economique et Social où il y a des représentants de la totalité des secteurs économiques et sociaux , de telle façon que ce dernier organisme agit comme la conscience de la nation française . (8)

En plus , la qualité technique des instruments de la planéation française , la banque centrale y compris , en sont un autre modèle , dont l'exemple dans le domaine de cette thèse , est l'étude , très importante , sur "La Politique Monétaire" écrite par Jaques Henry David , fonctionnaire technique de l'I.N.S.E.E. , de la Banque de France et du Conseil National de Crédit Français , qui a fait une analyse extraordinaire , à travers un modèle ma-thématique , des corrélations entre le niveau d'activité économique , le niveau des prix et des salaires , le ni-veau de l'emploi et de la masse monétaire , appuyé sur

l'expérience française et sur les principes théoriques les plus avancés et les plus objectifs . (9)

3.4 LA BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

Hermann J. Abs , Président du Conseil de surveillance de la Deutsche Bank (10) dit que le système bancaire allemand se caractérise par l'existence d'un grand nombre d'établissements et de groupes d'établissements bancaires , et se compose de grands banques ayant la forme d'une société anonyme , d'un grand nombre de banquiers privés et de banques régionales ou locales , de banques hypothécaires et de toute une série de banques spécialisées . Le Secteur public de la profession bancaire comprend les caisses d'épargne et leurs institutions centrales , les institutions de crédit financier de droit public et plusieurs institutions pour une mission spéciale .

La densité extraordinaire du réseau ban-

caire de l'Allemagne Occidentale est une expression très éloquente de l'intensification de la concurrence dans l'activité bancaire allemande . Il y a en Allemagne Fédérale un guichet de banque ou de caisse d'épargne pour chaque 1,600 habitants environ .

En 1967 , la réglementation officielle des intérêts créditeurs et débiteurs après avoir été en vigueur pendant 35 ans était levée . Auparavant , les plafonds des conditions bancaires pour les affaires de dépôt et de prêt étaient fixés par l'Office Fédéral de Contrôle de la Profession Bancaire , en accord avec la Deutsche Bundesbank et après avis des Associations Professionnelles des Banques . Avec la levée de cette réglementation , la concurrence en matière d'intérêts , limitée pendant des dizaines d'années aux seules affaires de crédit à cause de la fixation de plafonds , peut s'étendre désormais à toutes les catégories d'opérations de dépôt . La libération

des intérêts présente quelques inconvénients pour l'Institut d'Emission , entre autres , celui de compliquer l'influence que celui-ci voudrait exercer sur les taux d'intérêts au profit de la politique conjoncturelle .

"Dans leur pratique de placement , les banques commerciales allemandes n'ont pas à se conformer à des instructions précises venant des pouvoirs publics , sauf en ce qui concerne les dispositions légales en matière de detention de réserves minimales . Il n'y a pas de prescriptions administratives , notamment , concernant l'investissement de fonds en titres publics , ou l'affectation des ressources à certaines fins déterminées

Tous les établissements de crédit (sauf quelques établissements spécialisés) sont pourtant tenus de respecter les règles s'appliquant au capital propre et à la liquidité des institutions de crédit aux termes de la Loi relative à l'organisation de la profession bancaire ... Le respect

de ces règles , qui sont , à l'opposé des instruments de la politique de crédit de l'Institut d'Emission , des prescriptions réglementaires d'ordre structurel , est du reste la condition même de l'accès aux concours de refinancement de la Banque Centrale ." (11)

"Le rapport entre les banques et le marché des capitaux est plus étroit en Allemagne Fédérale que dans bien d'autres pays . Les institutions de crédit , en effet , dans leur totalité , prennent en porte feuille une part appréciable des nouvelles émissions de valeurs mobilières , à titre de placement propre ... La présence de personnalités notoires de la Profession Bancaire dans les Conseils de Surveillance d'autres entreprises que les banques (présence assez souvent mal interprétée à l'étranger) n'est pas tellement la conséquence des participations financières , en ce sens que les banques détiendraient des actions de l'entreprise en cause dans leur portefeuille ou

pourraient exercer le droit de vote en vertu du dépôt d'ac-
tions qu'elles gèrent (droit de vote incombant à la ban-
que) . En réalité , cette présence répond plutôt au souci
des entreprises d'avoir des conseillers financiers avisés
dans leurs organismes de surveillance ... Le système ban-
caire allemand , qui est un système universel traitant à
la fois les affaires de crédit , de dépôt et d'émission
dans le cadre d'un même établissement , a prêté souvent
matière à critique ... Cependant , les expériences illus-
trées par le rétablissement du marché financier allemand ,
sont entrées dans le concert international et l'élargisse-
ment des porte feuilles-valeurs dans notre pays , témoig-
nent en faveur de ce système et de son efficacité ."

Erich Achterberg , Directeur de l'Insti-
tut d'Histoire Bancaire Allemand , (12) fait une descrip-
tion synthétique du système bancaire de son pays et par
rapport à la Deutsche Bundesbank , créée par la Loi du 26

juillet 1957 , il mentionne que le Conseil Central de la Banque est composé des membres du Directoire et des Présidents des onze "Landenszentralbanken" . Le Conseil est présidé par le Président de la Bundesbank , qui est également Président du Directoire . Les membres du Conseil , sont nommés par le Président de la République Fédérale , les membres du Directoire sur proposition du Gouvernement Fédéral et les Présidents des Landeszentralbanken , sur proposition du Conseil Fédéral de la République (Bundesrat) .

Le Conseil Central de la Banque décide la politique monétaire et la politique de crédit de la Bundesbank , détermine les directives générales pour la conduite des affaires et les notifie pour leur exécution au Directoire et aux Landeszentralbanken .

Les Landeszentralbanken disposent d'organismes consultatifs composés d'experts économiques et de représentants ouvriers et employés travaillant dans le

secteur d'activité régionale des Landeszentralbanken .

Selon le texte de la Loi déjà citée ,
dans le cadre des compétences qui sont accordées à la Bundesbank en matière monétaire , dans le but de maintenir la stabilité de la monnaie , elle règle la circulation métallique et monétaire ainsi que l'octroi des crédits à l'économie . Elle veille également à ce que les paiements par virement en Allemagne est à l'étranger seeffectuent conformément à la réglementation bancaire . En plus du monopole de l'émission des billets de banque qui sont le seul moyen de paiement légal en Allemagne Fédérale , elle fixe le taux d'escompte et les taux d'intérêts pour ses opérations de refinancement .

La Banque Centrale Allemande est autorisée à acheter et à vendre des effets du Trésor et les bons du Trésor du Gouvernement Fédéral et des Etats Fédérés .

La Banque est aussi habilitée à exiger des établissements

financiers la constitution de comptes non productives d'intérêts , à concurrence d'un certain pourcentage de leurs engagements résultants de dépôts à vue , à terme ou d'épargne , et de fonds d'emprunts à court et moyen terme . Les taux de réserve ne doivent pas dépasser 30% pour les engagements résultants de dépôts à vue , 20% pour les dépôts à terme et 10% pour les dépôts d'épargne .

Andrew Shonfield dans une comparaison de systèmes économiques par rapport à la planéation , (13) souligne la fonction très importante de la Banque Allemande pour la reconstruction de la postguerre ainsi que pour l'efficacité des entreprises à travers la participation de fonctionnaires bancaires dans les conseils de surveillance de ces entreprises . Il commente aussi qu'il y a un degré favorable d'indépendance entre la Banque Centrale Allemande et le Gouvernement : "En Allemagne , la Banque Centrale , à un degré considérable , se réglemente par

elle même . Le plus que le Ministre des Finances ou le Ministre de l'Economie puissent faire , s'ils objectent une décision du Bundesbank , c'est de demander un sursis pour son exécution ... Le gouvernement , dans quelques aspects , dépend , vraiment de la bonne volonté des directeurs du Bundesbank , plus , que ceux-ci du gouvernement . La Loi limite la quantité d'argent que le gouvernement peut demander en prêt à court terme , soit directement au Bundesbank ou à travers l'émission de billets de la Trésorerie avec la permission de la banque , pour couvrir temporairement les vides dans ses finances produits par la hausse ou baisse dans ses finances produits par la hausse ou baisse saisonnières de paiements des impôts , à un plafond de trois mil millions ... " Shonfield mentionne aussi que dans maintes occasions la Banque Centrale Allemande a fait des recommandations de politique budgétaire au gouvernement et en a fait d'autres dans lesquelles la banque a

adopté des mesures apparemment contraires aux idées du gouvernement .

De tout façon , il est notable que la Banque Centrale Allemande maintienne une position de haute respectabilité technique et une possibilité d'action très ample comme conseillère auprès du gouvernement et comme régulatrice du crédit de l'économie .

3.5 LA BANQUE CENTRALE EN ITALIE

Antonelle Gerbi , Directeur des Etudes

Financières de la Banca Commerciale Italiana , (14) consi
dère que la Banque Centrale d'Italie est au sommet du syste
tème bancaire italien , non seulement pour les pouvoirs
que les lois bancaires lui attribuent en matière de créa-
tion de nouvelles banques , de réglementation de leurs o-
pérations , d'ouverture de nouveaux guichets et du contrô
le de l'application des normes qu'elle publie -par un or-
ganisme spécial appelé "Vigilanza"(surveillance)- mais
aussi et surtout parce qu'elle est et tend de plus en
plus à être le centre et le régulateur de tous les mouve-
ments monétaires et de toutes les opérations de crédits
qui ont lieu dans le système économique italien .

En 1947 , parmi plusieurs mesures prises
pour arrêter l'inflation , a lieu la transformation de

l'institution du dépôt obligatoire au regard de la Banque Centrale d'un certain pourcentage de la collecte de fonds globale , c'est à dire , pas de distinction entre dépôts et comptes-courants , ni entre comptes à vue et comptes à terme , mais la conservation d'une référence au montant du capital: limite au delà de laquelle naît l'obligation de déposer un pourcentage de la dite collecte qui est fixée à dix fois le montant du capital , ce qui représente un pourcentage de 22.5% (la moitié environ de ce pourcentage pour les caisses d'épargne) , après avoir été le 25% depuis l'origine jusqu'en janvier 1960 . La Banque d'Italie est aussi le bailleur de fonds en dernier ressort , tout aussi bien pour faciliter les opérations journalières (au moyen d'avances et de paiements prorogés) , que pour subvenir à d'éventuelles exigences de trésorerie (moyennant le réescompte du porte feuille) . En vertu de ces opérations la Banque d'Italie exerce le contrôle fonctionnel

et actif du système et de chaque institution de crédit en particulier . La somme des réserves obligatoires , en 1968 , s'était accrue à un rythme plus rapide que la circulation fiduciaire . Gerbi dit que: "La Banque d'Italie retire ainsi , à travers le système bancaire , une somme presque égale à tout le papier-monnaie qu'elle a mis en circulation . La rigidité qui découle de ce rapport et les possibilités qui en résultent pour régulariser la liquidité du marché sont par ailleurs affaiblies par la destination finale des fonds ainsi recueillis . La moitié environ de cette réserve est constituée par des Bons du Trésor ordinaires et l'autre moitié est destinée à financer le Trésor par des crédits qui lui sont ouverts par la Banque d'Italie ... L'action du Trésor est non moins importante comme concurrent direct des banques dans la collecte de l'épargne , grâce au réseau serré des caisses postales ... Le Trésor est aussi le plus important opérateur sur le marché finan

cier , soit pour couvrir le déficit du budget , soit pour financer les travaux publics ou pour fournir les disponibilités aux administrations semiétatiques ... Le moteur du système est la Banca d'Italia , Banque Centrale , Banque de banques , unic institut d'émission et administrateur des réserves du Pays en devises étrangères ... La Banca d'Italia n'a pas de relations d'affaires avec le public , ne fait pas d'opérations d'escompte avec les particuliers ... Elle est omniprésente , soit parce qu'elle est la caissière du Trésor , soit parce qu'elle gère les chambres de compensation dans les principales villes italiennes , soit parce qu'enfin , par l'intermédiaire de l'Istituto Italiano dei Cambi , elle achète et vend les devises étrangères et règle ainsi le marché des changes . La multiplicité de ses fonctions est telle qu'il est difficile de la ramener à la formule classique selon laquelle la mission essentielle de la banque centrale est d'assurer la stabilité

té de la monnaie et la liquidité du marché . Ces pouvoirs , déterminés par la Loi Bancaire comprennent , outre l'admini-
 nistration du système bancaire (dénomination des banques et des instituts de crédit , ouverture de nouvelles banques ou de nouveaux guichets , absorption et fusion des banques , concordats , gestion bancaire des bureaux de perception des impôts et services de caisse et de trésorerie pour les administrations locales , etc .) , les plus amples pouvoirs de surveillance sur la gestion de toutes les institutions de crédit . Cette surveillance s'exerce par la centralisation méthodique de statistiques détaillées , par les inspections effectuées par ses fonctionnaires dans les sièges des institutions de crédit et par des instructions spéciales ou même des prescriptions explicites quand les circonstances les rendent nécessaires ."

La Banca d'Italia est dirigée par le Gouverneur .

Sa nomination comme celle du Directeur Général et du Sous-Directeur Général , a lieu par délibération du Conseil Supérieur , présidé par le membre le plus ancien . Cette nomination est soumise à l'approbation du Président de la République , sur présentation du Président du Conseil des Ministres et du Ministre du Trésor , après avis favorable de tout le Cabinet Ministériel . En d'autres termes , cette nomination doit être ratifiée séparément et solidairement par tous les membres du Gouvernement et par le Chef d'Etat , rendant ainsi le pouvoir exécutif responsable de la politique suivie par la Banque .

Le Conseil Supérieur de la Banque est formé par le Gouverneur , le Directeur Général , le Sous-Directeur Général et par treize Conseillers élus par les Assemblées Générales des participants tenues dans les treize principaux sièges de la Banque , permettant aux intérêts régionaux de se faire entendre . Gerbi pense que bien que la Banca d'Ita

lia soit sujette au contrôle du Trésor et qu'elle ait avec ce dernier des liens toujours plus étroits , elle n'a jamais été considérée comme un simple instrument du Trésor .

Pour tout ce qui concerne la politique économique et celle du crédit , l'avis du Gouverneur a toujours eu un grand poids . Comme cela a été le cas pour l'Allemagne , la Banque Centrale Italienne a joué un rôle très important pour la reconstruction économique de l'Italie après de la II^e. Guerre Mondiale et pour sa participation dans les buts de la Communauté Economique Européenne . Pour finir ce commentaire nous faisons la transcription des textes de Gerbi:

(15) "Une dernière caractéristique est la tendance de la Banca d'Italia à faire entendre sa voix . Loin de s'envelopper de mystère comme tant d'autres banques centrales , la Banca d'Italia se trouve constamment au centre des polémiques concernant les problèmes économiques du Pays ...

De même le Gouverneur ne cesse de combattre ce qu'il es-

time être des erreurs de politique économique , bien que celles-ci soient soutenues par les partis politiques , les syndicats , les représentants de l'économie privée ou même par le Gouvernement ..."

3.6 LA BANQUE CENTRALE EN BELGIQUE

La Loi portant sur l'organisation d'une Banque Nationale a été promulguée le 5 mai 1850 (16) .

Son promoteur , le Ministre des Finances Frère-Orban avait tenté de concilier des tendances étatistes ou , tout au moins , interventionnistes qui voulaient en faire une banque d'Etat et des opinions libérales qui prônaient les avantages de la banque libre . Le Gouvernement devait être armé contre toute mesure qui serait contraire à la Loi , aux statuts de la Banque et aux intérêts de l'Etat , mais , il convenait d'éviter la confusion du crédit public et du crédit privé , de prévenir de voir la Banque soumise à l'excès des pouvoirs publics et de voir se développer un financement abusif des besoins

du Trésor . Si bien il s'agit d'une société anonyme , la Banque Nationale , selon Brabandère et Pardon , "n'est régie par la législation sur les sociétés anonymes que dans la mesure où sa loi organique et ses statuts , approuvés par arrêté royal , ne lui imposent pas des devoirs spéciaux . En tant qu'établissement d'émission , de circulation et de dépôt , son activité est limitée , surveillée , rendue publique . En tant que Caissier de l'Etat , elle peut être assimilée à une section des finances: sa qualité de comptable public lui vaut d'être soumise à la juridiction de la Cour des Comptes . Elle n'est donc pas une véritable administration publique , encore moins une banque d'Etat à laquelle celui-ci fournit la totalité des capitaux , dont il nomme les employés qui sont des fonctionnaires , encaisse les bénéfices et supporte les pertes . Elle n'est pas non plus un établissement privé dont la direction et la gestion sont simplement soumises aux règles

du droit commun . Elle appartient à un type intermédiaire , son capital étant fourni par des particuliers exclusivement jusqu'en 1948 , pour moitié depuis lors , certains seulement des membres de ses conseils étant nommés par le Roi , son fonctionnement étant soumis au contrôle du gouvernement , ses bénéfices revenant en partie au Trésor ."

L'administration est celle d' une société anonyme , avec une assemblée générale des actionnaires et un conseil d'administration composé d'un gouverneur nommé par le Roi et de six directeurs nommés par les actionnaires . Les opérations sont contrôlées , d'une part , conformément au droit des sociétés , par un conseil de censeurs élus par l'assemblée générale et , d'autre part , par un commissaire du gouvernement nommé par le Roi , pour surveiller les opérations , et notamment l'escompte et les émissions de billets . Celles-ci doivent avoir une encaisse en or au moins égale à 33.33% du montant de ses billets et de ses autres

engagements à vue (après 1957) . Le privilège d'émission originel de 1850 , donnait aux billets de banque libre cours . Une Loi du 20 juin 1873 leur donnera un cours légal . Le but principal de l'institution était l'escompte , moyennant "des effets de commerce à ordre timbrés échéant au plus tard dans les cint vingt jours et garantis par trois signatures solvables" (article 19 des statuts).

Pour permettre l'escompte direct à la Banque , celle-ci s'était engagée à établir des comptoirs d'escompte , auprès des succursales de la Banque dans les Localités où le besoin y serait constaté . Ces comptoirs sont toujours des sociétés au nom collectif ayant pour objet d'examiner et de garantir par leur signature les opérations d'escompte proposées à la Banque Nationale . La Banque est libre d'appliquer le taux d'escompte qui lui paraît convenable , mais le bénéfice résultant pour la Banque de la différence entre l'intérêt de 3% et le taux de

l'intérêt perçu sur ses opérations d'escompte , d'avances et de prêt est attribué à l'Etat . Depuis 1948 , il y a une limite de 10 milliards pour les achats de fonds de l'Etat à long , court ou moyen terme .

Le statut légal de la Banque Nationale résulte actuellement de l'arrêté royal No. 29 du 24 août 1939 , modifié à différentes reprises , la dernière modification ayant été introduite par l'arrêté royal No. 42 du 4 octobre 1967.

La moitié du capital de la Banque , de quatre cent millions de francs , est souscrit par l'Etat belge , en actions nominatives et incessibles .

La Banque fait le service de Caissier de l'Etat .

En 1948 les bénéfices réalisés par la Banque pendant la guerre furent attribués à l'Etat qui s'en servit , à concurrence de 200 millions , pour souscrire à

l'augmentation du capital de la Banque de telle sorte que la moitié de celui-ci lui appartient . En même temps , la dette de l'Etat avec la Banque était amortie par le produit de la réévaluation de l'encaisse-or à la suite de la nouvelle définition du franc donné en 1944 et une partie était mise dans un compte d'avances , avec une autre mise comme dette consolidée . Cette dernière n'est pas productrice d'intérêt et figure en permanence pour un montant de 34 milliards à l'actif du bilan de la Banque . Brabandère et Pardon commentent: "On constate ainsi que l'Etat , par une série de jeux d'écriture a obtenu au lendemain de la guerre , les objectifs essentiels que l'on peut attendre de la nationalisation d'une banque centrale d'émission , sans avoir cependant à écarter les anciens actionnaires . L'Etat dispose de la maîtrise de la Banque , quoique l'autorité monétaire soit directement exercée , sous son contrôle , par le "Gouvernement de la Banque" , sorte de ma-

gistrature partiellement représentative de différents mi lieux économiques et jouissant d'une certaine indépendance de jugement , puisque , comme à son origine , on peut encore dire que la Banque exerce ses fonctions dans le do maine monétaire , sans pouvoir être accusée d'en escompter un profit et que l'Etat en recueille le produit sans être intervenu dans la décision ."

La politique d'"open market" sur le marché des fonds publics , a été confiée par un arrêté-loi de 1945 au Fonds de Rentes , de telle façon que la Banque n'y intervient pas directement .

Les autres opérations de la Banque , énu-
merées d'une manière strictement limitative par son statut légal , sont , le réescompte à l'étranger ; l'acquisition d'avoirs ou obtention de crédits à l'étranger ; ainsi que les opérations de change sur l'étranger . (Nous avons déjà mentionné l'escompte , l'achat et la cession de

X

lettres de change et autres effets , à 120 jours maximum , garantis par trois signatures solvables) ; le commerce des matières d'or et d'argent , les avances de fonds sur les lingots ou des monnaies d'or et d'argent ; le recouvrement d'effets ; la réception de sommes en compte courant et , en dépôts , de titres , métaux précieux et monnaies d'or et d'argent ; en outre , les avances en compte courant et les prêts à court terme sur nantissement d'effets publics à court , moyen et long terme . La Banque revêt aussi de son visa les acceptations bancaires ou commerciales représentant ces crédits destinés à favoriser les importations et les exportations et elle s'engage par là à les prendre à l'escompte lorsqu'elles n'auront plus que 120 jours à courir .

Le Trésor , à son tour , donne sa garantie aux établissements publics de crédit ; il participe au capital de nombre de sociétés paraétatiques , et assure le service des chèques postaux . Dans certains cas , l'Etat

accorde des garanties et des subsides en capital et en in térêts , pour favoriser certains investissements . Le Tré sor gère la dette publique , émet des emprunts à court , moyen et long terme et assure le paiement des intérêts et le remboursement des capitaux empruntés .

A partir de 1962 un coefficient de réser ve monétaire est instauré , qui répond à la préoccupation des autorités monétaires de disposer d'un instrument permettant d'agir directement sur le volume des disponibilités monétaires en circulation . La réserve monétaire est formée d'avoirs détenus en dépôt spécial à vue en francs belges auprès de la Banque Nationale de Belgique . Elle peut aussi , facultativement ou obligatoirement , être constituée par un dépôt auprès du Fonds de Rentes ou par la détention d'effets publics d'un type spécial . La poli tique de la réserve monétaire s'applique non seulement pour les dépôts monétaires proprement dits -les comptes à

vue et à un mois au plus- , mais également pour les engagements quasi-monétaires , c'est à dire les dépôts reçus en comtes à terme ou en carnets . Toutefois , des coefficients différents sont prévus pour tenir compte des différences dans la signification monétaire des uns et des autres . En 1964 , la Commission Bancaire , à la demande de la Banque Nationale de Belgique , a mis en application pour la première fois le coefficient de réserve monétaire , qui fixe à 1% du total des engagements monétaires et quasi-monétaires , en francs belges à la Banque Nationale ; dans l'intention de freiner la demande globale et réduire les tensions qui se manifestaient dans le secteur des prix .

A l'été 1965 , la tension conjoncturelle s'était atténuée et "les intermédiaires financiers" avaient adopté les recommandations de la Banque Nationale de Belgique , en ce qui concerne la modération du rythme d'expansion des crédits . Après le 15 juillet 1965 , l'obligation d'entrete-

nir des avoirs de réserve monétaire a été levée .

3.7 LA BANQUE CENTRALE AUX PAYS - BAS

Le Docteur J. Zijlstra , Président de la Nederlandsche Bank et Président du Conseil d'Administration de la Banque des Réglements Internationaux (17) expose que le système bancaire néerlandais a subi , depuis 1956 , d'intéressantes transformations . A part un fort mouvement de concentration , et une reprise sur une garde échelle des activités à l'étranger , la durée des crédits accordés au commerce et à l'industrie s'est allongée et la spécialisation par branches s'évanuit après les modifications apportées en 1956 à la Loi sur le Contrôle des Banques , le contrôle s'est fait , en principe , sur la base d'une délibération en commun entre la Banque Centrale et les organisations représentatives des banques . Les délibéré

rations avec ces organismes se sont déroulées de façon sa tisfaisante en toutes circonstances ; il a été possible de se mettre d'accord et les institutions intéressées se sont strictement tenues à la ligne de conduite convenue . Ce cadre institutionnel a pu fournir une contribution importante à l'exercice de la politique monétaire . En outre , dit le Dr. Zijlstra , l'examen en commun des questions , qui ont joué un rôle considérable lors de la mise en oeuvre de la politique monétaire , se trouve illustré par le fait que la possibilité réservée , par l'article 26 de la Loi Bancaire au Ministre des Finances , de donner des directives à la Banque , quant à la politique à suivre par cette dernière , n'a jamais été utilisée .

La Nederlandsche Bank créée en 1814 exerce maintenant ses fonctions dans le cadre juridique de la Loi Bancaire de 1948 et de la Loi sur le Contrôle des Banques de 1956. (18)

La Banque a le monopole de l'émission de

billets et a pour tâche générale , d'exercer une action ré
gulatrice sur la valeur de l'unité monétaire néerlandaise ,
d'une manière qui soit favorable à la prospérité du pays ,
en maintenant cette valeur aussi stable que possible .

Elle pourvoit la circulation monétaire aux Pays-Bas , pour
vu que celle-ci se compose de billets de banque ; facili-
te la circulation par virements aux Pays-Bas mêmes et favou
rise les règlements monétaires avec l'étranger . Elle exerce
ce le contrôle sur les banques , sur la base des prescripti
tions contenues dans la Loi .

Pour remplir ces tâches , la Banque est
autorisée à réaliser les activités suivantes:

-Emettre les billets de banque qui ont
cours légal ,

-Recevoir des fonds en compte-courant ,
effectuer pour les titulaires de comptes de ordres de
transfert et de paiement , effectuer des encaissements et

des compensations pour des tiers ,

-Escompter des traites et de billets à ordre avec deux ou plusieurs signatures , de bons du Trésor , des obligations amortissables dans un délai ne dépassant pas six mois ,

-Acheter et vendre des acceptations des banques néerlandaises, des bons du Trésor , des obligations cotées à la Bourse d'Amsterdam , émises par l'Etat ou dont le service des intérêts et amortissements sont garantis par ce dernier ,

-Acheter et vendre des ordres de transfert par lettre ou par télégramme , des chèques , des traités et autres papiers commerciaux les uns et les autres payables à l'étranger ,

-Accorder des avances à titre de prêt ou en compte courant , gagées soit sur de papier commercial susceptible d'être escompté ou acheté , soit sur des ti-

tres , des marchandises , des warrants , des monnaies et des métaux pouvant servir à leur fabrication ,

-Faire le commerce des métaux précieux ,

-Prendre en dépôt des titres , des valeurs , des warrants et d'autres objets de valeur .

La proportion entre les engagements immédiatement exigibles , d'une part , et les réserves en or et en devises , d'autre part , a été fixée en 1956 à 50% ; mais la couverture depuis 1948 n'a jamais été inférieure à 80%.

L'article 26 de la Loi Bancaire stipule que le Ministre des Finances peut , dans le cas où il le juge nécessaire pour assurer la coordination de la politique monétaire et financière du Gouvernement avec la politique de la Banque , donner à cet effet , des instructions à la direction . Le ministre est tenu d'entendre auparavant le Conseil de la Banque , la direction de la Banque ayant

la faculté de faire appel auprès de la Couronne , si elle voit quelque objection à être du même avis sur n'importe laquelle de ces instructions . Jusqu'à 1968 , dit Repelius , il n'a jamais été fait usage par le Gouvernement de la faculté de donner des instructions . C'est une chose notable , si nous considérons que la propriété des actions de la Banque est intégralement de l'Etat . Par conséquent , le droit de nommer les membres de la directions et les commissaires est maintenant exercé par l'Etat .

En ce qui concerne le partage des bénéfices , il a été décidé que ce qui reste du bénéfice auprès le versement du 20% qui doit être effectué au fonds de réserve , revient à l'Etat .

3.8 LA BANQUE AU LUXEMBOURG

Le système monétaire luxembourgeois est caractérisé par la circulation dans le pays avec égal pouvoir libératoire d'une monnaie nationale (le franc luxembourgeois) et d'une monnaie étrangère (le franc belge) , conformément au protocole spécial d'association monétaire belgo-luxembourgeois signé en 1963. Les deux monnaies ont la même valeur et le taux de change entre elles et à l'égard des monnaies des pays tiers sont fixés et modifiés de commun accord entre les deux pays .

Une autre particularité du système monétaire luxembourgeois (19) est l'absence d'une banque centrale et donc aussi , en pratique , l'absence du réescompte des effets de commerce luxembourgeois , mais le protocole prévoit la possibilité pour l'Etat et l'économie luxembour

geois d'avoir accès aux crédits susceptibles d'être accordés par la Banque Nationale de Belgique . Le franc belge est le véhicule du commerce extérieur et la Banque Nationale de Belgique est le réservoir de devises pour le Luxembourg. Les échanges extérieurs sont du reste réglés , en collaboration avec le Luxembourg , par la Belgique , qui conclut également les accords de commerce et de paiements intéressant l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ; et l'Institut Belgo-Luxembourgeois du change , créé en 1945 et géré en commun , règle les paiements avec l'étranger.

Le pays a suivi une politique financière prudente . Le Gouvernement a toujours pris soin de présenter un budget ordinaire en équilibre et l'endettement contracté par l'Etat pour les investissements durables est resté dans des proportions supportables pour l'économie du pays .

La charge annuelle de la dette publique

était en 1967 de 6.1% et en 1968 de 7.2% par rapport au total des recettes ordinaires .

La population luxembourgeoise jouit d'un niveau de vie élevé .

Pour l'année 1966 le niveau par tête en prix courants a été de 82,496 francs .

La Banque Internationale au Luxembourg maintient depuis 1856 le droit d'émission (fixé à 50 millions de francs en 1968) . Les autres émissions monétaires du Grand-Duché se font directement par la Caisse Générale de l'Etat , dont la gestion est confiée à la Caisse d'Epargne de l'Etat .

3.9 LA BANQUE DANS L'EUROPE

O R I E N T A L E

Nous ferons un commentaire bref de la banque dans les pays socialistes de l'Europe Orientale , en nous appuyant sur les expositions du Docteur George Garvy sur ce thème (20) .

Tous les flux financiers dans ces pays sont la conséquence des plans de production et de contrôles directs sur les dépenses . En fait , la moitié environ de la rentrée nationale de chaque pays découle du budget du gouvernement .

L'équilibre entre l'offre de biens de consommation et de services , et la demande monétaire de ceux-ci , est obtenu en vertu de décisions adoptées par les autorités des plans par rapport à la production , les prix et les salaires . L'équilibre du circuit d'argent ef-

fectif vient de l'égalité entre les paiements à la population , les salaires et autres , et la valeur monétaire des biens de consommation et des services produits par l'économie à des prix fixés et stables durant des périodes relativement prolongées . Ce sont les autorités de la planification et pas les autorités monétaires qui déterminent les ajustements que l'équilibre demande .

La propriété de l'argent n'attribue pas une possibilité de disposition des ressources . Même dans le secteur étatique , l'argent ne peut être utilisé qu'en accord du plan ; le crédit donne la capacité de disposer des ressources seulement si l'achat de ceux-ci a été prévu dans le plan . Le volume global du crédit est déterminé presque automatiquement par les objectifs de la production et de la distribution .

Dans les dernières années on utilise la différence des taux d'intérêt pour obtenir une meilleure

efficacité et pour favoriser des activités convenables du point de vue social , mais la règle générale est que le coût et la disponibilité du crédit ne sont pas le moyen pour changer l'utilisation des ressources . Le critère officiel commun est que la fonction essentielle du système de crédit consiste en redistribuer les soldes en effectif (soldes des entreprises temporellement superflus , excédents du budget et épargne des consommateurs) , plus qu'en la création de crédit .

Il y a une seule banque d'émission , chargée de régler la circulation des billets et d'administrer les réserves et les devises en coopération étroite avec le Ministre des Finances et le Ministre du Commerce Extérieur .

La "monobanque" est la seule source de crédit à court terme . Le crédit direct entre les entreprises est interdit .

Dans les pays communistes , l'intérêt principal de la politique monétaire est de garantir l'efficacité de la circulation de l'argent et du mécanisme de paiements , ainsi que de faciliter le bon rendement économique des entreprises .

La fonction de la monobanque dans l'administration économique a un avantage de caractère organique en contraste avec les ministères , organisées selon le principe des industries séparées , et en contraste aussi avec les institutions économiques régionales , la monobanque maintient un contact continue et étroit , pas seulement avec les branches des activités ou des régions , sinon avec toute l'économie .

Le caractère de la fonction de la monobanque dans le domaine de la politique monétaire , a été exposé par le Docteur O. Pohl , Directeur Général de la Banque d'Etat de la Tchécoslovaquie:

"Un plan structurellement solide et bien équilibré est d'importance décisive pour l'expansion d'une politique financière active . Une fois que les ressources sont employées d'une manière incorrecte , il sera trop tard pour que la banque adopte les mesures pertinentes . Il serait bon que la banque participe à une échelle plus grande dans la préparation et l'élaboration du plan , afin d'habituer cette institution à intervenir , avec ses propres connaissances et ses demandes , lorsque il est encore temps pour d'avoir une influence sur l'emploi prévu des ressources matérielles ; c'est à dire pour fortifier le caractère préventif de la fonction de la banque."

En outre , le crédit socialiste est un crédit planifié , spécifique , garanti , et payable à échéance fixe .

La Banque d'Etat n'octroie pas de crédit direct au gouvernement national ni à travers l'acquisition

de valeurs , ni d'aucune autre façon . Quelquesfois celui-ci reçoit un financement indirect quand la banque prête aux entreprises pour les habiliter à faire leurs paiements au budget du gouvernement .

Garvy dit que la reconnaissance des défauts et des difficultés dans les économies centralement planifiées , est maintenant une chose commune en Europe Orientale . Parmi les causes fondamentales de ces difficultés , se trouvent: une planification pour peu réaliste , inflexible et excessivement détaillée ; l'absence d'initiative qui résulte de l'insuffisance de stimulations ; la réaction non adéquate aux préférences du consommateur ; l'assignation défectueuse de l'investissement et un système de prix qui ne reflète pas tous les éléments du coût et s'appuie primordiallement sur des contrôles administratifs pour affronter les déséquilibres . Selon Garvy , les réformes économiques , en voie d'application , cherchent maintenant

à obtenir une meilleur efficacité dans la réalisation des politiques existantes et dans ce but elles essaient de supprimer l'excès de centralisation , particulièrement pour l'adoption des décisions , ainsi que de simplifier les mécanismes , de réduire le pouvoir des bureaucrates et de donner une plus grande force au jugement des experts.. A ce sujet , Garvy cite l'opinion de l'économiste Ota Sik , (22) comme suit: "Le plan national doit déterminer seulement les mécanismes macroéconomiques fondamentaux ; le développement adéquat doit être obtenu à traves des contrôles et des instruments économiques coordonnés , mais centralement déterminés (impôts , prix , structure des retrées et stimulations , crédit , intérêts , etc.) ; ... les entreprises doivent couvrir les coûts , les salaires en particulier , seulement avec leurs retrées , mais pas avec des subsides ; les prix doivent refléter les coûts et contribuer à réduire le déséquilibre entre l'offre et la

demande ."

Garvy ajoute que le but est maintenant , d'imposer des taux d'intérêt différents selon l'objectif poursuivi et le caractère du prêt ; par exemple , les taux qui résultent nécessairement comme conséquence d'un rendement pauvre , seront plus coûteux .

A travers plusieurs changements de caractère organique et opérationnel dans le financement tant de capital fixe comme de capital de travail , l'Europe Orientale reconnaît que certains principes économiques , considérés auparavant comme applicables seulement au système capitaliste , sont également en vigueur dans l'économie socialiste , tels que la fonction distributive du marché , le rôle de rationnement exercé par les prix et la nécessité d'imposer des limitations à l'action des autorités pour faire perpétuer les situations de déséquilibre . Le système de crédit , l'intérêt est maintenant considéré

comme un prix stabilisateur des financements et comme un instrument de politique économique .

3.10 LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Au cours et vers la fin de la II^e Guerre Mondiale , avec l'orientation des Etats-Unis et de l'Angleterre , une grande activité a été effectuée pour établir un système financier international , dans les linéaments des idées déjà exposées au milieu des années qui ont suivi la grande dépression (1929-1932) .

Ces activités ont été couronnées avec la création , en 1944 à Bretton Woods , New Hampshire , du Fonds Monétaire International et de la Banque International de Reconstruction et Fomentation .(23)

Les principes de cette institution ont été le résultat des négociations des projets de John Maynard Keynes , d'Angleterre et de Harry D. White des Etats-

Unis .

Le but du plan Keynes était: de créer un mécanisme pour l'ajustement des comptes entre les pays excédentaires et déficitaires dans le commerce international , et d'éviter le danger d'une autre dépression mondiale , à travers les types de change stables , fixés par rapport à une monnaie internationale et susceptibles d'ajustement en cas de déséquilibres fondamentaux , avec plusieurs politiques monétaires et fiscales pour les pays en déséquilibre , aussi que moyennant certaines conditions pour le crédit international .

L'institution était envisagée avec un pouvoir d'émission d'une monnaie internationale et pouvait financer les pays déficitaires pour équilibrer leurs balances de paiements , de façon à éviter les mouvements superflus des taux de change , mais les changes indispensables pour corriger un déséquilibre fondamental .

Le plan White avait prévu des taux de change fix avec les parités en terme d'or , et le but était d'obtenir la stabilisation des taux de change et la libéralisation des taux de change et la libéralisation des flux internationaux des biens , des services et des capitaux , à travers l'élimination des contrôles de change et les barrières, avec un fonds de réserves apporté par tous les pays et accessible pour tous ceux qui auraient des difficultés de la balance de paiements . Le binôme or-dollar et le plan White ont prévalu comme base du système et comme dénominateur commun de la valeur de toutes les autres monnaies ainsi que moyen de paiement international .

Les pays membres étaient obligés de suivre des politiques économiques pour éviter les déséquilibres dans leurs secteurs externes . Dans ce but le Fonds disposait d'un amas très important de monnaies ; mais quand le déséquilibre devenait un problème durable , il

était possible de modifier la parité , après consultation avec le Fonds .

Au début du fonctionnement du Fonds , l'équilibre externe consistait en une égalité entre les paiements et les rentrées par suite d'importations et d'exportations , respectivement , mais pendant les premières années qui ont suivi , un déficit ou un excédent était accepté dans des limites raisonnables ; et après cela , dans ces dernières années , le déséquilibre à long terme a été accepté , au compte courant , si celui-ci était financé par un excédent au compte du capital .

Le système favorisait la stabilité et la croissance du commerce mondiale , particulièrement de produits de pays développés , mais l'excessive dépendance du dollar permettait aux Etats-Unis de soutenir un déficit de balance de paiements pendant plusieurs années appuyé par les émissions de sa monnaie , tandis que les autres pays

industriels d'Europe et le Japon avaient des excédents dans leurs balances de paiements . D'autre part , les pays en voi de développement déficitaires étaient obligés dévaluer leurs monnaies et à un certain moment , le monde entier a eu des dollars en excés des réserves d'or des Etats Unis .

En 1969 devant la besoin d'une liquidité internationale plus flexible , plusieurs modifications ont été accordées au Fonds , entre autre , la création de "droits de tirage spéciaux" mais les mesures de base d'ajustements étaient ajournées . La confiance dans le système de Bretton Woods diminuait progressivement , des conversions massives de dollars en or et dans d'autres devises fortes ont mis le dollar sous de très grandes pressions et finalement , en 1971 , la convertibilité du dollar a été suspendue et tous ces éléments ont mis le système en crise . Les pays en voie de développement ont souffert des restrictions très graves

dans leur commerce international , ainsi que dans l'accès au marché de capitaux , et ils ont expérimenté une augmentation des obligations d'ajustement onéreuses .

A partir de 1972 , un groupe de représentants de 20 pays , pressé par les pays en voie de développement , a commencé à élaborer un projet pour réformer le Fonds Monétaire International , au milieu des positions antagoniques entre les Etats-Unis d'une part et les pays européens et le Japon d'autre . Les pays en voie de développement ont insisté pour que la réforme renferme le transfert de ressources réelles de pays excédentaires à des pays déficitaires en voie de développement . En 1973 , par raison de grandes perturbations économiques et financières , y compris l'augmentation dans le prix du pétrole , "le comité 20" ayant eu une séance à Rome , a reconnu qu'il fallait prendre des mesures urgentes ; et comme résultat une commission intérimaire a été créée pour conseiller

à l'assemblée des gouverneurs du Fonds sur l'administration et la modification du système monétaire , et sur l'ajustement et l'élimination des perturbations économiques . Une autre commission ministérielle a été créée pour le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement ; et en outre , au sein du Fonds un mécanisme a été établi pour financer les déficits produits par le prix du pétrole . Après plusieurs réunions et négociations , la Commission Intérimaire , à la Jamaïque en 1976 , a pris des accords très importants pour augmenter les quotes , pour permettre aux pays en voie de développement un plus grand accès au financement du Fonds et , avec un critère de souplesse et de réforme évolutive , deux linéaments étaient établis par rapport au régime de changes: le maintien d'une valeur pour chaque monnaie en droits de tirage spéciaux ou un autre dénominateur , l'or en étant exclu ; et la possibilité d'arrangements coopé-

ratifs pour maintenir la valeur de la monnaie par rapport à la valeur des monnaies d'autres pays (par exemple le serpent européen) .

Les pays membres sont obligés de fournir l'information au Fonds sur leurs politiques économiques et financières qui poursuivent l'objectif de stimuler la croissance économique ordonnée et la stabilité des prix . C'est à dire , on a reconnu explicitement pas seulement la relation existante entre les taux de change et la politique économique et financière , sinon l'importance d'une plus grande surveillance du Fonds Monétaire International pour garantir l'accomplissement et l'observance de ces politiques .

(24) Phillips Olmedo pense que: "le système de taux de change flexibles donne sans doute , lieu à des difficultés considérables de contrôle et oblige le Fonds à chercher de nouvelles techniques d'analyse et de surveill

lance . Si bien le système de flottement , plus flexible , peut aider à éviter une crise monétaire entre les grands centres , les fluctuations à court terme de taux de change et leur caractère parfois erratique , impliquent le nécessité de modérer ces fluctuations perturbatrices pour obtenir un système financier plus stable à long terme . Cette tâche aura besoin non pas seulement de l'intervention de la banque centrale aux marchés de changes , sinon qu'il faudra exercer des effets soutenus pour réduire les pressions inflationnistes à travers des politiques économiques et financières conduisant à un système monétaire stable et libre de crises ."

A la suite du rapport présenté en 1974 , au Conseil des Gouverneurs , par le Comité ad hoc sur la réforme du système monétaire international , un projet des amendements aux statuts du Fonds a été présenté et finalement le projet a été discuté et approuvé en 1978 .

Les modifications apportées aux statuts couvrent un domaine étendu , mais elles peuvent être regroupées sous les rubriques ci-après (25):

a) Choix par chaque membre des dispositions qu'il applique en matière de change ; possibilité d'adopter certaines dispositions générales ; et possibilité d'adopter un système de parités auquel les membres auront la faculté de participer , sous réserve à tout moment du respect de certaines obligations générales incombant aux membres et de l'exercice d'une ferme surveillance par le Fonds . (26)

Les dispositions nouvelles en matière de change reconnaissent que le but essentiel du système monétaire international est de fournir un cadre qui , à la fois , facilite les échanges des biens , de services et de capitaux entre nations et favorise une croissance économique saine et , en outre , qu'un objectif principal est

d'assurer de façon continue les conditions de base ordonnées , nécessaires à la stabilité économique et financière .

Chaque membre assume l'obligation générale de collaborer avec le Fonds et avec les autres membres pour assurer le maintien des dispositions de change ordonnées et promouvoir un système stable de taux de change . Les membres doivent s'acquitter de cette obligation en respectant un certain nombre d'engagements déterminés en ce qui concerne leur politique économique et financière , intérieure et extérieure . Le respect de l'obligation générale des engagements déterminés s'impose à tous les membres à tout moment . Toutefois , les membres sont libres de choisir les dispositions qu'ils appliquent en matière de change .

b) Réduction du rôle de l'or , y compris la cession des avoirs-or du Fonds .

Dans ce domaine , la fonction de l'or
comme commun dénominateur du système de parités et comme
unité de valeur du droit de tirage spécial , a été suppri
mé , ainsi que le prix officiel et les paiements en or .

Les pays membres ont pris l'engagement
avec le Fonds et entre eux afin de garantir que leurs po
litiques en ce qui concerne les actifs de réserve soient
conformes à l'objectif consistant à promouvoir une meil-
leure surveillance internationale des liquidités interna-
tionales et à faire du droit de tirage spécial le princi-
pal instrument de réserve du système monétaire internation
al.. (27)

c) Modification des caractéristiques du
droit de tirage spécial et extension de ses emplois pos-
sibles afin de contribuer à en faire le principal instru-
ment de réserve du système monétaire international .

Les participants auront la faculté de

passer des transactions par voie d'accord sans qu'il soit nécessaire pour le Fonds de prendre des décisions ; de même un participant qui transfère des droits de tirage spéciaux dans une telle transaction n'est pas tenu d'observer le critère de besoin prévu dans les Statuts .

Le Fonds peut autoriser des opérations entre participants qui ne sont pas formellement prévues par les Statuts , sous réserve de garanties appropriées .

Le Fonds peut revoir à tout moment les règles relatives à la reconstruction des avoirs des participants en droits de tirage spéciaux et il peut prendre la décision d'adopter , de modifier ou d'abroger de telles règles à une majorité plus faible que celle qui est exigée à l'heure actuelle (70% du nombre total des voix au lieu de 85%) .

Les possibilités d'emploi des droits de tirage spéciaux dans des opérations et transactions ef-

fectuées par l'intermédiation du Département Général du Fonds ont été élargies .

Le Fonds peut augmenter les catégories d'autres détenteurs de droits de tirage spéciaux , mais sans aller au-delà des organismes officiels , et le champ des opérations et transactions que ces détenteurs peuvent effectuer (28)

d) Simplification et extension des types d'opérations du Fonds.

e) Possibilité de mettre en place le "Collège" en tant que nouvel organe du Fonds , analogue par sa composition et son mandat au Comité intérimaire du Conseil des Gouverneurs , mais avec des pouvoirs de décision (pas seulement un organe consultatif) (29) .

f) Amélioration de l'organisation du Fonds par rapport à l'élection des administrateurs , la simplification de délégation des pouvoirs entre les orga-

nes du Fonds , réduction des catégories de majorités spécia
les (30)

N O T E S

- (1) Aufricht , Hans , Legislación Comparada de Banca Central , Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos , México , 1964 , pp. 19,27,41,73,89,103,123,142,159,165,234 et 250 , principalement. Les pays inclus dans la comparaison sont: République Sud-Africaine , Australie , Canada , Royaume Uni , Rhodésie , Nyassaland , Birmanie , Ceylan , Corée , Philippines , Inde , Indonésie , Japon , Pakistan , Costa Rica , Cuba , République Dominicaine , Salvador , Guatemala , Honduras , Mexique , et Nicaragua .
- (2) Idem. , pp. 123 à 125.
- (3) Idem. , p.162.
- (4) Moreau-Neret, O. En Institutions et Mécanismes Bancaires dans les pays de la Communauté Economique Européenne , Demond , Paris , 1969 ,Préface ,pp. X et XI;
- (5) Fournier , Henri , Les Institutions et Mécanismes Bancaires dans les pays de la Communauté Economique Européenne ,Demond , Paris , 1969 , pp. 121,122,123.
- (6) Idem. , P.123 .
- (7) Hottinguer R. , "Avant Propos" du chapitre "La Banque en France" , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans les Pays de la Communauté Economique Européenne , Op.cit. , p.65.
- (8) Molina Enríquez , Alvaro , Las Vías de la Transformación Social , en Economía Política , Escuela Superior de Economía del Instituto Politécnico Nacional , Vol. VI. , N° 3 , 3^e trimestre , 1969 , p.356 à 359 . Du même auteur et sur le même sujet , Legislación Comparada y Teoría General de los Salarios Minimos Legales , Instituto de Investigaciones Jurídicas , UNAM , México 1969 , pp. 51 et 52.
- (9) David , Jacques Henry , La Política Monetaria , Trad.Eduardo L.Suárez , Fondo de Cultura Económica , México , 1978 ,pp. 142 , 143 et ss.

- 10) Abs , Hermann J. , "Avant Propos" au chapitre La Banque dans la République Fédérale Allemande , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. , pp. 199 à 204.
- 11) Idem. , P.202.
- 12) Achterberg , Erich , Les Institutions et Mécanismes Bancaires en Allemagne , dans les Institutions et Mécanismes Bancaires de la C.E.E. , Op.cit. , p. 207 à 291 .
- 13) Shonfield , Andrew , Op.cit. , pp. 306 à 328 .
- 14) Gerbi , Antonnello , Institutions et Mécanismes Bancaires en Italie , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. , PP. 302 à 365.
- 15) Idem. , p.334 .
- 16) Brabandère , E. de , et Pardon , J. Institutions et Mécanismes Bancaires en Belgique , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. , pp. 377 à 534 . et
Le Brun , Jean , Droit Bancaire et Boursier "Notes pour le Cours de la Faculté de Droit de l'Université Catholique de Louvain , 1977-1978 , pp. 17,18,98 à 105 , principalement .
- 7) Zijlstra , J. "Avant Propos" à La Banque aux Pays-Bas , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. , pp. 533 et 534 .
- 8) Nous suivrons les expositions du Dr. F.H.Repelius , ancien Sous-Directeur à la Nederlandsche Bank , dans le chapitre Institutions et Mécanismes Bancaires aux Pays Bas , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. , pp. 538 à 622 .
- 9) Guill , P. Institutions et Mécanismes Bancaires au Luxembourg , dans Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E. , Op.cit. pp. 627 à 653 . L'auteur était Président (en 1968) de la Caisse d'Epargne du Luxembourg .
- 0) Garvy , George , Dinero Banca y Crédito en Europa Oriental , CEMLA , México , 1968 , pp. 18 à 29 , 38,43,58,103,158,159,160,166,167,173 et 175. L'auteur parle de la URSS , de la Pologne , de la Roumanie , de l'Allemagne Orientale , de la Tchécoslovaquie , de la Hongrie et de la Bulgarie mais M.Garvy mention-

ne que le système en général est pratiquement applicable aussi à l'Albanie , à la Chine , à la Corée du Nord , au Viet-Nam , à la Mongolie estérienne et même au Cuba .

- 21) Idem. , p. 29.
- 22) Sik , Ota , Socialist Commodity and Money Relations and the New System of Planned Manegement , Politika Ekonomie , avril 1965. Cité par Garvy , G. , Op.cit. , p.160.
- 23) Les expositions qui suivent sont appuyées sur l'étude Consideraciones Sobre la Reforma del Sistema Monetario Internacional , par Alfredo , Phillips Olmedo , inclus dans Cincuenta Años de Banca Central , Op.cit. , p;409 à 430 ; ainsi que dans les expositions faites par le Prof. Joël Verhoeven dans le Cours de Droit Economique et Financier de l'Université Catholique de Louvain , à Louvain Belgique .
- 24) Phillips Olmedo , A. , Op.cit. , p. 428.
- 25) Projet de Deuxième Amendement aux Statuts du Fonds Monétaire International , Rapport des administrateurs au Conseil des Gouverneurs , Fonds Monétaire International , Washington D.C. , Mars 1976 , pp. 2-à 7 , et 311 à 386 .
- 26) Chapitre "C" du Rapport , articles IV et VIII de projet .
- 27) Chapitre I du Rapport , Sections 2,3,8,10, articles V , VIII , du projet :
- 28) Chapitre "Q" du Rapport , articles XV , XVII , XIX , XX , XXI du projet .
- 29) Chapitre "P" du Rapport , article XII du Projet .
- 30) Chapitre "O" du Rapport , article XII du Projet .

"L'homme est la mesure de toutes les
choses: de l'existence de ceux qui existent et de la
non existence de ceux qui n'existent pas ."

Protágoras de Abdera

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS

ET

RECOMMANDATIONS

4.1 C O N C L U S I O N S

I.- Une première conclusion , qui est l'hypothèse de travail principale de cette recherche , est que la Banque Centrale ne peut pas rester comme instrument aveugle de n'importe quelle politique du Gouvernement .

La banque centrale est un instrument technique pour la réalisation des objectifs économiques et sociaux de la plus haute importance , ceux-ci doivent être soigneusement et rigoureusement vérifiés à tous les échelons , dès leur adoption comme but de la politique économique et social , qui au cours de l'exécution de celle-ci , ainsi que dans l'évaluation des

résultats et au moment de faire les corrections nécessaires des actions respectives .

II.- Une vision formaliste risque de laisser les fonctions de la banque centrale vides et ouvertes à n'importe quelle politique et de s'éloigner ou même de devenir contraires aux buts fondamentaux , comme le montre l'expérience récente mexicaine .

III.- Les contrôles peuvent être établis dans une vaste gamme d'alternatives , mais il faut les établir d'une façon explicite , efficace et dans un futur immédiat .

IV.- La théorie juridique a besoin de se nourrir de la théorie économique par rapport aux dites fonctions de la banque centrale , afin d'établir et d'exercer les contrôles avec efficacité .

V.- Comme instrument de politique économique et so-

ciale , la banque doit intégrer dans ses organes directifs , non pas seulement les professionnels de l'activité bancaire et de l'activité politique ou bureaucratique , sinon les représentants des destinataires des bénéfices de la politique économique et sociale , notamment , les travailleurs .

VI.- La banque centrale doit avoir un degré d'indépendance suffisant pour éviter l'imposition des critères politiques sur les questions et les fonctions techniques de la banque .

En théorie il est impossible de trouver un conflit d'intérêts entre la banque centrale et le pouvoir exécutif , compte tenu que tant la banque centrale que le gouvernement sont des organes publics , instruments de l'Etat pour la réalisation des buts fondamentaux com-

muns , cependant , cette prémisse théorique ,
quand elle est mise en action , dans la prati-
que , peut présenter de très graves problèmes
d'interprétations divergeantes ou même contraires
l'une à l'autre , dans lesquels la partie faible
est toujours la banque centrale , et presque
toujours la partie la moins informée , la moins
technique et la plus exposée à commettre des er-
reurs , c'est le gouvernement , par raison de
la nature des postes politiques d'élection par
suffrages , qui tendent à devenir complaisants
avec des intérêts économiques , électoraux ou
de partis . Nous trouvons des exceptions tel-
les que le cas de la France où le Gouvernement
dans ces derniers 25 ans , a évolué d'une façon
extraordinaire vers la technification et vers la re-
présentation totaliste , des mécanismes de planifica-

tion , de contrôle technique et de contrôle po
litique , qui ont transformé la fonction gouverner
nementale à un haut degré d'efficacité dans
l'exécution des objectifs fondamentaux . Dans
le cas de la France nous avons vu que le Gouverner
nement contrôle entièrement la Banque Centrale ,
mais le Gouvernement est contrôlé par les mécan
ismes de la planification participante totaliser
te et hautement technique . C'est à dire que les
possibilités de déviation et d'erreur grave ,
sont réduites à des proportions infinitésimales .
Mais l'exception confirme la règle .

Nous faisons ici allusion aux
observations de de Kock dans le sens qu'il faut
reconnaître le Gouvernement comme l'autorité fi
nale responsable de tracer la politique moné-
taire et de fixer le patron monétaire du pays ,

et la banque centrale comme responsable de l'exé
cution de cette politique et du maintien de ce
patron , avec la responsabilité connexe de sauve
garder le bien-être économique national selon
son savoir loyal et son avis . Le gouvernement ,
dit de Kock , ne doit pas seulement consulter
la banque centrale pour formuler la politique
monétaire , sinon qu'elle doit lui octroyer la
liberté et l'aide nécessaires pour l'exécuter .
Le gouvernement comme représentant de la nation ,
doit avoir l'appui , le respect , la sympathie
et le conseil de la banque centrale , tandis que
celle-ci comme le centre du système bancaire et
monétaire de la nation , y a aussi droit de la
part du gouvernement .

VII.- Nous avons vu que les fonctions de la banque cen
trale doivent être coordonnées étroitement avec

les buts fondamentaux de la politique économique . Mais soit qu'elles sont ou ne sont pas coordonnées , de toute façon ces fonctions ont des effets sur le volume global de l'emploi et de la production , sur les quantités relatives et les valeurs de change des marchandises et des services produits et vendus , ainsi que sur la distribution de la richesse réelle et des rentrées des membres de la communauté .

La diversité , complexité et importance des interrélations économiques , s'appuient sur l'absolue nécessité que la banque centrale ne soit pas un simple instrument subordonné d'émission et d'escompte , sinon que la banque centrale examine et participe activement à tous les aspects non monétaires des grands problèmes du système économique .

La coordination efficace de toute la gamme de mesures de politique économique et sociale , les fonctions de la banque centrale y compris , réclame des mécanismes de planification participante , dans lesquels , la participation de la banque centrale , bien entendu , est indispensable et de la plus haute importance . Il faut rappeler la transcendance que Lenin attribuait à la banque centrale , qui , pensait-il , constituerait le 90% de l'appareil administratif du gouvernement socialiste .

VIII.- Il est presque unanimement admis et recommandé par tous les théoriciens de l'économie que les moyens disponibles pour la réalisation d'une politique économique et sociale cohérente sont:

Un niveau élevé d'emploi ,

Une stabilité relative des prix ,

Un équilibre permanent du budget gouvernemental ,

Un rythme soutenu d'investissement ,

Un taux fixe de croissance de l'offre monétaire , ainsi que

Un équilibre externe et un taux élevé de croissance économique .

IX.- En outre , les politiques et mesures à court terme doivent être cohérentes avec les politiques à long terme et selon l'avis de Malinvaud , il faut vérifier que celles-ci accomplissent correctement les buts pour lesquels elles ont été prévues et créées .

Précisément l'expérience mexicaine en ce moment , montre la valeur d'une banque centrale active , sérieusement technique

et exerçant tous les instruments disponibles ,
en pleine coordination avec le gouvernement ,
pour faire sortir l'économie du pays de la grave
crise , produite par les erreurs de politique
économique aggravées par les conjonctures inter-
nationales .

L'ajustement très énergique pré-
vu par le Président José Lopez Portillo dans son
discours devant le Congrès au moment de prendre
possession de son poste , le 1^{er} décembre 1976 ,
envisageait des buts économiques : (1)

C'est à dire d'augmenter la produc-
tion des biens et services pour satisfaire la
demande interne et externe et pour accroître
l'emploi et abattre les prix .

Mais les instruments d'action immédiate
étaient directement liés aux fonctions de la ban-

que centrale:

-De rétablir la confiance des épargneants et des investisseurs pour reconstituer le processus épargne-investissement comme base du développement économique ;

-De restaurer la confiance dans le système financier pour freiner la dollarisation et la fuite de capitaux ;

-De fortifier le système bancaire pour recouvrer un taux de captation des ressources suffisant pour financer le développement du pays ;

-D'augmenter les rentrées fiscales pour couvrir les besoins croissantes de dépense publique particulièrement pour l'investissement ;

-De réduire le déficit dans le

compte courant de la balance de paiements , en augmentant les exportations et en diminuant les importations ;

-D'améliorer le profil de la dette extérieure ;

-De diminuer le rythme de la hausse des prix , en limitant le déficit du secteur public et la croissance excessive de la circulation monétaire .

M. Romero Kolbeck prévoit que l'objectif du gouvernement d'obtenir et de soutenir un haut développement est factible à condition de maintenir une coordination stricte des différents éléments de la politique économique .

(2). "L'expérience montre qu'il faut fixer les buts à moyen terme , compatibles

avec les objectifs d'emploi et de prix et avec l'amélioration de la balance de paiements , et de ne pas mettre d'emphasis sur les buts de croissance à court terme , qui résultent souvent trop ambitieux."

X.- Actuellement , la création de crédit est indirectement contrôlée par la banque centrale à travers l'escompte , le taux d'intérêt et l'encaisse mais il est difficile de contrôler , dans le cadre présent , la destination et l'utilisation finales du crédit .

Nous pensons que le rôle de la banque centrale , doit être plus actif et plus direct par rapport à la création et à la destination du crédit , de telle façon que la banque devienne la véritable exécutrice de la politique financière du pays .

Nous rappelons les observations de Newlin sur le manque de contrôle de la création de l'argent et sur les recommandations de de Kock pour régler le crédit conformément aux nécessités économiques ; et à l'affirmation de celui-ci qui quand une dépréciation arrive dans un pays où la banque centrale est la seule émettrice de billets , la cause doit être attribuée à une inflation créditice .

XI.- Nous avons avancé au premier chapitre , la conviction qu'il n'est pas possible de continuer avec des systèmes de tentative et d'erreur ou reductio ad absurdum , qui impliquent un espoir indéfini et une solution qui ne s'obtient jamais .

Il faut profiter de l'exemple disponible des pays qui exposent leurs problèmes et donnent des solutions de réalisation immédiate et efficace

pour l'obtention des résultats conformes aux fins fondamentales .

Il faut aussi , profiter des expériences négatives récentes ainsi que des expériences positives actuelles du Gouvernement et de la Banque Centrale du México , unis dans leurs buts et leurs actions . Mais , il faut , surtout , éviter la répétition des erreurs .

A notre avis , il faudra donner au gouvernement plus d'éléments de technification à la fonction publique à travers la planification participante , avec le sens d'urgence imposé par le besoin d'éviter la répétition déjà mentionnée .

Il faudra aussi , reconnaître la fonction "clef" de la Banque Centrale Mexicaine dans la politique économique et , par

conséquent , lui fournir des attributions légales plus amples , notamment dans les mécanismes de la planification , et de l'exécution des plans .

4.2 R E C O M M A N D A T I O N S

1.- Ajouter aux fonctions établies à l'article 8 de la Loi Organique de la Banque du México:

"VII.- Elaborer la programmation financière du plan nationale de développement économique du Gouvernement , avec consultation des autorités du Secrétariat de Programmation et de Budget ; "

"VIII.- Participer dans l'élaboration du plan national de développement économique comme conseiller technique du Secrétariat de Programmation et de Budget et donner avis à cet organisme de l'évaluation et de la prise de mesures conjoncturelles en cours d'exécution des plans ; "

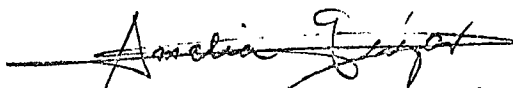
"IX.- Périodiquement publier un rapport sur la programmation financière et comparaître devant le Congrès Fédéral pour expliquer cette programmation ainsi que pour donner un avis sur des questions liées aux ses autres fonctions ;

"X.- Etablir et maintenir un institut de recherche juridique sur les fonctions de la banque centrale ."

Les precepts de la Loi Organique de l'Administration Publique Fédérale qui correspondent au Secrétariat de la Programmation et du Budget , doivent être revus et corrigés pour être d'accord avec ces réformes .

A l'échelle de grain de sable , bien entendu ,
nous espérons que cette modeste recherche puisse contri-
buer , dans le domaine passionnant des fonctions de la ban
que centrale , à la réalisation de l'idéal de rendre l'exis
tence humaine , individuelle et collective , plus facile ,
plus juste , plus authentique et moins absurde .

México , décembre 1978



Amelia Cristina Guizar .

"Je veux que la Banque soit assez dans
la main du Gouvernement , mais qu'elle ne le soit pas trop"

Napoleon

B I B L I O G R A F I E

- Abs, Hermann S. "Avant-propos" au chapitre "La Banque dans la République Fédérale Allemande", en "Institutions et Mécanismes Bancaires dans la C. E. E. " Dunod, Paris, 1969.
- Achterberg, Erich. "Les institutions et mécanismes bancaires en Allemagne"; en "Inst. et Mécanismes Bancaires dans la C.E.E." Dunod, Paris, 1969.
- Aufricht, Hans. "Legislación Comparada de Banca Central". Centro de Estudios Monetarios Latinoamericanos, México, 1964.
- Banco de México, S.A. Informes Anuales 1960, 1965, 1969, 1970, 1971. Indicadores Económicos 1973.
- Banco Nacional de Comercio Exterior, S.A. "Los ingresos del Sector Público Federal y la política de finanzas públicas para 1971" Revista, 1972.
- Blejer, Mario I. "Dinero, Precios y Balanza de Pagos: la experiencia de México 1950-1973" C.E.M.L.A. México, 1977.
- Bochenski, I. M. "Filosofía Actual" Trad. E. Imaz, Fondo de Cultura Económica, México, 1949.

- Brabandère, E. de, et Pardon, J. "Institutions et Mécanismes Bancaires en Belgique" en "Inst et Mécs. Bancs. dans la C.E.E., Dunod, Paris, 1969.
- Buira Seira, Ariel. "Causas principales y efectos internos de la inflación". En "Cincuenta Años de Banca Central", Banco de México y Fondo de Cultura Económica, México, 1976.
- Calles, Plutarco Elías. Informe Presidencial, Septiembre de 1925, Boletín de la Secretaría de Gobernación, México.
- Carrillo Flores, Antonio. "Acontecimientos sobresalientes en la gestación y evolución del Banco de México" en "Cincuenta Años de Banca Central", Bco. de México-F.C.E., México, 1976.
- Cavazos Lerma, Manuel. "Cincuenta años de política monetaria" en "Cinc. Años de Bca. Central", Bco. de México-F.C.E. 1976
- Chandler, Lester V. "Introducción a la teoría monetaria" Trad. M. Jiménez, Fondo de Cultura Económica, México, 1956.
- Cortz Grau, José. "Curso de Derecho Natural", Editora Nacional, Madrid, 1953.
- David, Jacques Henry. "La Política Monetaria", Trad. E. Suárez, Fondo de Cultura Económica, México, 1978.
- Escobedo, Gilberto. "The response of the Mexican Economy to Policy Actions." Rev. Federal Reserve Bank of St. Louis, June 1973.
- Fernández Hurtado, Ernesto. "Reflexiones sobre aspectos fundamentales de la Banca Central en México", en "Cincuenta

Años de Banca Central", Banco de México-F.C.E., 1976.

Fondo Monetario Internacional. "Projet de Deuxième Amendement aux Statuts du Fonds Monétaire International", Rapport des administrateurs au Conseil des Gouverneurs, Washington, D.C., Mars 1976.

Fournier, Henri. "Les institutions et Mécanismes Bancaires en France". En "Insts. et Mécs. Bancaires dans le pays de la C.E.E.", Dunod, Paris, 1969.

Garvy, George. "Dinero, banca y crédito en Europa Oriental" C.E.M.L.A. México, 1968.

Gerbi, Antonello. "Institutions et Mécanismes Bancaires en Italie", en "Insts. et Mécs. Bancaires dans la C.E.E." Dunod, Paris, 1969.

Gil Díaz Francisco. "Política Monetaria y Fiscal", en "Cincuenta Años de Bca. Central", Bco. de México-F.C.E., México, 1976.

Gómez Oliver, Antonio. "La Demanda de Dinero en México", en "Cinc. Años de Bca. Centr." Bco. de México- F.C.E. 1976.

Guill, P. "Institutions et Mécanismes Bancaires au Luxembourg" dans "Insts. et Mécs. Bancs. dans la C.E.E." Dunod, Paris, 1969.

Hartmann, Nicolai. "Ontología", Trad. J. Gaos, F.C.E., México, 1959.

Hottinguer, R. "Avant-propos" du chapitre "La Banque en France", en "Ints. et Méc. B. dans la C.E.E.". Dunod, Paris, 1969.

Keynes, John Maynard. "Teoría general de la ocupación, el interés y el dinero". Trad. E. Hornedo. F.C.E., México, 7a. ed., 1965.

Kusnetz, Simon. "Capital in the American Economy", Princeton University Press, 1961. "National Income and Capital Formation 1919-1935", New York, 1935.

Lamartine Yates, Paul. "El desarrollo regional de México", Banco de México, S.A., 1961.

Labra, Armando. "El costo social de la coyuntura económica mexicana". Política Económica, Vol. VII No. 4, 5o.bimestre 1977, México.

Le Brun, Jean. "Droit Bancaire et Boursier". notes pour le cours de la Faculté de Droit de la U.C.L., Louvain, Belgique, 1977-1978. "Le cadre juridique de la politique monétaire et du crédit", Annales de Droit, Tome XXXVII, 3-4/1977. Louvain, Belgique.

Lewis, W.A. et P.J. O Leary. "Secular Swings in Production and Trade 1870-1913". Manchester School of Social and Economic Studies, 1955.

Lurie, Samuel. "Estabilidad, inflación y desarrollo", C.E.M.L.A.
México, 1964.

Maizels, Alfred. "Industrial Growth and World Trade"
Cambridge University Press, London, 1963.

Malinvaud, Edmond. "Estrategias Financieras del Desarrollo"
en "Cinc. Años de Bca. Centr." Bco. de México-F.C.E. 1976.

Moctezuma, Julio Rodolfo. "Paquete de medidas para agilizar la
Política Hacendaria y Crediticia". XLIII Convención
Nacional Bancaria, Política Económica, Vol. VII No. 1,
1er. trimestre 1977, México.

Molina Enríquez, Alvaro. "La Ontología Antropológica Existen-
cial y sus Proyecciones en el Orden Jurídico", México, 1965.
"Las Vías de la Transformación Social", en Economía Política,
Esc. Sup. de Economía, I.P.N., México, 1969, Vol. VI, No. 3.
"Legislación Comparada y Teoría General de los Salarios
Mínimos Legales", Instituto de Invs. Jurídicas, U.N.A.M.,
México, 1969. "Educación para el desarrollo", Secretaría
de Educación Pública, México, 1970.

Moreau-Neret, O. Préface à "Institutions et Mécanismes Bancaires
dans les pays de la C.E.E.", Dunod, Paris, 1969.

Nacional Financiera, S. A. "La economía mexicana en cifras
1974-1975".

Navarrete, Eduardo. "Las dos caras de la moneda: comercio exterior e industrialización", dans Cuestiones Económicas Nacionales, Rev. del Banco Nal. de Comercio Exterior, México, julio de 1970.

Newlin, W.T. "Teoría Monetaria", Trad. G. Cárdenas, Fondo de Cultura Económica, México, 2a. Ed., 1974.

Ortiz Mena, Antonio "Desarrollo estabilizador: una década de estrategia económica en México". El Mercado de Valores, No. 44, Nov. 1969, NAFINSA, México.

Orcí Gándara, Luis M. "La programación financiera en la política monetaria", en "Cinc. Años de Bca. Centr.", Bco. de México-F.C.E., México, 1976.

Petricioli Iturbide, Gustavo. "Política e instrumentos de orientación selectiva del crédito en México", en "Cinc. Años de Bca. Central en México", Bco. de México-F.C.E. México, 1976.

Phillips Olmedo, A. "Consideraciones sobre la reforma del sistema monetario internacional", en "Cincta. Años de Bca. Central", Bco. de México-F.C.E., México, 1976.

Padilla Aragón, Enrique. "Los problemas de la economía nacional". Instituto Mexicano de Economía Aplicada, A.C., México, 1976

Repelius, F.H. "Institutions et Mécanismes Bancaires au Pays-Bas", en "Inst. et Mécs. Bancaires dans la C.E.E." Dunod, Paris, 1969.

Romero Kolbeck, Gustavo. Discours d'accès a l'Académie Mexicaine de Droit International. "El Mercado de Valores", No. 29, juillet, 1978. "Un nuevo patrón de desarrollo compartido". XLIII Convención Nacional Bancaria, Política Económica, Vol. VI, No. 1, 1er. trimestre de 1977.

Sayers, R.S. "La Banca Moderna". Trad. L. Guasch. Fondo de Cultura Económica, México, 1975.

Schumpeter, J.A. "Business Cycles", McGraw Hill, New York, 1939. "La teoría del desenvolvimiento económico" Trad. J. Prados, México, Fondo de Cultura Económica, México, 1963.

Secretaría de Hacienda y Crédito Público. "Bases para la administración fiscal federal", México, 1971. SHCP et Banco de México, S. A. "Cuentas Nacionales y Acervos de Capital, - consolidados por tipo de actividad económica, México, 1967". "Memoria de 1923-1926".

Secretaría de Educación Pública. "Crecimiento y Desarrollo Económico", México, 1970

Zijlstra, J. "Avant propos" a "La Banque au Pays-Bas", en "Insts. et Mécs. Bancs. dans la C.E.E.", Dunod, Paris, 1969.